

105

Government
Publications

R. FRITH

3 1761 12062202 2

CAI ZI
-63 B500

RAPPORT INTERIMAIRE
(Projet interne)

AUTEUR: J. LaRivière

TITRE: La traduction dans la fonction
publique.

DIV: IV

Rapport no. 26



Presented to the
LIBRARY *of the*
UNIVERSITY OF TORONTO

by
Mr. Royce Frith
Commissioner

Royal Commission on
Bilingualism and
Biculturalism

ACCOPRESS

GENUINE PRESSBOARD BINDER

CAT. NO. **BP 2507 EMB**

ACCO CANADIAN COMPANY LTD.
TORONTO

OGDENSBURG, N. Y., CHICAGO, LONDON

CAI 21

-630500

820-168

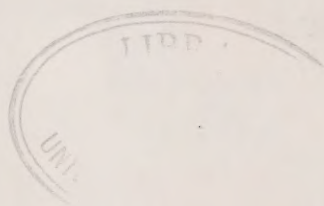
L A T R A D U C T I O N

D A N S

L A F O N C T I O N P U B L I Q U E

rapport intérimaire

Jacques La Rivière
Juillet 1966



Sommaire

- Chapitre 1 AVANT-PROPOS
- 1.1 Rappel du mandat
 - 1.2 Méthode
 - a) un plan horizontal
 - b) un plan vertical
 - 1.3 Déroulement de l'enquête
 - 1.4 Etat des travaux
 - 1.5 Objet du rapport intérimaire
 - 1.6 Considérations générales
- Chapitre 2 COMMUNICATIONS ENTRE L'ADMINISTRATION
FEDERALE ET LE PUBLIC
- 2.1 Généralités
 - 2.2 Formules externes
 - 2.2.1 Situation
 - 2.2.2 Politique
 - 2.3 Correspondance
 - 2.3.1 Volume de la correspondance
française
 - 2.3.2 Langue de rédaction
 - 2.4 Publications
 - 2.4.1 Situation
 - 2.4.2 Rédaction
 - 2.4.3 Délais
 - 2.5 Ecriteaux
 - 2.6 Communications verbales
 - 2.6.1 Introduction
 - 2.6.2 Ottawa
 - 2.6.3 Québec
 - 2.6.4 Ailleurs au Canada
 - 2.6.5 A l'étranger
 - 2.7 Groupes spéciaux d'employés en contact
avec le public
 - 2.7.1 Introduction

Chapitre 1

AVANT-PROPOS

- 1.1 Appel au lecteur
- 1.2 Méthode
 - a) un plan horizontal
 - b) un plan vertical
- 1.3 Développement de l'exposé
- 1.4 Plan des travaux
- 1.5 Objectifs de l'exposé
- 1.6 Considérations générales

Chapitre 2

CONSTITUTION DU BUREAU D'ADMINISTRATION
Généralités et principes

- 2.1 Généralités
- 2.2 Fonctions et missions
 - 2.2.1 Situation
 - 2.2.2 Fonctions
- 2.3 Responsabilités
 - 2.3.1 Fonctions de la correspondance
 - 2.3.2 Fonctions de rédaction
- 2.4 Révisions
 - 2.4.1 Situation
 - 2.4.2 Révisions
 - 2.4.3 Révisions
- 2.5 Révisions
- 2.6 Révisions et autres
 - 2.6.1 Révisions
 - 2.6.2 Révisions
 - 2.6.3 Révisions
 - 2.6.4 Révisions
 - 2.6.5 Révisions
 - 2.6.6 Révisions
- 2.7 Révisions et autres
 - 2.7.1 Révisions
 - 2.7.2 Révisions

- 2.7.2 Les gardiens
 - a) Nature et fonctionnement du Corps canadien des commissionnaires
 - b) Politique des divisions
 - i- Ottawa
 - ii- Québec
 - iii- Montréal
 - c) Conclusion
- 2.7.3 Les liftiers
- 2.7.4 Les services téléphoniques du gouvernement
- 2.7.5 Préposés à la garde de la Chambre des Communes
- 2.7.6 Conclusion

- 2.8 Politique des ministères
 - 2.8.1 Défense nationale
 - 2.8.2 Les Mines et Relevés techniques
 - 2.8.3 Les Postes
 - 2.8.4 Le Canadien national
 - 2.8.5 Les autres ministères

- 2.9 Conclusion

Chapitre 3 COMMUNICATIONS A L'INTERIEUR DE L'ADMINISTRATION FEDERALE

- 3.1 Les formules internes
- 3.2 Les manuels
- 3.3 Les circulaires
- 3.4 Les dossiers
- 3.5 L'interprétation simultanée
- 3.6 Politique des ministères
 - 3.6.1 Canadien national
 - 3.6.2 Défense nationale
- 3.7 Conclusion
 - 3.7.1 Inégalité linguistique
 - 3.7.2 Inégalité culturelle

Chapitre 4 LE BUREAU DES TRADUCTIONS

- 4.1 Origine du Bureau

Digitized by the Internet Archive
in 2024 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761120622022>

- 4.1.1 Historique
- 4.1.2 Présentation du projet
- 4.1.3 Débats autour du projet
- 4.2 Organisation
 - 4.2.1 Divisions de ministère
 - 4.2.2 Le Centre de terminologie
 - 4.2.3 Section des stagiaires
 - 4.2.4 Division des lois
 - 4.2.5 Division des débats
 - 4.2.6 Division des interprètes
 - 4.2.7 Division des langues étrangères
 - 4.2.8 Traduction générale
- 4.3 Volume et nature de la traduction
- 4.4 Personnel
 - 4.4.1 Recrutement
 - 4.4.2 Age
 - 4.4.3 Classes
 - 4.4.4 Salaire
 - 4.4.5 Formation
 - 4.4.6 Roulement
 - 4.4.7 Le personnel auxiliaire
- 4.5 Méthodes de travail
 - 4.5.1 Acheminement des textes
 - 4.5.2 Présentation des textes
 - 4.5.3 Correspondance
 - a) lettres reçues
 - b) lettres envoyées
 - 4.5.4 Interprétation sommaire
 - 4.5.5 Recours à la Traduction générale
- 4.6 Délais
 - 4.6.1 Correspondance
 - 4.6.2 Autres textes
- 4.7 Contrôle
 - 4.7.1 Rendement
 - 4.7.2 Qualité
- 4.8 Correction des épreuves
- 4.9 Problèmes spéciaux
 - 4.9.1 Traduction automatique
 - 4.9.2 Machines à écrire
- 4.10 Conclusion
 - 4.10.1 Il y a abus des services de traduction

4.1.1	Statistique
4.1.2	Statistique de projet
4.1.3	Département de projet
4.2	Organisation
4.2.1	Division de statistique
4.2.2	Le Bureau de statistique
4.2.3	Section des statistiques
4.2.4	Division des Jura
4.2.5	Division des autres
4.2.6	Division des statistiques
4.2.7	Division des statistiques
4.2.8	Division des statistiques
4.2.9	Division des statistiques
4.3	Volonté et action de la commission
4.4	Personnel
4.4.1	Personnel
4.4.2	Le
4.4.3	Le
4.4.4	Le
4.4.5	Le
4.4.6	Le
4.4.7	Le
4.4.8	Le
4.4.9	Le
4.5	Travaux de terrain
4.5.1	Travaux de terrain
4.5.2	Travaux de terrain
4.5.3	Travaux de terrain
4.5.4	Travaux de terrain
4.5.5	Travaux de terrain
4.6	Travaux de terrain
4.6.1	Travaux de terrain
4.6.2	Travaux de terrain
4.7	Travaux de terrain
4.7.1	Travaux de terrain
4.7.2	Travaux de terrain
4.8	Travaux de terrain
4.9	Travaux de terrain
4.9.1	Travaux de terrain
4.9.2	Travaux de terrain
4.10	Travaux de terrain
4.10.1	Travaux de terrain

- a) correspondance
 - b) autres textes
- 4.10.2 La multiplication des divisions de ministères entraîne une grande dispersion des efforts
- 4.10.3 Il y a pénurie de traducteurs
- 4.10.4 Une mauvaise répartition des employés de bureau nuit à l'efficacité du service de traduction
- 4.10.5 Les traducteurs sont employés à des tâches qui ne relèvent pas de la traduction
- 4.10.6 Le niveau de formation des traducteurs est nettement insuffisant
- 4.10.7 L'école des stagiaires est nettement insuffisante pour répondre aux besoins du Bureau des traductions

Chapitre 5

LA TRADUCTION DANS LES ORGANISMES FEDERAUX QUI NE SONT PAS DESSERVIS PAR LE BUREAU DES TRADUCTIONS

- 5.1 Nature des rapports entre le Bureau et ces organismes
- 5.2 Section du Conseil national de recherches
 - 5.2.1 Fonctions
 - 5.2.2 Personnel
 - 5.2.3 Méthode
 - 5.2.4 Constatations
- 5.3 Section de la Société centrale d'hypothèques et de logement
 - 5.3.1 Fonctions
 - 5.3.2 Politique de la Société en matière de traduction
 - 5.3.3 Méthodes de travail
 - 5.3.4 Délais
- 5.4 Section de Radio-Canada
 - 5.4.1 Fonctions
 - 5.4.2 Délais
 - 5.4.3 Contrôle
 - 5.4.4 Constatations
- 5.5 La traduction au Canadien national
 - 5.5.1 Fonctionnement
 - 5.5.2 Méthodes
 - 5.5.3 Salaires

- 5.6 Conclusion
 - 5.6.1 L'indépendance de certaines sections de traduction vis-à-vis du Bureau des traductions va à l'encontre de l'efficacité générale du service de traduction
 - a) Absence d'unité dans les normes de travail
 - b) Inégalité dans les traitements
 - c) Inégalité des chances d'avancement

Chapitre 6 LA TRADUCTION DANS LES AUTRES PAYS

- 6.1 Introduction
- 6.2 La traduction en Suisse
 - 6.2.1 Organisation du service de traduction
 - a) La traduction française
 - b) La traduction italienne
 - c) Classification des traducteurs
 - d) Problèmes de langue
 - 6.2.2 Conclusion
- 6.3 La traduction en Afrique du Sud
 - 6.3.1 Introduction
 - 6.3.2 Historique
 - 6.3.3 Organisation
 - a) Section de la traduction
 - b) Section de terminologie
 - c) Langues étrangères
 - 6.3.4 Nature de la traduction
 - 6.3.5 Personnel
 - 6.3.6 Méthodes de travail
 - 6.3.7 La traduction dans les autres organismes étatiques
 - 6.3.8 Conclusion
- 6.4 La traduction en Belgique

Chapitre 7 LA TRADUCTION DANS LES ORGANISMES D'ETAT AUTRES QUE FEDERAUX AU CANADA

- 7.1 Introduction
- 7.2 Province de Québec

7.3	La traduction à l'Hydro
Chapitre 8	FONCTION DE LA TRADUCTION DANS LES ETATS BILINGUES
8.1	Introduction
8.2	Fonction de la traduction en Suisse
8.3	Fonction de la traduction en Afrique du Sud
8.4	Fonction de la traduction en Belgique
8.5	Rôle de la traduction dans la Fonction publique du Québec
8.6	Rôle de la traduction dans la Fonction publique fédérale au Canada
Chapitre 9	RECOMMANDATIONS
9.1	Introduction
9.2	Mesures propres à améliorer les communications entre l'Administration et les administrés
9.2.1	Politique générale de l'Administration en matière de traduction
	a) Généralités
	b) Correspondance
9.2.2	Formules et publications
9.2.3	Ecriteaux
9.2.4	Communications verbales
9.3	Mesures propres à améliorer les communications au sein de l'Administration
9.3.1	Unités francophones
9.3.2	Formules et manuels
9.3.3	Interprétation simultanée

- 9.4 Organisation de la traduction
 - 9.4.1 Restructuration du Bureau
 - a) Avantages de la décentralisation
 - b) Avantages de la centralisation
 - 9.4.2 Cas des divisions indépendantes
 - 9.4.3 Recrutement des traducteurs
 - 9.4.5 Qualité

Post-face

Chapitre I

AVANT-PROPOS

1.1. Rappel du mandat

L'étude sur la traduction dans la Fonction publique avait pour objet: d'étudier les moyens de communication, dans la perspective du bilinguisme, dans la Fonction publique fédérale, et d'évaluer l'efficacité des services de traduction dont le rôle est évidemment essentiel dans un état bilingue.

Ce mandat particulier découle directement du mandat général de la Commission:

"Faire rapport sur l'état pratique du bilinguisme dans tous les services, institutions de l'administration fédérale y compris les sociétés de la Couronne - ainsi que dans leurs contacts avec le public, et présenter des recommandations de nature à assurer le caractère bilingue et fondamentalement biculturel de l'administration fédérale".

1.2. Méthode

Notre recherche a porté sur deux plans:

a) Un plan horizontal

Nous avons tenté de déterminer l'importance relative accordée à chacune des deux langues officielles dans la Fonction publique. Pour ce faire, nous avons procédé à un inventaire complet de tous les documents utilisés comme moyens de communication à l'intérieur de la Fonction ou entre l'Administration et les administrés; ensuite nous

avons cherché à mesurer le degré de bilinguisme des fonctionnaires en contact avec le public; enfin nous nous sommes renseignés sur les politiques suivies par les différents ministères en matière de bilinguisme.

Nous avons recueilli nos données à l'aide d'un questionnaire qui a été envoyé à environ 70 ministères et organismes.

Les questions étaient groupées autour de 12 rubriques:

- 1- les formules externes et leur distribution
- 2- les formules internes et leur distribution
- 3- les manuels
- 4- les circulaires
- 5- les publications
- 6- la correspondance avec le public
- 7- les dossiers
- 8- les avis
- 9- les écriteaux
- 10- les services de traduction
- 11- la politique en matière de traduction
- 12- les communications verbales à l'intérieur de la Fonction publique et avec le grand public.

De plus, on avait ajouté au questionnaire dix-sept annexes pour permettre au ministère de préciser certaines réponses et de les nuancer au besoin.

b) Un plan vertical

Il s'agissait d'étudier l'organisation et le fonctionnement du Bureau des traductions. Pour ce faire, nous avons interviewé les chefs d'une dizaine de divisions de traduction des ministères. Au cours de ces interviews, nous avons cherché à obtenir des renseignements sur le volume et la nature du travail, sur le recrutement du personnel, sur les politiques des ministères respectifs en matière de traduction, sur les procédures suivies pour l'envoi des textes à traduire, sur les délais requis pour la traduction, sur les méthodes utilisées pour mesurer le rendement et apprécier la qualité de la traduction et enfin sur les travaux connexes accomplis par les traducteurs.

Nous avons examiné ensuite le fonctionnement des services de traduction en dehors de la Fonction publique fédérale, notamment ceux du gouvernement du Québec et, enfin, nous avons parcouru les chapitres qui traitaient de la traduction dans les rapports de la Commission sur les fonctions publiques de Belgique, de Suisse et d'Afrique du Sud.

1.3. Déroulement de l'enquête

Lorsqu'au début de juin le feu vert fut enfin donné pour l'envoi du questionnaire, il y avait plusieurs mois que celui-ci faisait l'objet de discussion au sein de la Commission.

La date ultime pour le retour du questionnaire avait été fixée au 8 juillet. A peine un tiers des questionnaires nous furent retournés dans le délai prévu. Les autres nous parvinrent dans les six mois qui suivirent. Il fallut envoyer plusieurs lettres de rappel et téléphoner à certains ministères à maintes reprises pour obtenir les réponses demandées. D'autre part, nous avons reçu nous-mêmes des appels de 30 à 40 ministères nous demandant des éclaircissements. Au ministère de la Défense nationale, nous avons eu sept à huit heures de discussion avec un haut fonctionnaire pour adapter le questionnaire à la situation particulière du ministère; il en fut de même au Canadien national où certaines questions durent être modifiées afin que les réponses données soient valables pour notre enquête. Dans un autre cas, celui du Directeur général des élections, nous dûmes aller faire nous-mêmes le tri entre les formules internes et externes car les définitions données dans le questionnaire ne leur semblaient pas suffisamment claires.

Une fois le questionnaire reçu il fallut en entreprendre le dépouillement et codifier ce qui était codifiable. Or, cette tâche s'est avérée beaucoup plus longue que prévu. En effet, la grande majorité des questionnaires retournés comportaient une ou plusieurs réponses imprécises: parfois les ministères avaient mal interprété l'une ou l'autre des questions, parfois le choix des

réponses qui leur étaient offertes ne suffisait pas; ainsi, nous avons dû entrer en communication avec 32 ministères. Dans chaque cas, il fallait faire deux ou trois appels sinon plus pour atteindre le fonctionnaire apte à donner les éclaircissements requis.

La collaboration des ministères a été bonne dans l'ensemble même si, comme nous l'avons signalé plus haut, plusieurs n'ont pas témoigné tout l'empressement qu'on aurait pu attendre d'eux. Le cas du ministère des Forêts est particulièrement éloquent à cet égard. Au début de septembre, nous avons envoyé une lettre de rappel à tous les ministères qui n'avaient pas retourné le questionnaire. Par la suite, nous recevions un appel du ministère des Forêts qui prétendait n'avoir jamais reçu de questionnaire. Nous lui en avons envoyés quelques exemplaires, mais sommes restés sans nouvelles. En novembre, nouveau rappel . . . cette fois un fonctionnaire nous déclare que le questionnaire a été égaré Enfin, il est retrouvé, mais nous ne le recevons toujours pas. Nouveaux appels en décembre et janvier '66. Ce n'est qu'au début de février que le questionnaire nous parvient enfin. On aurait pu s'attendre à un grand effort de la part du ministère, mais non! Les annexes ne contenaient à peu près pas de commentaires.

1.4. Etat des travaux

La codification du questionnaire sur la traduction est terminée. La perforation des cartes et la compilation des annexes sont en cours d'achèvement. Mais ce n'est probablement que vers la fin de juin qu'on aura tous les éléments en main pour rédiger le rapport final. Quelques interviews doivent compléter notre documentation, et un autre questionnaire concernant le recrutement des traducteurs est en train d'être codifié.

1.5. Objet du rapport intérimaire

Dans le rapport intérimaire nous allons essayer de décrire les tendances générales qui se dégagent de la lecture des questionnaires et des documents de travail rédigés à la suite des interviews. Nous suivrons dans ces grandes lignes le plan que nous nous sommes tracé pour le rapport final.

Les données dont nous disposons sont forcément fragmentaires et certaines conclusions que nous ébaucherons pourront être modifiées dans le rapport final alors que nous aurons en main toutes les données.

1.6. Considérations générales

Les données que nous avons recueillies sur les documents qui émanent de la Fonction publique fédérale (formules, circulaires, publications, etc.) peuvent être

regroupées sous deux catégories selon qu'il s'agit de documents qui s'adressent à la population en général ou aux fonctionnaires. Il en est de même pour les communications verbales. Cette distinction nous permettra de mettre en évidence les politiques des ministères tant à l'égard du public que leurs fonctionnaires. Nous avons en effet constaté que le degré de bilinguisme des formules et documents variait sensiblement selon qu'ils étaient destinés à l'un ou l'autre de ces groupes. C'est pourquoi nous avons cru bon de regrouper toutes les données obtenues sous les deux rubriques suivantes:

- A- Communications entre l'Administration fédérale et le public
- B- Communications à l'intérieur de l'Administration fédérale.

Chapitre 2

COMMUNICATIONS ENTRE L'ADMINISTRATION FEDERALE ET LE PUBLIC

2.1. Généralités

L'importance du secteur public a crû sensiblement depuis la guerre. Les contacts entre l'administration et les administrés sont devenus de plus en plus fréquents. L'initiative de ces contacts peut venir du public qui écrit ou se rend à l'un des bureaux du gouvernement pour obtenir tel ou tel service ou prestation, ou du gouvernement qui informe le public de son activité (rapports annuels et autres) ou exige qu'on lui fournisse certains renseignements (e.g. formules d'impôt). Quelle que soit la nature de ces contacts, un problème de langue se pose. C'est l'analyse de ce problème que nous allons aborder maintenant.

2.2. Formules externes

2.2.1. Situation

Nous avons défini les formules externes comme étant des formules émanant d'un ministère ou d'un organisme à l'usage des entreprises privées ou du public. Le mot anglais "form" est utilisé dans un sens très large et englobe les entêtes de lettres, les enveloppes, les lettres modèles, etc. Il se peut donc que l'on ait exagéré le nombre de formules dans certains cas; néanmoins

cela ne devrait pas affecter sensiblement les pourcentages. D'une façon générale, on peut dire que les deux tiers des formules externes sont bilingues ou existent en deux versions distinctes. Toutefois ce pourcentage varie beaucoup d'un ministère à l'autre. Ainsi, au Secrétariat d'Etat, les trois cents formules externes sont bilingues; il en est de même aux Anciens Combattants; à la Société d'assurance des crédits à l'exportation, au contraire, toutes les formules sont en anglais seulement. Entre ces extrêmes, la gamme est très variée. Aux Postes, près de 90% des formules sont bilingues ou en deux versions; au Revenu (section impôt), le pourcentage est à peu près le même. Par contre, à la Production de la Défense, 93% des formules sont unilingues; aux Mines, 70%; à la Santé, 69%; aux Pêcheries, 59%; à l'Agriculture, 60%; aux Affaires du Nord, 73% et au Bureau de la Statistique, 60%.

2.2.2. Politique

La politique des ministères dépend de plusieurs facteurs. Certains ministères comme le Revenu et les Postes qui ont pour clientèle l'ensemble de la population ont été pratiquement obligés de rendre bilingues toutes leurs formules. Pour d'autres ministères, ce sont les circonstances qui ont joué en faveur d'un dosage plus ou moins grand de bilinguisme. Ainsi, un haut fonctionnaire du Secrétariat d'Etat nous a déclaré que c'est le passage

du ministre Dorion qui est à l'origine de la situation actuelle: ce dernier a exigé dès son entrée en fonction que toutes les formules qui n'étaient pas bilingues le deviennent. Mais, en définitive, il n'existe pas de ligne de conduite précise sauf dans ces ministères qui traitent avec un large public francophone: c'est la pression de la demande qui paraît être le facteur décisif.

2.3. Correspondance

2.3.1. Volume de la correspondance française

On constate que le pourcentage des lettres reçues en français par les ministères est infime. Il dépasse rarement 10% et se situe souvent en-dessous de 5%. Pour expliquer cette situation anormale, on a avancé les hypothèses suivantes:

- a) les Canadiens français écrivent en anglais pour avoir un service plus rapide, car ils savent que leur lettre sera traduite;
- b) ils écrivent peu au gouvernement fédéral, car ils ont l'impression d'écrire au gouvernement d'un pays étranger qui se désintéresse de leurs problèmes;
- c) une grande partie des maisons canadiennes-françaises fait affaire avec des anglophones et préfère traiter en anglais avec le gouvernement fédéral.

Il serait difficile d'évaluer l'importance relative de chacun de ces facteurs.

2.3.2. Langue de rédaction

Tous les ministères ont déclaré répondre dans la langue utilisée par le correspondant, si celle-ci était l'anglais ou le français. Lorsqu'il s'agit d'une langue autre que l'anglais ou le français, l'attitude des ministères varie. Au ministère de la Défense nationale, lorsqu'une lettre en langue étrangère provient d'un correspondant résidant au Canada, on y répond en anglais alors que si cette lettre provient de l'extérieur du Canada on répond dans la langue du correspondant.

La grande majorité des ministères ont déclaré que les réponses aux correspondants de langue française étaient rédigées en anglais. Cela s'explique par le fait que la grande majorité des fonctionnaires sont des anglophones unilingues.

Même si dans certains cas, la lettre d'un francophone parvient à un fonctionnaire de langue française, la réponse sera souvent rédigée en anglais, ou bien parce que le signataire est anglophone, ou bien parce qu'il est toujours nécessaire d'avoir une version anglaise au dossier au cas où des fonctionnaires unilingues anglais devaient y référer et que l'on préfère que le texte le plus susceptible d'être

consulté soit l'original plutôt qu'une traduction (explication donnée notamment par le ministère du Revenu - douanes et accise - et la Société centrale d'hypothèques et de logement). Enfin, même si, à la rigueur, les fonctionnaires francophones peuvent rédiger en français et faire traduire en anglais pour les dossiers, cette pratique ne semble pas usuelle, étant donné l'habitude qu'ont ceux-ci de travailler en anglais.

Il y a heureusement quelques exceptions. Au ministère des Postes, à l'Office national du film et à l'Assurance chômage on rédige généralement les lettres aux francophones en français. Il en est de même dans la plupart des bureaux régionaux des ministères qui sont situés au Québec: on y traite toujours la correspondance dans la langue du correspondant.

Au ministère des Affaires extérieures par contre, où pourtant un nombre relativement appréciable de fonctionnaires connaissent le français, on suit la pratique générale de rédiger en anglais et de faire traduire.

2.4. Publications

2.4.1. Situation

Dans le domaine des publications, on note aussi de grandes différences entre les ministères, suivant, semble-t-il, l'importance numérique de la clientèle à laquelle

s'adressent ces publications.

Ainsi, toutes les publications des ministères du Revenu, de l'Industrie, des Affaires extérieures, des Travaux publics, des Postes, des Finances et de la Justice sont publiées en deux versions; il en est de même pour celles de la Commission du service civil et de l'Office national du film. Au ministère de la Santé, 140 des 150 publications ont paru dans les deux langues durant l'année considérée. Par contre, dans d'autres ministères et organismes le nombre de publications qui paraissent en français est relativement faible. Le cas le plus notable est, sans doute, celui du Bureau de la statistique où seulement 94 des 572 publications annuelles sont bilingues - si l'on excepte les 75 fascicules du recensement; or, la plupart des publications du Bureau de la statistique sont d'un intérêt vital non seulement pour les hommes d'affaires, mais encore pour tous ceux qui s'intéressent à l'économie du pays.

Dans plusieurs ministères, à peine un tiers des publications sont traduites. C'est le cas des Mines (9 sur 25), du Travail (19 sur 55), des Affaires du Nord (12 sur 34), de la Gendarmerie royale (10 sur 26), des Transports (13 sur 49), des Pêcheries (7 sur 22) et de l'Agriculture (18 sur 68). Il est vrai qu'un certain nombre de publications qui ne paraissent qu'en anglais n'ont qu'un intérêt

local et, de ce fait, il n'y a pas lieu de les traduire; mais c'est l'exception, la plupart des publications étant d'intérêt général pour tout le Canada.

2.4.2. Rédaction

Toutes les publications du gouvernement fédéral sont rédigées en anglais à quelques exceptions près qu'il convient de mentionner. Ainsi, à Radio-Canada, 3 publications sur 12 sont en français et, parmi celles-ci, deux ont été rédigées en français; les rapports annuels de l'Office national du film et une partie de celui du Secrétariat d'Etat (celle qui touche à la traduction) sont aussi rédigés en français.

2.4.3. Délais

Comme il s'agit presque toujours de traduction, les versions françaises des publications paraissent souvent avec retard. Le ministère des Mines, par exemple, déclare qu'à l'exception d'un petit nombre de publications qui paraissent simultanément dans les deux langues, la plupart des versions françaises accusent un retard de trois à six mois par rapport aux versions anglaises.

Au ministère de l'Agriculture, certaines publications ont paru avec un retard considérable; en voici quelques-unes:

- The Canadian Fur Insustry (11 mois)
- Raising rabbits (9 mois)
- Growing raspberries in Eastern Canada (8 mois)
- Farm sprayers (7 mois)
- Growing corn (11 mois)

Comme le cultivateur québécois est rarement bilingue, il se trouve désavantagé vis-à-vis ses collègues anglophones, non seulement par le fait que la plupart des publications du ministère de l'Agriculture n'existent qu'en anglais, mais encore parce que les rares publications qui ont été traduites à son intention lui parviennent avec beaucoup de retard.

Au ministère des Pêcheries, l'une des rares publications qui soit bilingue et dont le titre anglais est: "Costs and earnings of Quebec mobile fishing fleet" - paraît en version française, chaque année, avec trois mois de retard.

Au ministère du Travail, l'édition française de la revue mensuelle "Gazette du Travail" paraît avec un retard de un à trois mois: c'est dire qu'elle n'est guère d'actualité pour les francophones.

Au Bureau de la statistique, on constate aussi des délais entre la parution des deux versions de certaines publications. C'est le cas par exemple de la publication annuelle: "Transport routier de marchandises - province de Québec" qui paraît en français environ deux mois après

la version anglaise. De même, "Investissements publics et privés au Canada", une autre publication annuelle extrêmement importante, paraît en français avec 5 semaines de retard, ce qui oblige les économistes et les hommes d'affaires à utiliser la version anglaise.

Au ministère des Affaires extérieures, la version française de la revue mensuelle "External Affairs" paraît avec un délai pouvant aller jusqu'à trois semaines. Enfin, c'est peut-être à la Production de la défense que les délais sont les plus longs: les deux publications traduites ont paru avec un délai de vingt mois par rapport à la version anglaise.

2.5. Écrîteaux

Les écrîteaux et les affiches sont généralement bilingues au Québec et à Ottawa et dans certaines autres villes à forte minorité francophone, mais il existe toutefois de notables exceptions. Ainsi les ministères des Finances et des Mines ont déclaré que leurs écrîteaux étaient en anglais seulement à Ottawa, le ministère de l'Agriculture, que 35 pour cent de ses écrîteaux à Ottawa et 50 pour cent de ses écrîteaux à Montréal étaient en anglais seulement.

Les écrîteaux ou affiches des bureaux des ministères à l'étranger sont, règle générale, en anglais et dans la

langue du pays. Ainsi, ce n'est que dans les pays francophones que l'on trouvera des inscriptions en français.

C'est du moins ce qui ressort des réponses des ministères des Affaires extérieures, de la Défense nationale, de la Production de la défense, de la Société centrale d'hypothèques et de logement et de Radio-Canada. Le ministère du Commerce a déclaré, pour sa part, que les affiches de ses bureaux à l'étranger étaient rédigées dans les deux langues officielles.

2.6. Communications verbales

2.6.1. Introduction

Nous avons demandé aux ministères d'indiquer le nombre de fonctionnaires unilingues et bilingues en contact avec le public à Ottawa et dans les bureaux régionaux d'un certain nombre de villes dont nous donnions les noms.

D'après les chiffres fournis il semblerait que quelques ministères aient considéré tous leurs fonctionnaires comme des fonctionnaires en contact avec le public. Quoiqu'il en soit, les données obtenues sont assez significatives.

2.6.2. Ottawa

A Ottawa, le pourcentage des fonctionnaires bilingues fluctue entre 20 et 50 pour cent; la moyenne des anglophones

unilingues se situe à environ 70 pour cent.

Même dans les organismes dont l'activité est de nature culturelle, le pourcentage des anglophones unilingues demeure élevé (Archives publiques, 64 pour cent; Galerie nationale, 60 pour cent). A la Commission de la capitale nationale, 16 des 28 fonctionnaires sont unilingues tandis qu'à la Commission du Centenaire, 24 des 64 fonctionnaires le sont.

2.6.3. Québec

Au Québec, la grande majorité des fonctionnaires travaillant dans des bureaux fédéraux sont bilingues; mais, dans certains cas, il y a d'assez forts groupes d'anglophones unilingues. Ainsi le ministère de la Défense nationale déclare qu'à Montréal le tiers de son personnel en contact avec le public est anglophone unilingue, à Québec 25 pour cent et à Saint-Jean 18 pour cent, pour ce qui est du personnel des autres ministères en poste à Montréal, la proportion des anglophones unilingues, par rapport au total, s'établit comme suit: Production de la défense, 8 sur 37; Immigration, 11 sur 98; Agriculture, 35 sur 298; Douanes et Accise, 96 sur 968 (dont 3 à l'aéroport de Dorval); Revenu national (impôt), 56 sur 610; Transports, 43 sur 184; Anciens Combattants, 363 sur 1326; Air Canada, 111 sur 796; Canadien national, 41 sur 490.

Certains ministères ont déclaré avoir à leur service des francophones unilingues, une espèce qui semble assez rare dans la Fonction publique fédérale. Comme ces fonctionnaires unilingues travaillent le plus souvent dans les mêmes bureaux régionaux du Québec que les anglophones unilingues, on peut se demander comment ces unilingues peuvent communiquer entre eux. Une hypothèse assez plausible que semblent confirmer certains témoignages, c'est que les francophones unilingues seraient des employés subalternes tandis que les anglophones unilingues seraient des employés supérieurs et que, entre les deux, il y aurait des employés de classe intermédiaire qui sont bilingues. Cette hypothèse a été confirmée dans le cas de la Société centrale d'hypothèques et de logement. Celle-ci avait en effet déclaré dans le questionnaire avoir à son service 10 francophones unilingues au Québec. Comme nous avons constaté que l'"Instruction Manual" qui paraissait être le recueil fondamental de directives pour les employés de la Société n'existait qu'en anglais, nous avons demandé lors d'une interview comment ces employés unilingues faisaient pour travailler avec un manuel anglais: on nous a répondu qu'il s'agissait d'employés subalternes qui n'avaient pas à utiliser ce manuel.

2.6.4. Ailleurs au Canada

Dans les villes des autres provinces où la minorité francophone est très forte on note des situations assez curieuses. Ainsi, tous les fonctionnaires du ministère des Anciens Combattants en poste à Saint-Boniface, Moncton et Sudbury sont anglophones unilingues. A Edmundston, les 13 fonctionnaires de l'Assurance chômage sont des anglophones unilingues, et à Moncton 16 sur 23 le sont. A Moncton encore, la Gendarmerie royale a 29 agents unilingues anglais, sur un total de 33, l'Agriculture, 41 sur 45; ce même ministère a un employé à Saint-Boniface, un à Sudbury, et les deux sont unilingues.

2.6.5. A l'étranger

Au ministère des Affaires extérieures nous avons demandé la répartition des agents canadiens en poste à l'étranger selon la connaissance des langues officielles. Nous avons ainsi découvert que la proportion des anglophones unilingues par rapport au total des agents dans chacun des centres énumérés, s'établit comme suit: à Paris, pour l'Ambassade, 14 sur 58; pour l'O.T.A.N. et l'O.E.C.D., 20 sur 25; Bruxelles, 7 sur 21; Genève (comprenant la Commission du désarmement et la mission permanente) 19 sur 30; Marseille, 2 sur 7; quant aux anciennes colonies françaises, nous voyons les chiffres

suivants: Léopoldville, 4 sur 6; Beyrouth, 7 sur 10; Saïgon, 11 sur 24; Phnom Penh, 2 sur 4; Vientiane, 5 sur 6; or dans tous ces centres, la langue française prime sur les autres dans l'usage courant aussi bien que dans les échanges diplomatiques. Dans d'autres villes où le français occupe une place importante, la proportion des anglophones unilingues est élevée. Par exemple, à Rome, 10 sur 16; Madrid, 7 sur 9; au Caire, 15 sur 16; à Berne, 3 sur 5; à Vienne, 12 sur 13.

Poursuivre cette énumération serait fastidieux; mentionnons seulement, pour terminer, qu'aucun des 25 agents de l'ambassade canadienne à Moscou ne parle le français: le Canadien français unilingue qui serait en voyage à Moscou et chercherait de l'assistance aurait sans doute plus de chance de trouver quelqu'un qui le comprendrait dans sa langue à l'ambassade de l'Afrique du Sud que dans sa propre ambassade, car on sait que dans ce pays, tous les candidats aux postes de troisième secrétaire d'ambassade doivent passer un examen de compétence linguistique en français.

2.7 Groupes spéciaux d'employés en contact immédiat avec le public

2.7.1. Introduction

Le premier contact direct du public avec le gouvernement se fait généralement par l'intermédiaire d'un gardien d'immeuble, d'une téléphoniste ou d'un liftier. Or ces employés ne sont pas considérés comme faisant partie de la Fonction publique; ils n'ont donc pas été couverts par notre questionnaire.

Il est certain qu'ils contribuent plus que d'autres peut-être, à façonner une certaine image linguistique de la Fonction publique. Pour beaucoup de citoyens en effet, les contacts avec le gouvernement se limitent à la visite du Parlement, du Musée national, de la Galerie nationale, et les seuls employés qu'ils y rencontrent sont les gardiens.

C'est pourquoi nous avons cru utile d'entreprendre une petite enquête distincte pour connaître les compétences linguistiques de ces divers employés, ainsi que la politique des ministères ou organismes responsables pour ces employés, en ce qui concerne le service à offrir au public francophone.

2.7.2. Les gardiens

a) Nature et fonctionnement du Corps canadien des commissionnaires

Le gouvernement n'engage pas directement les gardiens de ses édifices; il fait affaire avec le Corps canadien des commissionnaires. Le Corps est un organisme privé groupant 18 divisions distribuées dans tout le Canada et dont le quartier général est situé à Montréal. Chaque division est indépendante sur le plan administratif et, sur ce plan, se gouverne selon les exigences de la province dans laquelle elle se situe. Le quartier général national se contente de tracer les grandes lignes de la politique à suivre au sein du Corps et n'exerce donc pas un pouvoir de gouverne sur les divisions.

Sur le plan fonctionnel, le Corps canadien des commissionnaires constitue une agence de placement au bénéfice des anciens combattants, et dont le but est de fournir un service de gardiens pour tout organisme gouvernemental ou privé. Le Corps signe un contrat avec l'organisme intéressé et s'engage à lui fournir les hommes dont il a besoin.

b) Politique des divisions

C'est le client qui précise les besoins. Dans le cas du gouvernement donc, c'est le ministère qui précise les devoirs qu'aura à remplir le gardien et c'est lui qui doit faire la demande pour des gardiens bilingues s'il en a besoin.

1) Ottawa

A Ottawa, le commandant de la division du Corps des commissionnaires demanderait toujours aux ministères s'ils requièrent les services de gardiens bilingues et il en affecterait là où il pense que le besoin existe, comme c'est le cas à l'Imprimerie nationale et au Musée national.

Mais il n'y a pas de politique définie et, puisque le Corps des commissionnaires est un organisme indépendant et privé, le service offert au public francophone dépend de la bonne volonté du commandant, ou des exigences posées par les clients de la division, c'est-à-dire les ministères dans le cas présent.

Or, sauf quelques rares exceptions, telles que l'Imprimerie, le Musée et la Galerie nationale, les ministères ne semblent pas se soucier de ce qu'il y ait parmi leurs gardiens des bilingues, puisqu'ils n'en font pas la demande. C'est le hasard qui, dans la plupart des cas, fait que l'on trouve des bilingues parmi les gardiens d'un ministère. C'est ce même hasard qui fait que dans plusieurs ministères, on ne trouve que des unilingues anglais. C'est le cas du Bureau de placement d'Ottawa, du Defence Research Board, des ministères de l'Industrie et du Travail, de la Société centrale d'hypothèques; à Sudbury, les gardiens à l'Assurance chômage et au Revenu sont également des unilingues. Dans d'autres ministères, tel que les Travaux publics, la proportion des bilingues est si faible (3 sur 20) que les occasions de les trouver en poste sont relativement peu nombreuses.

Il faut noter cependant que 143 des 539 commissionnaires au service des divers ministères à Ottawa et Sudbury sont préposés à la réception, alors que les autres occupent des postes de gardiens de nuit, ou d'autres postes où les contacts avec le public sont relativement peu fréquents.

D'après le commandant, le recrutement des gardiens bilingues ne pose aucun problème, et jusqu'à maintenant l'offre a été nettement suffisante pour satisfaire la demande.

Les gardiens anglophones unilingues ne reçoivent pas de directives sur le comportement qu'ils doivent adopter vis-à-vis des visiteurs anglophones. Interrogé à cet effet, le commandant a déclaré toutefois que l'idée lui paraissait intéressante et qu'il allait l'étudier...

Voici un tableau montrant la répartition des commissionnaires selon les 3 catégories linguistiques, pour chaque ministère desservi, dans la région d'Ottawa.

Ministère desservi	Nombre de com- mission- naires	Unil. anglais	Unil. français	Bilin- gue	% Bi- lingue
Défense - Ottawa	176	143	0	33	23%
Chômage - Ottawa	1	0	0	1	100%
Placement	1	1	0	0	0
Sec. d'Etat	38	26	0	12	31%
Anciens Combattants	16	12	0	4	33.3%
Gendarmerie royale	61	41	0	20	50%
Recherche nat.	57	29	0	28	49%
Affaires ext.	8	6	0	2	25%
Recherche de la Défense	3	3	0	0	0
Archives	13	7	0	6	48%
Justice	8	5	0	3	40%
Commerce	12	8	0	4	33%
Transport	5	2	0	3	60%
Travaux publics	20	17	0	3	15%
Industrie	2	2	0	0	0
Revenu	12	8	0	4	33%
Citoyenneté	5	4	0	1	20%
Mines	26	20	0	6	22%
Santé	19	14	0	5	26%
Finances	5	3	0	2	40%
Forêts	2	1	0	1	50%
Hypothèques & Logement	2	2	0	0	0
Radio-Canada	8	4	0	4	50%
Postes	6	4	0	2	33.3%

Ministère desservi	Nombre de com- mission- naires	Unil. anglais	Unil. français	Bilin- gue	% Bi- lingue
Agriculture	11	7	0	4	36.3%
Travail	3	3	0	0	0
Directeur - Elections	2	0	0	2	100%
Château Laurier	3	1	0	2	66.6%
Défense - Hull	1	0	0	1	100%
Imprimerie	10	2	0	8	80%
Chômage-Hull	1	0	0	1	100%
Chômage-Sudbury	1	1	0	0	0
Revenu-Sudbury	1	1	0	0	0
<u>TOTAUX</u>	539	377	0	162	30.24%

ii) Québec

A Québec, le secrétaire de la division nous a répondu que le Corps n'avait aucune politique définie relative au placement des gardiens selon qu'ils soient unilingues ou bilingues. Il a déclaré toutefois que la compétence linguistique des commissionnaires constituait un facteur lorsqu'il s'agissait de déterminer leur lieu d'emploi. Ainsi, on peut dégager une politique de fait. Les gardiens unilingues anglais sont employés "dans les cités plutôt anglaises", ce qui veut dire ici, la région de Gaspé et plus particulièrement, la cité de New Richmond. Quant aux gardiens unilingues français, ils sont employés "surtout de pair avec des compagnons bilingues". Cette politique est de l'initiative de la Division de Québec. Les ministères qui emploient les services des commissionnaires n'ont jamais exigé quoi que ce soit quant à la connaissance linguistique des commissionnaires.

Selon le secrétaire, il n'y a pas eu jusqu'à date de problèmes relatifs aux questions de langue. C'est compréhensible, quand on constate que 144 des 168 (92.98%) commissionnaires de cette division sont bilingues, alors que 19 sont unilingues français, et 5, unilingues anglais. Notons toutefois que la pratique de faire accompagner l'unilingue français par un bilingue implique que ce premier ne puisse accomplir convenablement ses fonctions avec la seule connaissance du français, et cela dans une région à forte majorité francophone, alors que l'unilingue

anglais peut très bien s'acquitter de ses fonctions où qu'il soit, même dans la province de Québec.

iii) Montréal

A Montréal, les autorités de la division nous ont dit que leur politique visait à fournir des gardiens bilingues lorsque les ministères le demandaient, et en même temps à recruter le plus grand nombre possible de gardiens bilingues. On prend en considération la compétence linguistique des gardiens lorsqu'on décide leur lieu d'emploi. Les gardiens unilingues anglais reçoivent des directives portant sur la façon de traiter avec le public francophone, à savoir qu'on leur recommanderait de faire tout leur possible pour éviter les malentendus qui pourraient surgir. En général, les gardiens unilingues seraient toujours ou bien accompagnés d'un bilingue, ou bien à proximité d'une personne pouvant s'exprimer en français. De plus, plusieurs d'entre eux connaîtraient assez bien le français pour comprendre et diriger le visiteur francophone.

Les données fournies par la division de Montréal montrent que 15 des 25 bureaux de ministères qui font appel aux services du Corps des commissionnaires ont précisé qu'ils voulaient des gardiens bilingues. Dans 14 de ces 15 bureaux, tous les gardiens sont, en effet, bilingues. Au quinzième, soit au laboratoire de la Voie maritime du St-Laurent, les 3 gardiens sont unilingues anglais.

Dix bureaux n'ont pas exigé des bilingues, et c'est dans ces bureaux que l'on trouve la plupart des gardiens unilingues anglais. Notons que 7 de ces 10 bureaux sont des unités ou groupes d'unités du ministère de la Défense nationale. Par contre, 4 des 15 bureaux qui ont exigé des bilingues relevaient également de ce ministère. Il semble donc qu'il n'y ait pas de politique d'ensemble à la Défense, en ce qui concerne les connaissances linguistiques requises des gardiens, et qu'on laisse aux diverses unités le soin de préciser ces exigences.

Comme on le constate ci-après, dans le tableau montrant la répartition des commissionnaires à Montréal, 83.2% des gardiens sont bilingues, tandis que 16.8% sont unilingues anglais.

Ministère desservi	Nombre de commissi- onnaires	Unil. anglais	Unil. français	Bilin- gue	% Bi- lingue
R.C.M.P.	23	0	0	23	100
Income Tax	13	0	0	13	100
DND Army Base	7	0	0	7	100
DND Mobile Command	10	0	0	10	100
DND Longue Pointe	37	15		22	59.5
DND Bouchard	19	0	0	19	100
DND Chabanel	7	4	0	3	42.9
DND College Militaire	10	0	0	10	100
DND Naval Stores	29	11	0	18	62.1
RCAF Stations	32	8	0	24	75
Air Defence Command	4		0	4	100
Dept. Public Works	9	0	0	9	100
Montreal Inter- national Airport	36	0	0	36	100
National Film Board	19	0	0	19	100
Dept. Immigration	1	0	0	1	100
U.I.C.	13			13	100
St. Lawrence Seaway - Lab.	3	3	0		0
St. Lawrence Seaway - Office	6	0	0	6	100
Arctic Biological Research	3	3			0
D.V.A. St. Annes	19	0	0	19	100
D.V.A. Queen Mary	26	0	0	26	100
Space Research - McGill	7	7	0		0
Sorel Marine Agency	2	0	0	2	100
Armouries - Montreal	44	13	0	31	70.5
Armouries - Outside	55	9	0	46	83.6
TOTAL	434	73		361	83.2%

c) Conclusion

Comme nous l'avons souligner au début, ce sont les ministères qui établissent les normes que doivent rencontrer les gardiens, et non le Corps des commissionnaires, qui ne fait que répondre aux besoins de ses clients. Or il ressort de cette courte analyse que, dans les 3 centres étudiés, les ministères se soient peu souciés de fixer des normes relatives à la compétence linguistique des gardiens, en vue de servir le public francophone. Les conséquences de cette absence de politique sont plus sérieuses à Ottawa, du fait que le pourcentage des gardiens bilingues ne soit que de 30% environ, et qu'il y ait plusieurs ministères où les gardiens sont tous unilingues. De plus, il nous semble anormal qu'à Montréal il y ait 16.8% des gardiens qui soient unilingues anglais, et que certains bureaux de ministères n'aient pas exigé que le Corps leur fournissent des gardiens bilingues.

2.7.3. Les liftiers

Les 181 liftiers qui sont affectés au ministère des Travaux publics sont employés à Ottawa dans les divers édifices de l'administration. Parmi ceux-ci, 92 sont bilingues, soit 50.8% de l'effectif.

Le ministère des Travaux publics n'a aucune politique en ce qui concerne le recrutement ou le placement des liftiers sauf pour trois organismes du gouvernement qui demandent aux Travaux publics de leur fournir des liftiers

bilingues. Ce sont la Chambre des communes, où 17 des 21 liftiers sont bilingues, le Musée national, où 3 sur 4 sont bilingues, et la Galerie nationale, où 6 sur 7 sont bilingues.

Il ressort donc que même là où des liftiers bilingues sont spécifiquement requis, on trouve encore des unilingues. Le surintendant des édifices gouvernementaux a expliqué les raisons de cet état de choses. Vers 1964, la Chambre des communes, par l'entremise de l'Orateur ou du Sergent d'armes a demandé par écrit aux Travaux publics que tous les liftiers soient bilingues. L'ordre fut donc donné d'effectuer les changements requis mais, peu de temps après, un nouvel ordre était donné par le sous-ministre adjoint des Travaux publics de ne pas déplacer les liftiers unilingues anglais qui travaillaient à la Chambre des communes depuis longtemps. Ces derniers se seraient plaints à leur député et le problème fut soulevé en Chambre. Depuis lors, les Travaux publics ont comme politique de fournir à ces trois organismes des liftiers bilingues sans toutefois déplacer ceux qui sont en service dans un édifice depuis un certain nombre d'années et qui ne veulent pas être déplacés. Sitôt que ces postes deviendront vacants, ils seront comblés par des opérateurs bilingues.

Il convient de souligner qu'aucune demande n'a été faite ailleurs, dans les autres ministères, pour des liftiers bilingues.

2.7.4. Les services téléphoniques du gouvernement

Les services téléphoniques du gouvernement sont fournis par la compagnie Bell qui signe un contrat avec le ministère des Transports. Il n'y a rien de spécifique dans ce contrat en ce qui concerne le service à rendre aux francophones. Toutefois, la compagnie Bell a comme politique de recruter le plus grand nombre possible de téléphonistes bilingues et 45% des standardistes du gouvernement dans la région Ottawa-Hull seraient bilingues. Une récente enquête portant sur l'usage quotidien des services téléphoniques du gouvernement dans la région Ottawa-Hull aurait révélé que 10% seulement des appels (l'enquête avait porté sur 7,000 appels) ont été faits en français.

La procédure suivie pour les appels est la suivante: les téléphonistes sont libres de répondre dans la langue de leur choix (d'après le responsable des services téléphoniques du gouvernement, tout citoyen canadien a le droit de s'exprimer dans la langue de son choix...). Si la téléphoniste qui répond à un francophone est unilingue anglaise, elle lui offre, tantôt en anglais, tantôt en français, les services d'une téléphoniste bilingue. Si 45% des téléphonistes sont bilingues et que seulement 10% des appels proviennent de clients s'exprimant en français, il y a au moins 50% de chances qu'ils aient affaire directement à une téléphoniste bilingue.

Les services connexes, tels l'annuaire et les directives concernant l'usage des services téléphoniques du gouvernement, sont fournis dans les deux langues. Plus de 2,400 exemplaires français de l'annuaire ont été distribués, ce qui représente 8.7% du total.

Il n'a pas été possible d'obtenir la répartition précise des téléphonistes selon les connaissances linguistiques. Comme il n'y a rien de spécifié dans le contrat relativement au nombre de téléphonistes qui seront mises en service, la compagnie n'est pas tenue de rendre de comptes à ce sujet. De plus, c'est là la difficulté majeure, le nombre de standardistes en service varierait beaucoup d'une journée à l'autre. De 20 à 60 téléphonistes se partageraient les 19 positions du standard d'Ottawa en une seule journée.

A Québec et à Moncton, les téléphonistes sont des employées du gouvernement et on a donc pu nous fournir des renseignements plus précis. A Québec, les 18 téléphonistes affectées au standard du gouvernement sont bilingues, tandis qu'à Moncton les 4 téléphonistes en service sont unilingues anglaises.

2.7.3. Proposé à la garde de la Chambre des communes

Il nous a fallu entreprendre plusieurs démarches avant que le Sergeant d'armes accepte de nous donner les renseignements que nous cherchions, car, nous a-t-il allégué, la Chambre était très susceptible vis-à-vis tout ce qui touche le bilinguisme.

Lorsque nous l'avons rencontré, plusieurs de ses réponses aux questions concernant la politique du Service de protection en matière de bilinguisme étaient évasives.

Nous avons appris que 39 des 81 gardiens, soit 48% de l'effectif, sont bilingues. Le Service de protection n'a aucune politique définie en ce qui concerne le service à donner au public francophone. Règle générale, toutefois, la moitié des gardiens en poste à l'entrée principale et aux galeries sont bilingues.

Nous avons demandé si l'on donnait des cours de français aux gardiens unilingues anglais en vue de leur apprendre les quelques phrases nécessaires pour orienter en français le visiteur francophone et le référer au besoin à un gardien bilingue. On nous a répondu qu'il était difficile de trouver le temps nécessaire, en dehors des heures de travail, pour donner quelque cours que ce soit.

Le Sergeant d'armes était de l'avis que le service donné aux francophones était nettement suffisant, même s'il recevait parfois des plaintes de personnes "trop sensibles" en ce qui concerne le bilinguisme.

2.7.6. Conclusion

Il semble que la conception qu'ont les divers ministères, du service à offrir au public francophone, dans le domaine des "services de réception", soit fondée sur le

principe de l'offre et de la demande, plutôt que sur une reconnaissance du droit des francophones à être servis dans leur langue. Suivant cette conception, on se contente du hasard de l'offre de gardiens ou de liftiers bilingues pour satisfaire une demande que l'on apprécie mal, du fait que l'on prenne comme acquis que la plupart des francophones qui viennent en contact avec l'Administration peuvent s'exprimer en anglais.

Donc, puisque l'importance accordée à la demande est très relative, et puisque l'offre de personnel déjà bilingue est limitée, on trouve plusieurs ministères où le visiteur francophone unilingue rencontrerait une barrière linguistique qui lui occasionnerait tout au moins des délais.

Cette insensibilité de l'Administration vis-à-vis du service à donner au public francophone se manifeste encore par le fait qu'il n'y ait aucune politique visant à utiliser pleinement les ressources de personnel bilingue déjà au service du gouvernement. Chez les gardiens, par exemple, seulement le tiers des postes exigent que leurs titulaires soient en communications fréquentes avec le public. On pourrait donc facilement veiller à combler ces postes surtout par des employés bilingues. Mais il n'existe pas de politique à cet effet; le personnel est réparti sans considération de leur connaissance linguistique ou du besoin pour certains postes bilingues.

Donc, si l'on fait exception des services téléphoniques du gouvernement qui sont fournis par une compagnie privée qui a sa propre politique en matière de service bilingue, on constate que l'Administration n'a pas de politique définie visant à satisfaire les besoins du public francophone, en ce qui concerne les services de réception.

2.8. Politique des ministères

Quatre ministères ou organismes seulement ont une politique précise en ce qui concerne l'emploi des deux langues officielles dans les rapports avec le public; ce sont les ministères de la Défense, des Mines, des Postes et le Canadien national. Les directives qu'ils ont émises ne portant que sur certains des aspects du bilinguisme qui viennent d'être passés en revue. En voici l'essentiel.

2.8.1. Défense nationale

La politique du ministère de la Défense nationale en matière de bilinguisme est exprimée dans une circulaire administrative très récente (25 février 1965) et, pour ce qui est de la correspondance, dans le National Defence Headquarters Correspondence Manual, dont le premier amendement touchant la traduction remonte au 15 décembre 1963.

La directive administrative prescrit que dans le Québec et dans les régions où la population est en majorité francophone, les membres du personnel, civils ou militaires, ainsi que les particuliers, pourront remplir toute formule dans leur langue maternelle, si c'est l'anglais ou le français; ils pourront aussi exiger, lorsqu'un membre du personnel du ministère sera appelé à la remplir, que la formule soit en anglais ou en français. Le quartier général des forces armées sera responsable de la distribution des formules utilisées dans tout le pays et les commandants locaux, de la production et de la distribution des formules utilisées localement. En ce qui concerne le personnel en poste dans le Québec ou dans les régions où la population est en majorité francophone, la directive prescrit que les militaires et civils, y compris les standardistes et les secrétaires, en contact avec le public devront être capables de remplir toute formule et s'exprimer dans l'une ou l'autre langue officielle utilisée par l'interlocuteur. Toutefois, aucun employé ne peut être renvoyé ou déplacé s'il ne possède actuellement le degré de bilinguisme requis: dans ce cas, il faudra attendre que le poste devienne vacant pour que la directive prenne effet. Enfin, les inscriptions, affiches et ordres devront être dans les deux langues.

Il convient de noter que cette ordonnance n'a qu'une portée limitée puisqu'elle ne s'applique qu'au "Defence Establishments in the Province of Quebec and in those areas where the population is predominantly French-speaking".

Il semble, si l'on s'en tient à la lettre, que les camps ou les bases militaires de la région d'Ottawa (celle de Rockcliffe par exemple) ne soient pas concernés par cette ordonnance puisque la population n'est pas en majorité française.

La directive contenue dans le N.D.H.Q. Correspondence Manual telle qu'amendée prévoit que:

a) les lettres seront rédigées dans la langue du correspondant, si c'est le français ou l'anglais, et en français s'il s'agit du gouvernement de la province de Québec ou d'une municipalité où le français est la langue prédominante;

b) les lettres reçues par le ministère en anglais ou en français seront envoyées au service concerné et lorsque le personnel de ce service ne sera pas en mesure d'écrire dans la langue du correspondant, la réponse sera envoyée à la Division de traduction;

c) la réponse aux lettres rédigées dans une autre langue que le français et l'anglais se fera en anglais ou en français si le correspondant réside au Canada, ou dans la langue du correspondant si celui-ci réside à l'étranger.

2.8.2. Les Mines

La politique du ministère des Mines concernant la traduction est énoncée dans une lettre circulaire du 25 juin 1959. Elle émane du sous-ministre Marc Boyer et prévoit:

a) que tous les communiqués de presse seront traduits à moins que le sujet traité ne soit d'intérêt exclusif à une localité unilingue anglophone;

b) que toutes les brochures ou autres publications émanant des différentes divisions soient traduites à moins qu'elles ne soient d'aucun intérêt pour les francophones;

c) que toutes les études ou mémoires concernant la province de Québec soient traduits;

d) que toutes les études ou rapports qui ne seront pas traduits comportent un résumé du sujet en français.

2.8.3. Les Postes

La directive émise par le ministère des Postes remonte au 22 juillet 1965 et concerne seulement les écriteaux. Elle prescrit que:

a) lorsque 80% ou davantage de la clientèle desservie par un bureau sera de langue maternelle anglaise ou française les écriteaux devront être dans cette langue sauf:

i) dans la province de Québec lorsque la mise-en-oeuvre de cette politique impliquerait l'utilisation de l'anglais seulement; dans ce cas, un panneau bilingue sera installé;

ii) dans le reste du Canada lorsque la mise-en-oeuvre de cette politique impliquerait l'utilisation du français seulement; dans ce cas un panneau bilingue sera installé;

b) lorsque le groupe linguistique minoritaire représentera plus de 20% de toute la population desservie par le bureau, les écriteaux seront dans les deux langues officielles.

2.8.4. Canadien national

La politique du Canadien national en matière de bilinguisme est précisée dans une circulaire du 26 mai 1965 signée par le président, M. Gordon.

En ce qui concerne les relations avec le public (y compris les fournisseurs, les organismes publics, etc.), on y déclare que dans la province de Québec et dans les autres parties du Canada où un important secteur de la clientèle est francophone, le Canadien national s'est donné pour objectif d'assurer à toute personne le moyen de traiter d'affaires en anglais ou en français, verbalement et par écrit. Pour atteindre cet objectif, le Canadien national vise à ce que dans chaque localité et dans chaque service concerné:

- le personnel des bureaux et autres établissements comprenne, aussitôt que possible, un nombre suffisant de personnes capables de traiter avec le public de façon satisfaisante dans les deux langues;

- les affiches, avis, instruments de réclame et d'information, publications et formules destinées au public soient présentés dans l'une ou l'autre langue ou dans les deux, selon le cas;

- tout correspondant du CN reçoive une réponse dans sa langue;

- toute correspondance entamée par le CN soit rédigée dans la langue maternelle ou dans la langue courante du destinataire, particulier ou société.

"Le Comité de direction sur le bilinguisme (présidé par le vice-président, recherche et développement, et dont les autres membres sont le vice-président, région du Saint-Laurent, le secrétaire de la compagnie, le vice-président adjoint, personnel, et un membre du Conseil d'administration) est chargé de faire des recommandations sur la manière d'atteindre les objectifs visés et autorisé à coordonner la mise-en-oeuvre des politiques etc."

"Il appartient à chaque membre du personnel supérieur de faire valoir son autorité et son influence dans les domaines qui relèvent de sa compétence pour que soient poursuivis les objectifs déjà exposés et que soient appliquées les politiques, à la lettre aussi bien que dans l'intention."

2.8.5. Autres ministères

Dans les autres ministères il n'y a pas de directives précises. Dans les réponses au questionnaire on mentionne des critères aussi vagues que "l'efficacité", "la politesse" et "le besoin". Toutefois, de l'examen des faits on peut dégager des lignes de conduite communes à l'ensemble des ministères et organismes:

a) En ce qui concerne la correspondance, on répond toujours dans la langue du correspondant lorsqu'il s'agit de l'anglais ou du français et lorsqu'il s'agit d'un particulier (en effet dans le cas des sociétés certains ministères ne respectent pas cette règle).

b) Pour ce qui est des communications verbales, les ministères mettent à la disposition des francophones du Québec et d'Ottawa un certain nombre de fonctionnaires qui connaissent le français. Dans certains cas on recourt à des traducteurs pour communiquer avec les francophones.

c) Les formules les plus utilisées sont traduites en français.

d) Les publications à large diffusion et celles qui concernent particulièrement le Québec paraissent dans les deux langues.

e) On identifie les immeubles fédéraux à Ottawa et au Québec par des plaques bilingues. Dans le reste du Canada et à l'étranger, on utilise presque uniquement l'anglais.

2.9. Conclusion

Des renseignements fournis par les ministères, il ressort que le principe de l'égalité entre "les deux peuples fondateurs" qui est à la base du mandat de la Commission ne gouverne pas les rapports entre l'administration fédérale et les administrés. Il n'y a pas en effet égalité de traitement pour les deux groupes linguistiques en présence.

Comparons en effet la situation des francophones unilingues (ils sont 4.5 million selon le recensement de 1961) à celle des anglophones unilingues en ce qui concerne les services offerts par l'Administration. Du point de vue linguistique, la situation se présente de la façon suivante:

a) Correspondance: la lettre de l'anglophone n'est jamais traduite, celle du francophone l'est presque toujours; ceci occasionne un retard, souvent de plusieurs jours, pour l'envoi de la réponse.

b) Formules: l'anglophone peut obtenir toutes les formules dont le gouvernement dispose dans sa langue, le francophone devra dans bien des cas se satisfaire de formules anglaises.

c) Communications verbales: l'anglophone peut s'adresser dans sa langue à tous les fonctionnaires de la Fonction publique fédérale en quelque province qu'il se trouve (si l'on excepte les quelques dizaines de fonction-



naires francophones unilingues qui occupent des postes subalternes au Québec). Quant au francophone, il peut se heurter à des fonctionnaires anglophones unilingues même au Québec. S'il va au-delà de cette province et de la région d'Ottawa, il aura beaucoup de peine à trouver un fonctionnaire qui le comprenne. De même dans les ambassades et consulats canadiens à l'étranger, l'anglophone pourra s'adresser à n'importe quel agent en anglais, tandis que le francophone, dans bien des cas n'en trouvera aucun pour lui répondre dans sa langue.

d) Publications: l'anglophone a accès à toutes les publications du gouvernement fédéral. S'il veut les lire dans sa langue, le francophone n'a accès qu'à une partie de ces publications. A moins d'être bilingue, il ne pourra par exemple, utiliser la plupart des publications du Bureau fédéral de la statistique qui sont pourtant d'une importance vitale.

Du point de vue culturel, l'inégalité apparaît encore plus flagrante. En effet, les formules, avis et publications sont presque toujours conçus et rédigés en anglais, par des anglophones. Cela veut dire que le francophone est presque constamment exposé à des modes de pensée étrangers à sa culture, ce qui ne peut manquer, à longue échéance, d'avoir comme effet de neutraliser des modes de pensée qui lui sont propres.

Donc, même si, par le truchement de la traduction, le francophone pourrait lire dans sa langue toutes les communications écrites provenant de l'Administration, il verrait quand même son identité culturelle menacée.

Pour cette raison, on ne peut réduire le problème de l'inégalité de traitement pour les deux groupes en présence, à une simple question d'insuffisance des services de traduction. Le problème comprend aussi l'incapacité du système administratif actuel à permettre aux fonctionnaires francophones de créer et de concevoir selon leurs modes de pensée et dans leur langue, ce qui seul permettrait au public francophone d'être servi aussi avantageusement que le public anglophone. Cette carence dans le système actuel comporte, comme nous venons de le dire, des désavantages pour le public; nous verrons au chapitre suivant qu'elle comporte aussi des désavantages pour les fonctionnaires eux-mêmes.

Chapitre 3

COMMUNICATION A L'INTERIEUR DE L'ADMINISTRATION FEDERALE

3.1. Les formules internes

Comme nous l'avons vu plus haut une grande partie des formules externes est publiée dans les deux langues; il n'en va pas de même pour les formules internes qui ne sont utilisées que par les fonctionnaires. Dans les ministères suivants le pourcentage des formules unilingues dépasse 90%:

Production de défense	98%
Pêcheries	97%
Anciens combattants	97%
Conseil national des recherches	96%
Défense nationale	96%
Conseil du Trésor	95%
Affaires extérieures	95%
Canadien national	95%
Agriculture	92%
Gendarmerie royale	91%
Bureau de la statistique	90%
Ministère du commerce	90%
Forêts	90%

L'exception la plus remarquable est celle du ministère des Mines où 16% à peine des formules internes sont unilingues. Cette situation ne s'explique pas par le nombre de fonctionnaires de langue française qu'on y trouve car il est infime, ni par l'importance des contacts de ce ministère avec le public, mais par l'action du sous-ministre Marc Boyer dont nous avons cité la directive à ce sujet.

Deux autres ministères ont aussi un pourcentage relativement faible de formules unilingues; ce sont: les Postes (27%) et le Secrétariat d'Etat (25%).

3.2 Manuels

La majorité des manuels ou recueils de directives est en anglais mais là encore la situation varie quelque peu d'un ministère à l'autre. Les ministères suivants ont déclaré que tous leurs manuels étaient en anglais:

Citoyenneté et Immigration
Affaires du Nord
Conseil du trésor
Bibliothèque nationale
Mines
Travail
Commission du service civil
Banque du Canada
Auditeur général
Air-Canada
Commission de la capitale nationale

A cette liste, on pourrait ajouter la Gendarmerie royale dont un seul des vingt-deux manuels est traduit et le ministère de la Défense, dont 52 seulement des 24,500 manuels existent en version française, ainsi que le ministère des Affaires extérieures qui ne publie que 2 de ses vingt manuels en français.

Le seul ministère où les manuels sont disponibles dans les deux langues est le Secrétariat d'Etat.

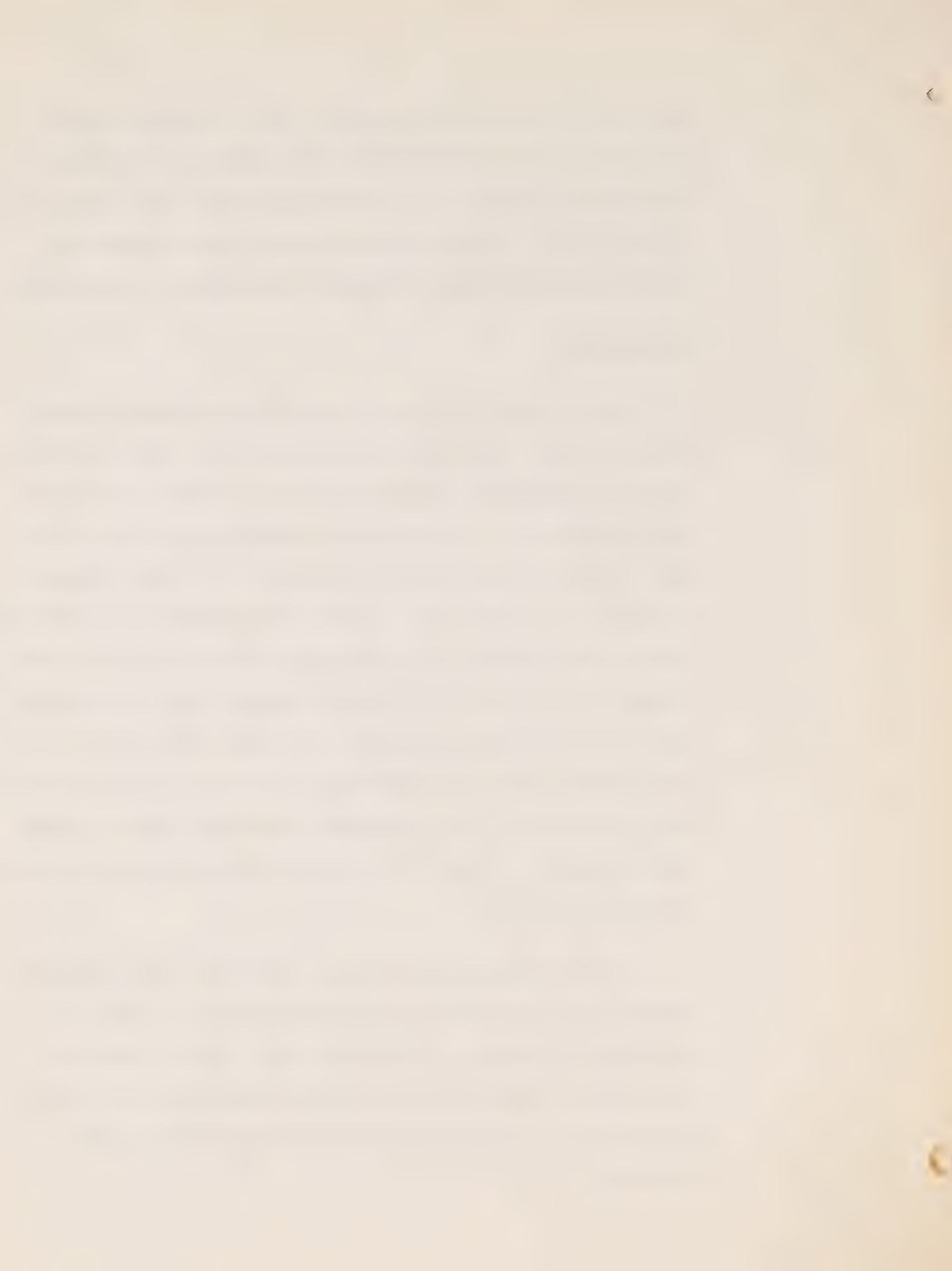
L'importance des manuels comme instrument de travail pour les fonctionnaires n'est pas à souligner. Seuls certains fonctionnaires subalternes peuvent travailler

sans avoir recours aux manuels. Or il découle que si le fonctionnaire francophone est contraint d'utiliser des manuels anglais, il adopte fatalement une langue de travail où la terminologie technique est anglaise et devient progressivement inapte à travailler en français.

3.3. Circulaires

La circulaire est un instrument de communication essentiel dans les ministères puisqu'elle sert de véhicule aux directives administratives. Dans la plupart des ministères, les circulaires sont en anglais seulement; lorsqu'elles sont en français, il s'agit presque toujours de traductions, sauf à Radio-Canada, à l'Office national du film et au Secrétariat d'Etat où elles sont rédigées dans l'une ou l'autre langue. Les circulaires émises par les bureaux locaux des ministères au Québec sont généralement bilingues mais ce n'est pas nécessairement le cas pour les organismes fédéraux dont le siège est au Québec. Ainsi, Air-Canada émet toutes ses circulaires en anglais.

De même deux directions au sein d'un même ministère peuvent avoir des politiques différentes. Ainsi, au ministère du Revenu, la division de l'Impôt émet ses circulaires dans les deux langues tandis que celle des Douanes et de l'Accise émet les siennes en anglais seulement.



Voici les principaux ministères et organismes où les circulaires sont émises exclusivement en anglais.

Finances
Air-Canada
Agriculture
Commission du Centenaire
Commission du service civil
Contrôleur du trésor
Forêts
Galerie nationale
Gendarmerie royale
Affaires du Nord
Travaux publics
Conseil national des recherches
Commerce
Anciens combattants

3.4 Dossiers

Nous demandions aux ministères si les documents en langue française étaient traduits avant d'être classés, et dans quelle langue les fichiers des dossiers étaient établis. Pour ce qui est des documents français, un grand nombre de ministères les font traduire en anglais même si ces documents sont traités par des fonctionnaires francophones car un fonctionnaire anglophone pourrait être appelé à les consulter. Parmi les ministères qui suivent cette pratique, on peut citer:

Finances
Agriculture
Travail
Santé
Revenu national (douanes et accise)
Affaires du Nord
Commerce
Anciens combattants.

Quant aux fichiers des dossiers ils sont établis exclusivement en anglais sauf à la Bibliothèque du Parlement, à l'Office national du film et chez l'Imprimeur de la Reine. Cependant les ministères qui ont des bureaux à Montréal ont généralement dans ces bureaux des fichiers dans les deux langues. Mais les Pêcheries, la Défense nationale, l'Export Credit Corporation, le Revenu national, les Travaux publics, la Gendarmerie royale, l'Assurance chômage et les Anciens combattants maintiennent leurs fichiers en anglais seulement dans leurs bureaux régionaux du Québec.

3.5 Interprétation simultanée

En dehors du Parlement, l'interprétation simultanée est assez peu utilisée. Les ministères de l'Immigration, de la Santé, du Travail, du Commerce et des Finances ont déclaré qu'ils avaient recours à l'interprétation simultanée à l'occasion de certaines conférences fédérales-provinciales. Les ministères des Pêcheries et des Forêts ainsi que l'Office national du film l'utilisent à l'occasion de réunions extra-gouvernementales. La Commission du Centenaire s'en sert lors de rencontres avec les autorités provinciales du Québec et pour certaines réunions extra-gouvernementales. La Société Radio-Canada

en fait usage lors de discussions syndicales avec certains groupes de ses employés francophones; Air-Canada l'utilise pour des conférences de presse à Montréal. La Commission de la capitale nationale a déclaré, pour sa part, que lors de rencontres avec les membres des conseils des municipalités environnantes, le secrétaire se fait l'interprète des participants qui veulent s'exprimer en français.

Certains ministères qui n'utilisent pas l'interprétation simultanée ont déclaré qu'elle pourrait leur être utile en certaines circonstances. C'est le cas notamment du Bureau de la statistique, de l'Assurance chômage, des Affaires du Nord, de l'Agriculture et du Conseil national des recherches. Le ministère de la Défense nationale souhaiterait s'en servir pour l'entraînement.

3.6. Politique des ministères

La politique des ministères en ce qui concerne l'usage des deux langues officielles en matière de communication interne n'est formulée qu'au Canadien national et au ministère de la Défense nationale.

3.6.1. Canadien national

C'est dans la circulaire administrative auquel il est fait allusion plus haut que le président du réseau énonce sa politique: (c.f. 2.7.4.)

"Dans la province de Québec et dans les autres parties du Canada où le français est largement utilisé, le Canadien national tient à faciliter et encourager l'usage de cette langue au même titre que l'anglais pour le travail, dans la communication écrite et verbale".

Pour réaliser cette politique les objectifs suivants sont formulés:

a) les affiches, avis, règles et règlements, matériel de renseignement, publications et formules destinés au personnel devront être rédigés dans l'une ou l'autre langue ou dans les deux selon le cas;

b) un employé pourra s'il le désire rédiger la correspondance interne et les rapports narratifs dans sa langue maternelle;

c) la situation deviendra telle, aussitôt que possible, que tout employé pourra traiter avec au moins certains de ses supérieurs dans sa langue maternelle.

Pour atteindre ces objectifs, les moyens suivants seront mis en oeuvre:

a) on aidera les employés à acquérir la connaissance de la langue seconde que demande leurs fonctions actuelles et futures en mettant des cours de langue à leur disposition;

b) on assurera des services de traduction efficaces.

3.6.2 Défense nationale

La directive du ministère de la Défense nationale émise en février 1965, prescrit, comme nous l'avons déjà mentionné, que "...au Québec et dans les régions en majorité francophone les membres du personnel civil et militaire pourront remplir toute formule dans leur langue maternelle". Dans les autres ministères, la politique qui se dégage des situations décrites dans le présent chapitre peut se résumer comme suit: l'anglais est la langue de communication interne partout sauf à Radio-Canada et à l'Office national du film; toutefois pour divers motifs - pression de la députation québécoise, désir de satisfaire les fonctionnaires francophones etc. - on fait quelques entorses à cette politique en traduisant un certain nombre de circulaires, manuels, ou formules. Bien que nous ne disposions pas de renseignements précis à ce sujet nous pensons que la proportion des formules, manuels et circulaires traduits dépend:

- a) du nombre de fonctionnaires francophones appelés à les utiliser dans les ministères concernés;
- b) de l'importance des bureaux régionaux du ministère dans le Québec;
- c) de la présence dans le ministère d'un ministre ou sous-ministre canadien-français qui soit sensibilisé au problème du bilinguisme.

3.7. Conclusion

Il découle de notre enquête que la langue de travail dans la Fonction publique est exclusivement l'anglais. Il ne peut en être autrement étant donné le peu d'instruments de travail français mis à la disposition des fonctionnaires francophones. L'inégalité de traitement entre francophones et anglophones est donc flagrante tant sur le plan linguistique que culturel.

3.7.1. Inégalité linguistique

Le fonctionnaire francophone doit utiliser un autre véhicule de pensée. Comme il entre généralement jeune dans la Fonction publique, il oubliera vite le vocabulaire français propre à sa discipline, sa langue perdra toute utilité pour son travail et deviendra une langue folklorique, cela même s'il a reçu une formation universitaire en français.

3.7.2. Inégalité culturelle

Les outils - formules, circulaires, manuels - avec lesquels le fonctionnaire francophone doit travailler ont été façonnés suivant les conceptions et des méthodes calquées sur des modèles britanniques. Ils sont complètement étrangers à sa culture. Si celui-ci s'obstine à continuer à penser et à organiser son travail conformément à sa formation et à son mode de pensée, il se sentira vite isolé de ses collègues anglophones et ses chances d'avancement risqueront de s'en trouver compromises. Si au contraire il s'intègre au système et assimile les modes de pensée anglo-saxonnes il perdra fatalement son identité culturelle.

Une conséquence importante découle de cette perte: les fonctionnaires francophones ne sont plus représentatifs du groupe dont ils sont issus et, partant, l'administration ne reflète plus l'apport du groupe francophone.

Or, on sait que dans un pays où deux groupes culturels importants sont en présence, l'administration doit refléter l'apport des deux groupes sinon le groupe qui se trouvera défavorisé la considérera comme une administration étrangère et se repliera sur ses institutions locales (provinciales ou autres). La démonstration de cette affirmation semble faite au Canada où l'on assiste au retrait progressif d'une province des plans conjoints parce que les fonctionnaires qui les ont conçus n'ont pas su tenir compte de leurs aspirations.

The first of these is the fact that the
 second of these is the fact that the
 third of these is the fact that the
 fourth of these is the fact that the
 fifth of these is the fact that the
 sixth of these is the fact that the
 seventh of these is the fact that the
 eighth of these is the fact that the
 ninth of these is the fact that the
 tenth of these is the fact that the
 eleventh of these is the fact that the
 twelfth of these is the fact that the
 thirteenth of these is the fact that the
 fourteenth of these is the fact that the
 fifteenth of these is the fact that the
 sixteenth of these is the fact that the
 seventeenth of these is the fact that the
 eighteenth of these is the fact that the
 nineteenth of these is the fact that the
 twentieth of these is the fact that the
 twenty-first of these is the fact that the
 twenty-second of these is the fact that the
 twenty-third of these is the fact that the
 twenty-fourth of these is the fact that the
 twenty-fifth of these is the fact that the
 twenty-sixth of these is the fact that the
 twenty-seventh of these is the fact that the
 twenty-eighth of these is the fact that the
 twenty-ninth of these is the fact that the
 thirtieth of these is the fact that the
 thirty-first of these is the fact that the
 thirty-second of these is the fact that the
 thirty-third of these is the fact that the
 thirty-fourth of these is the fact that the
 thirty-fifth of these is the fact that the
 thirty-sixth of these is the fact that the
 thirty-seventh of these is the fact that the
 thirty-eighth of these is the fact that the
 thirty-ninth of these is the fact that the
 fortieth of these is the fact that the
 forty-first of these is the fact that the
 forty-second of these is the fact that the
 forty-third of these is the fact that the
 forty-fourth of these is the fact that the
 forty-fifth of these is the fact that the
 forty-sixth of these is the fact that the
 forty-seventh of these is the fact that the
 forty-eighth of these is the fact that the
 forty-ninth of these is the fact that the
 fiftieth of these is the fact that the
 fifty-first of these is the fact that the
 fifty-second of these is the fact that the
 fifty-third of these is the fact that the
 fifty-fourth of these is the fact that the
 fifty-fifth of these is the fact that the
 fifty-sixth of these is the fact that the
 fifty-seventh of these is the fact that the
 fifty-eighth of these is the fact that the
 fifty-ninth of these is the fact that the
 sixtieth of these is the fact that the
 sixty-first of these is the fact that the
 sixty-second of these is the fact that the
 sixty-third of these is the fact that the
 sixty-fourth of these is the fact that the
 sixty-fifth of these is the fact that the
 sixty-sixth of these is the fact that the
 sixty-seventh of these is the fact that the
 sixty-eighth of these is the fact that the
 sixty-ninth of these is the fact that the
 seventieth of these is the fact that the
 seventy-first of these is the fact that the
 seventy-second of these is the fact that the
 seventy-third of these is the fact that the
 seventy-fourth of these is the fact that the
 seventy-fifth of these is the fact that the
 seventy-sixth of these is the fact that the
 seventy-seventh of these is the fact that the
 seventy-eighth of these is the fact that the
 seventy-ninth of these is the fact that the
 eightieth of these is the fact that the
 eighty-first of these is the fact that the
 eighty-second of these is the fact that the
 eighty-third of these is the fact that the
 eighty-fourth of these is the fact that the
 eighty-fifth of these is the fact that the
 eighty-sixth of these is the fact that the
 eighty-seventh of these is the fact that the
 eighty-eighth of these is the fact that the
 eighty-ninth of these is the fact that the
 ninetieth of these is the fact that the
 ninety-first of these is the fact that the
 ninety-second of these is the fact that the
 ninety-third of these is the fact that the
 ninety-fourth of these is the fact that the
 ninety-fifth of these is the fact that the
 ninety-sixth of these is the fact that the
 ninety-seventh of these is the fact that the
 ninety-eighth of these is the fact that the
 ninety-ninth of these is the fact that the
 hundredth of these is the fact that the

Chapitre 4

LE BUREAU DES TRADUCTIONS

4.1. Origine du Bureau des traductions

4.1.1. Historique

L'organisation actuelle de la traduction dans la Fonction publique remonte à 1934. Auparavant, chaque ministère avait ses propres traducteurs qui relevaient de lui seul. En 1934 le gouvernement présenta un projet de loi créant un bureau des traductions sous la juridiction du Secrétariat d'Etat et donnant à celui-ci le pouvoir de muter au nouveau bureau tout traducteur à l'emploi de la Fonction publique, du Sénat ou de la Chambre des communes. Le nouveau bureau devait avoir pour tâche de traduire et de reviser les lois, les comptes-rendus des débats et tous les documents qui lui seraient fournis par les ministères et sociétés de la Couronne. Le bureau devait être dirigé par un surintendant responsable devant le Secrétaire d'Etat.

4.1.2. Présentation du projet

Le projet de loi fut présenté par le secrétaire d'Etat d'alors, monsieur Cahan. Celui-ci exposa la situation et donna les raisons qui motivaient la création du bureau.

Il déclara qu'il y avait 91 traducteurs de l'anglais au français ou du français à l'anglais répartis entre tous les ministères plus un traducteur au Secrétariat d'Etat qui traduisait les langues étrangères. Le salaire de ces 91 traducteurs s'élevait à \$250,000.00. De plus, le Secrétariat d'Etat devait recourir souvent à des traducteurs de l'extérieur, notamment pour la traduction de l'adresse du Gouverneur général, pour les traités et pour les rapports des commissions royales. Il ajouta que le service des traductions s'était constitué et avait évolué sans direction ni contrôle et qu'il était par conséquent souhaitable, à la fois pour réaliser des économies et améliorer l'efficacité du service, qu'un cadre lui soit donné et que le travail soit distribué plus uniformément entre les traducteurs.

4.1.3. Débats autour du projet

Le projet de loi déclencha un débat animé parmi les députés de langue française, les députés de langue anglaise se désintéressant complètement de la question.

Monsieur Duranleau qui se porta à la défense du projet dans lequel il voyait un moyen de satisfaire les Canadiens français qui souffrent de retard dans la publication française de divers documents, déclara notamment: "Ce que nous voulons actuellement par ce

projet de loi, c'est précisément une traduction plus complète de tous les documents officiels publics et une traduction, peut-être pas meilleure, parce que je n'entends pas critiquer nos traducteurs, ni la traduction qui a été faite jusqu'à ce jour, mais une traduction qui sera faite dans le plus court délai possible... Ce qu'il s'agit d'assurer, par cette loi, c'est d'abord une distribution équitable du travail... Avec les lenteurs et les retards considérables qu'il comporte, le système actuel finira par rendre inutile la traduction d'un grand nombre de documents que leur publication tardive dans la langue dans laquelle ils sont traduits rend complètement inutiles... Qu'arrive-t-il dans ce cas? C'est que le contribuable...qui en a besoin immédiatement s'habitue à ne pas demander la version française".

Un assez grand nombre de députés canadiens-français s'opposèrent au projet de monsieur Cahan. Leurs objections se situaient sur deux plans. D'une part, ils s'en prenaient à l'idée même de centralisation, en dehors de toute considération de langue ou de race. Selon eux, le projet, qui propose la centralisation des services de traduction au nom de l'économie et de l'efficacité, nuirait aux traducteurs eux-mêmes parce que, en général, la centralisation est un vice qui

enlève de la valeur à l'individu, et parce que les traducteurs auraient moins de possibilités d'avancement dans ce bureau aux dimensions restreintes que dans les ministères plus vastes. Comme le déclarait un député, M. Bouchard: "La traduction constitue un travail hérissé de difficultés et qui invite donc des traducteurs d'une très haute compétence; pour maintenir un personnel efficace de traducteurs, il ne faut pas noyer leur personnalité dans un vaste bureau central¹".

En outre, et toujours selon ces mêmes députés, cette centralisation réduirait l'efficacité car elle occasionnerait un trafic constant de documents entre les ministères et le Bureau. Enfin les traducteurs éloignés des ministères auraient plus de peine à se spécialiser.

D'autre part, on s'attaqua aux conséquences que ce projet pourrait avoir pour la langue française et le groupe canadien-français. Puisque le projet est motivé surtout par des soucis d'économie et d'efficacité administrative, il devrait en résulter une diminution du nombre de documents traduits; il s'agirait donc là d'une tentative de limiter la reconnaissance donnée à la langue française en vertu de l'article 133

1. Débats de la Chambre des communes, session 1934, p. 1108.

de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Enfin, le fait de retirer les traducteurs des ministères pour les grouper dans un même bureau aurait pour conséquence l'intensification du caractère unilingue anglais de ces ministères.

En fait, plusieurs des critiques se sont avérées non fondées puisqu'enfin de compte, la plupart des traducteurs qui passèrent sous la juridiction du Secrétariat d'Etat ne furent pas déplacés: ils demeurèrent localisés dans les ministères où ils se trouvaient au moment de la passation de la loi.

4.2. Organisation

Comme nous l'avons vu plus haut, le Bureau des traductions a été placé sous la juridiction d'un surintendant de la traduction lui-même responsable devant le Secrétaire d'Etat. Il est assisté d'un surintendant adjoint et d'un chef de la production.

Le bureau comprend 28 divisions dont 21 divisions de ministère, une école de stagiaires et un centre de terminologie.

4.2.1. Divisions de ministère

Dans 21 ministères ou sociétés de la Couronne, on trouve une division de traduction qui relève du

surintendant adjoint. Ces divisions se divisent en trois catégories suivant le nombre de traducteurs qui en font partie: petite, moyenne et grande division. La classe du chef de la division varie en fonction de la taille de la division. Ces divisions peuvent desservir plusieurs ministères à la fois - la division du Commerce dessert le ministère de la Production de la Défense et le ministère de l'Industrie, et la division du Nord canadien dessert le ministère des Forêts. D'autre part un ministère, le Revenu national, est desservi par deux divisions, une pour les Douanes et Accise et l'autre pour l'Impôt, laquelle dessert en même temps le ministère des Finances.

4.2.2. Le Centre de terminologie

L'importance que l'on attache au Centre de terminologie est soulignée par le fait qu'il relève directement du surintendant et que son chef est, dans la filière hiérarchique juste au-dessous du surintendant-adjoint. Ce centre a été créé en 1954 mais est demeuré pratiquement en veilleuse jusqu'à 1965, alors qu'on lui a désigné un chef. Les fonctions principales du Centre sont les suivantes:

- a) offrir au ministère un service de spécialistes en matière de terminologie pour les aider à résoudre leurs problèmes de traduction

Le Centre est à la disposition des fonctionnaires de tous les ministères, mais ce sont presque uniquement des traducteurs qui le consultent "en dernier ressort". Les renseignements demandés portent en général, sur l'équivalence française de termes anglais nouveaux; ces termes parfois très techniques peuvent nécessiter de longues heures de recherche dans des livres ou des périodiques français traitant du sujet car, habituellement, on a recours au Centre lorsque le mot recherché ne se trouve dans aucun dictionnaire.

b) Etablir un fichier central

Le Centre possède déjà son propre fichier qui s'enrichit chaque jour des recherches de son personnel. Mais c'est nettement insuffisant: on voudrait obtenir le double des fiches qui ont été constituées par les divisions de ministères. Toutefois on se heurte, semble-t-il, aux réticences de certains chefs de divisions de ministères pour qui l'idée de transmettre au fichier central le fruit de leur recherche ne sourit pas beaucoup.

c) Préparer des bulletins de terminologie

Le Centre prépare des bulletins de terminologie ou met à jour des bulletins déjà parus. Ces bulletins dont l'importance varie suivant le sujet (de 10 à 150 pages) sont constitués de listes de mots anglais avec la traduction en regard.

Le personnel du Centre est pour le moment limité à 3 personnes mais quatre postes restent à pourvoir. L'entrée du Centre semble ouverte à tous les traducteurs et ne nécessite pas de diplôme particulier.

4.2.3. Section des stagiaires

La Section des stagiaires du Bureau des traductions a été inaugurée en janvier 1964. C'est une école de repêchage. Elle a été en effet créée à l'intention des candidats qui n'ont pas obtenu à l'examen d'entrée la moyenne de 60% exigée pour être admis en classe 1. Toutefois pour être accepté par la Section le candidat devra avoir obtenu au moins 50% à cet examen. Le but de cette Section est de permettre le recrutement des candidats qui normalement auraient été éliminés.

L'enseignement est très élémentaire: il consiste en deux leçons d'une heure chaque jour qui portent essentiellement sur la grammaire française (car jusqu'ici tous les stagiaires ont été francophones.) Des travaux pratiques complètent ces cours: ils consistent à traduire des textes faciles fournis par la Traduction générale.

La durée du stage est de 6 mois. Le nombre des

stagiaires est relativement peu élevé, la moyenne ne dépassant pas 8 depuis le début des cours.

4.2.4. Division des lois

Un petit groupe de cinq traducteurs, tous des avocats s'occupent de traduire les lois.

4.2.5. Division des débats

Comme son nom l'indique cette division s'occupe de la traduction des débats parlementaires. Pendant les sessions les traducteurs de cette division doivent travailler le soir jusqu'à des heures tardives pour permettre la publication du Hansard dès le lendemain. En contre partie de ces conditions de travail difficiles la durée de leurs vacances est prolongée.

4.2.6. Division des interprètes

On se souvient que l'interprétation simultanée a été instituée à la Chambre des communes et au Sénat en 1958. Un certain nombre de traducteurs ont été sélectionnés et formés à cette fin. Ces interprètes, au nombre de dix environ, ont un salaire moyen supérieur à celui des traducteurs. En dehors des sessions, ils sont utilisés à l'occasion de conférences fédérales-provinciales.

4.2.7. Division des langues étrangères

La Division des langues étrangères du Bureau des traductions est chargée de traduire en anglais ou de l'anglais en une langue étrangère (autre que le français) tous les textes qui lui sont fournis par les ministères à cet effet. En plus des ministères desservis par le Bureau des traductions, la Division s'occupe de Radio-Canada, et occasionnellement du Conseil national des recherches.

On traduit à partir de l'anglais en 16 langues et à partir de 48 langues vers l'anglais. Les ministères qui ont le plus recours à la Division sont: les Mines, l'Agriculture, les Pêcheries, les Forêts, l'Office national de l'énergie, les Transports, le Bureau de la statistique, le Commerce, la Citoyenneté et l'Immigration, la Défense nationale et l'Office national du film.

4.2.8 La Traduction générale

La Traduction générale est la plus importante des divisions puisqu'elle comprend plus de 35 traducteurs. Elle est située dans les locaux du Secrétariat d'Etat. Ses fonctions principales sont:

- a) servir les ministères qui n'ont pas de division de traduction;

- b) absorber l'excédent de traduction des divisions des ministères;
- c) traduire les rapports de comité de la Chambre.

Pour faciliter le recrutement des traducteurs du Québec, la Traduction générale a créé une annexe à Montréal, qui compte présentement une trentaine de traducteurs.

4.3. Volume et nature de la traduction

En 1965, le volume de traduction atteint 102 millions de mots ce qui représente 300,000 pages à raison de 500 mots par page.

C'est la division des Langues étrangères qui a traduit le plus grand nombre de mots, soit 12.5 millions, suivie de près par la division de Montréal, 7.9 millions, la Traduction générale, 7.5 millions, la division du Revenu, 5.6 millions, celle de la Défense, 5.4 millions, et celle des Transports, 5.1 millions.

La traduction est classée par le Bureau des traductions sous cinq rubriques différentes: publications imprimées, publications polygraphiées, circulaires, correspondance, services divers. Les publications imprimées ou polygraphiées représentent un bon tiers des traductions soit 39 millions de mots tandis que

la correspondance traduite se chiffre à 19 millions de mots. Ce chiffre ne comprend pas uniquement les lettres mais dans plusieurs cas les documents qui accompagnent les lettres. Ainsi au ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration la correspondance est prise dans un sens très large et comprend tous les documents qui accompagnent les lettres (copies de contrats, de testaments etc.). De même aux Transports, on place sous la rubrique correspondance les rapports, actes et autres documents venant de l'extérieur et traduits en même temps que la correspondance. Ces réserves faites il n'en reste pas moins que la correspondance représente un chiffre appréciable.

La plus grande partie de la traduction se fait de l'anglais au français, mais une partie tout de même appréciable, environ 20%, se fait du français à l'anglais. Entre ces deux types de traduction, une distinction très nette apparaît: elle tient à l'origine et au genre des textes à traduire:

1. Les textes traduits de l'anglais au français proviennent presque toujours de fonctionnaires et sont destinés soit au public francophone ou soit à des fonctionnaires francophones. Dans le premier cas il s'agit de publications, périodiques ou autres, de communiqués de presse, de discours,

de conférences, d'avis publics etc.; dans le second, de formules, de circulaires, de manuels, d'ordres (Forces armées) etc.

2. Les textes traduits du français à l'anglais proviennent presque toujours de l'extérieur de la Fonction publique et sont destinés à un ou quelques fonctionnaires. (On trouve les rares exceptions aux Affaires extérieures - rapports des chefs de missions, articles pour revue Affaires extérieures - et au Commerce - rapports et télégrammes des agents postés à Paris). Il s'agit surtout de lettres reçues par les ministères, divers documents, tels que:
- a) aux Finances, des chartes d'associations charitables, des recueils de règlements de caisses de retraite et des jugements de la Commission d'appel de l'impôt;
 - b) à la Défense nationale, des documents techniques en français (qui proviennent souvent de l'OTAN) ou des articles de journaux du Québec;
 - c) aux Transports, des rapports et certaines copies d'examens de l'école de Marine de Rimouski (autrefois toutes les copies d'examens étaient traduites, maintenant seules celles dont la note se situe près de la moyenne d'admissibilité le sont);

- d) au Commerce et au Bureau de la statistique, des publications venant de France et du Québec (articles de journaux ou de revues)
- e) à la Santé, les projets de recherches (environ 50 par année) qui proviennent de l'Université de Montréal et de l'Université Laval - ces projets une fois traduits sont envoyés à un comité de recherche qui décide d'accorder ou non la somme requise pour la réalisation du projet;
- f) au Revenu (Douanes et Accise), les prospectus d'industriels français, belges ou suisses concernant tel ou tel article qu'on veut introduire sur le marché canadien;
- g) à la Citoyenneté et l'Immigration, des procès-verbaux d'enquêtes menées à Montréal par les agents de la Commission d'appel de l'Immigration, des copies de contrats et de testaments, des articles de revues et de journaux.

4.4 Personnel

Plus de 300 traducteurs font partie actuellement du Bureau des traductions. Les constatations que nous présenterons dans ce rapport reposent sur des données qui nous ont été fournies par le Bureau des traductions. Elles remontent au 31 décembre 1964. A ce moment, le

nombre des traducteurs était de 249. Lorsque les données plus récentes qui nous ont été fournies grâce à un questionnaire auront été codifiées et analysées, nous serons en mesure de broser un tableau plus précis de la situation des traducteurs.

4.4.1. Recrutement

On entre au Bureau des traductions après avoir subi un examen qui comporte la traduction d'un texte français et d'un texte anglais. Pour se présenter à l'examen, il faut posséder un baccalauréat ou l'équivalent. On est admissible en classe I lorsqu'on a obtenu la note 60%. Ceux qui obtiennent 70% sont admis d'office en classe 2 tandis que ceux qui ont moins de 60% mais plus de 50% peuvent entrer à la Section des Stagiaires. En elles-mêmes ces notes ne signifient pas grand-chose. Pour apprécier la valeur de cet examen il faudrait qu'un linguiste puisse examiner des copies corrigées - l'étude sur la qualité de la traduction qui a été abandonnée sur les directives de la Commission devait comporter cet examen.

Il n'y a pas de limite d'âge: plusieurs des candidats ont plus de cinquante ans.

4.4.2. Age

Par groupe d'âge les traducteurs se répartissaient de la façon suivante:

20 à 29 ans	33 (13%)
30 à 39 ans	46 (19%)
40 à 49 ans	70 (28%)
50 à 59 ans	60 (28%)
60 et plus	31 (12%)

Comme on peut le constater, 40% des traducteurs ont plus de 50 ans, tandis que moins de 13% ont entre 20 et 30 ans. Il ne faut pas en déduire que le recrutement est en baisse (au contraire, sous la pression de la demande, il a augmenté à un rythme sans cesse croissant au cours des dernières années) mais que les traducteurs sont recrutés souvent à un âge avancé.

Ainsi une première conclusion s'impose: pour un certain nombre de candidats la traduction n'est pas une carrière mais un pis-aller. Cette constatation a été confirmée par quelques témoignages: plusieurs traducteurs échoueraient au Bureau des traductions après avoir tenté sans succès plusieurs expériences professionnelles. Ils peuvent se révéler de bons traducteurs, mais comme leur motivation diffère nécessairement de celle des jeunes traducteurs, on peut craindre que leur présence n'affecte l'esprit de travail du groupe au sein duquel ils se trouvent.

4.4.3. Classes

Selon les fonctions qu'ils remplissent et les salaires qu'ils reçoivent, les traducteurs sont répartis en huit classes. S'il réussit à l'examen d'entrée, le traducteur entre en classe 1, mais s'il obtient 70% il a accès directement à la classe 2. D'autre part, les spécialistes (ingénieurs ou autres) peuvent entrer directement en classe 4. Pour passer en classe 3, il fallait jusqu'à tout récemment subir un examen de compétence beaucoup plus difficile que l'examen d'entrée, et auquel plusieurs traducteurs échouaient. Cet examen vient d'être aboli, ce qui va permettre le passage en classe 3 sur simple examen du dossier des candidats. D'autre part la classe 3 devient maintenant la classe régulière de travail alors qu'auparavant c'était la classe 2. Au début de 1965, les traducteurs se répartissaient de la façon suivante:

Stagiaires	9	Classe 4	28
Classe 1	43	Classe 5	18
Classe 2	67	Classe 6	13
Classe 3	51	Classe 7	8

4.4.4. Salaires

En juillet 1963 le Bureau de recherche sur les traitements a entrepris à la demande de la Commission du service civil, une étude comparative sur les salaires des traducteurs et des interprètes.

Cette étude a couvert une vingtaine de firmes à Ottawa, Montréal et Toronto. On en est arrivé à la conclusion que les salaires de traducteurs dans la Fonction publique se comparaient favorablement à ceux de l'entreprise privée dans les classes inférieures, ou plus précisément dans les classes 1, 2, et 3, mais qu'à partir de la Classe 4 le salaire offert par l'entreprise privée était supérieur. Cela signifie que le traducteur de la Fonction publique pouvait avoir avantage à faire ses premières armes, c'est-à-dire acquérir son expérience, dans la Fonction publique, pour aller ensuite chercher un emploi plus rémunérateur dans l'entreprise privée.

Il convient de noter que pour leur comparaison, les enquêteurs de la Commission n'ont pas considéré le traitement versé aux traducteurs de l'ONU et de l'ICAO qui sont très sensiblement supérieurs à ceux de la Fonction publique fédérale. Le 12 décembre, à la suite du rapport, la Commission du service civil présentait une recommandation au Conseil du trésor visant à relever les salaires des traducteurs rétroactivement au 1er juillet. Cette recommandation fut acceptée sans modification.

En 1965, de nouvelles augmentations de traitements ont été demandées. Le projet présenté prévoyait

deux hausses successives qui devaient entrer en vigueur les 1ers juillet 65 et 66. Pour donner une idée du chemin parcouru depuis 3 ans il convient de mettre en parallèle les salaires des traducteurs avant juillet 1963, entre juillet 1963 et juillet 1965 et après la dernière hausse du 1er juillet 1966.

Variations des traitements des traducteurs entre 1963 et 1966.

	<u>Avant 1963</u>		<u>Juillet 63 Juillet 65</u>		<u>A partir de Juillet 1966</u>	
	M'n.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.
Classe 1	4560	5400	4860	5700	5100	7200
Classe 2	5640	6540	6000	6900	7002	8240
Classe 3	6240	7140	6750	7650	8379	9579
Classe 4	6690	7600	7320	8400	9601	10815
Classe 5	7320	8400	8120	9200	10793	12154
Classe 6	8400	9480	9220	10300	12417	14008
Classe 7	10020	11300	10800	12200	14139	15862
Classe 8	11100	12600	12000	13500	16251	17407
Interprète 1	7500	8940	8310	9750	10712	14008
Interprète 2	8400	9480	9220	10300	14139	15862

Si l'on compare l'échelle de 1963 à celle en vigueur le 1er juillet 1966, on constate une nette inégalité dans le pourcentage des hausses suivant les classes.

Alors qu'elles ne sont que d'environ 10% pour les traducteurs de la Classe 1, elles atteignent jusqu'à 45% dans les classes élevées. Dans l'esprit de ses initiateurs, ces augmentations devaient donner plus de motivation aux traducteurs et les inciter à poursuivre leur carrière de traducteur dans la Fonction publique.

4.4.5. Formation

Comme on l'a noté plus haut, seul le baccalauréat ou l'équivalent est exigé lors de l'entrée au Bureau des traductions; ainsi, sur les 245 traducteurs en poste au début de 1964, 156 avaient un baccalauréat tandis que 32 seulement avaient une maîtrise et 4 un doctorat. Les autres traducteurs n'avaient aucun titre précis.

Il semble exister un lien étroit entre le diplôme universitaire et la classe des candidats. Ainsi 41% de ceux qui avaient un baccalauréat se trouvaient dans les classes 1 et 2 tandis que 15% seulement des titulaires d'une maîtrise se trouvaient dans ces deux classes.

4.4.6. Roulement

Il fut un temps où les postes de traducteurs dans la Fonction publique étaient très recherchés par

les Canadiens français et particulièrement ceux qui sortaient des collèges classiques et n'avaient pas le goût ou les moyens de faire des études universitaires. Les autres carrières qu'ils pouvaient embrasser - enseignement, journalisme - n'offraient pas de perspectives intéressantes, du moins en ce qui concerne les traitements.

Depuis la guerre, et surtout au cours des dix dernières années, la situation a complètement changé. L'enseignement a pris une extension considérable au Québec et les salaires des professeurs ont fortement augmenté; il en a été de même pour les journalistes. D'autre part, des carrières d'agents d'information, de publicité ou de relations publiques qui existaient à peine avant la guerre se sont multipliées. Enfin, sur le marché des traducteurs, l'entreprise privée est devenue une forte concurrente. C'est ce qui explique en grande partie le roulement élevé des traducteurs dans la Fonction publique fédérale depuis quelques années. Entre 1960 et la fin du premier trimestre de 1965, plus de 67 traducteurs ont quitté le Bureau pour des causes autres que décès, retraite, maladie ou mariage. Sur ce nombre, 12 ont embrassé une autre carrière (journalisme, enseignement, etc.), 12 ont trouvé des postes de traducteurs ailleurs (CN, Radio-Canada,

Ville de Montréal, Hydro-Québec, Bell Téléphone, etc.) 13 ont trouvé un autre emploi à Montréal et, enfin, 6 une autre fonction dans l'administration fédérale. Nous n'avons pas d'indications sur l'âge moyen de ceux qui ont quitté le Bureau; par contre, nous connaissons la classe dans laquelle ils se trouvaient au moment de leur départ: plus de la moitié, soit 35, étaient dans la classe 2 tandis que 13 étaient dans la classe 1, 6 dans la classe 4 et 5 dans la classe 3.

D'après les récentes données qui nous sont parvenues, il y aurait eu plus de 40 départs pour la seule année 1965 comparativement à 24 en 1964 et à 17 en 1963 (ces chiffres comprennent les décédés et retraités). Reste à savoir si les fortes augmentations de salaires et les changements opérés dans la classification permettront de retenir davantage les traducteurs.

4.4.7. Le personnel auxiliaire

En plus des traducteurs, une centaine de sténos, dactylos et commis relèvent du Bureau des traductions. Ce personnel auxiliaire est réparti d'une façon assez inégale entre les divisions de traduction. Ainsi, les divisions des Anciens combattants et des Finances avaient 5 dactylos pour 6 traducteurs, celle du

Revenu national 7 dactylos pour 6 traducteurs, tandis que celle du ministère du Travail n'avait qu'une dactylo pour 11 traducteurs, la Division des langues étrangères 4 pour 18 traducteurs, celle des débats 3 pour 25 traducteurs, la traduction générale 5 pour 29 traducteurs. Au Secrétariat d'Etat, on nous a expliqué que le surintendant répartissait le personnel auxiliaire suivant les besoins des divisions de traduction. Dans certaines divisions où l'on consacre beaucoup de temps au travail de recherche, les besoins en service de transcription sont moins grands. Dans d'autres divisions il y aurait beaucoup de travail de routine ce qui nécessiterait un plus grand nombre de dactylos. On tiendrait compte aussi des habitudes des traducteurs: certains dictent leurs traductions à des sténos, d'autres enregistrent leurs textes sur bandes sonores, enfin d'autres tapent eux-mêmes leurs textes à la machine.

Nous pensons que cette explication ne justifie que partiellement l'inégalité dans la répartition du personnel auxiliaire. Certaines divisions que nous avons visitées nous ont semblé trop amplement fournies (Citoyenneté et Immigration notamment), tandis que d'autres nous ont semblé très démunies: ainsi à la Division des langues étrangères, les traducteurs



doivent eux-mêmes mettre au propre les lettres qu'ils traduisent, ce qui leur fait perdre beaucoup de temps.

4.5. Méthodes de travail

L'organisation et les méthodes de traduction varient sensiblement d'une division de ministère à l'autre. Le chef de division a généralement une assez grande latitude. S'il a une forte personnalité, il peut non seulement imposer ses méthodes de travail aux traducteurs qui relèvent de lui, mais encore poser certaines exigences vis-à-vis du ministère pour éviter qu'on abuse de ses services.

4.5.1. Acheminement des textes

Lorsqu'un fonctionnaire veut faire traduire un texte, il l'envoie au chef de la division de la traduction de son ministère ou, si le ministère n'a pas de division qui lui est propre, au chef de la production du Bureau des traductions; celui-ci remet alors le texte au chef de la Traduction générale. Pour éviter que les fonctionnaires subalternes abusent des services de la traduction, certains chefs de division exigent que les textes à traduire soient accompagnés d'une formule signée par un chef de service du ministère.



Lorsqu'il reçoit le texte, le chef de la division de traduction doit généralement contacter celui qui le lui a adressé pour "négocier" la date de remise du texte. Très souvent, les textes sont reçus avec la mention "urgent", ou bien le délai accordé pour la traduction est trop court. Le chef de la division de traduction doit alors établir avec l'intéressé une nouvelle date, compte tenu des priorités. Quelquefois, il y a conflit entre deux ou plusieurs divisions qui réclament dans un délai trop court leurs traductions: le chef de la division de traduction doit alors en appeler au sous-ministre.

Le chef de division de traduction est ainsi en contact avec un nombre assez considérable de fonctionnaires des ministères qu'ils desservent. Aux Finances on a parlé d'une vingtaine et aux Transports et au Commerce d'une cinquantaine. Aussi est-il passablement accaparé par ces fonctions.

Les textes en langue autre que le français et l'anglais sont acheminés à la Division des langues étrangères, normalement par l'intermédiaire de la division de traduction du ministère, mais parfois directement, par les fonctionnaires intéressés.

4.5.2. Présentation des textes

Les textes peuvent parvenir à la division de traduction sous plusieurs formes: manuscrites ou déjà imprimées, en entier ou par chapitre ou section.

Autrefois, une grande partie des publications à traduire parvenaient déjà imprimées à la division de traduction. Pour les fonctionnaires du ministère concerné par ces publications, la traduction était souvent le dernier de leurs soucis.

Maintenant la situation a bien évolué. On est plus sensibilisé à l'importance de renseigner le public francophone, autant que possible en même temps que le public anglophone; aussi s'emploie-t-on à faciliter la tâche des traducteurs. Aux Finances, par exemple, tous les textes parviennent à la division de traduction sous forme manuscrite et si les textes comportent plusieurs sections, chacune d'elle est envoyée séparément. Il en est de même au Commerce, à la Statistique et au Revenu. Cette procédure permet la traduction des textes devant faire partie d'une publication à mesure qu'ils sont rédigés, et évite le délai inévitable qui résulte lorsque la division reçoit d'un seul coup une publication complète à traduire.

Par contre à la Santé nationale, on nous a déclaré que 25% des textes parvenaient déjà imprimés, parfois même depuis plusieurs mois. Il semble en être de même, quoique dans une plus faible mesure, à la Défense nationale où tout au moins on attend toujours que le texte soit complètement achevé pour l'envoyer à la traduction, même s'il s'agit d'un texte très long comme ce fut le cas pour l'histoire de la guerre par exemple.

4.5.3. Correspondance

a) lettres reçues:

Il y a quelques années encore, dans la plupart des ministères, toute lettre reçue dans une langue autre que l'anglais était expédiée directement à la division de traduction du ministère par le service du courrier. Cette pratique commence à changer dans plusieurs ministères. Les lettres en français vont à la division ou au service concerné et ce n'est que lorsqu'aucun fonctionnaire de cette division ou service ne comprend le français que la lettre est envoyée à la traduction. Au ministère de la Santé des directives précises ont été données à ce sujet (c.f. Annexe 2) en 1964; elles tranchent assez nettement avec celles qui avaient été données 6 ans auparavant (c.f. Annexe 3). La directive de mai 1958 précisait en effet

"An incoming letter in a language other than English which cannot readily be understood should immediately be forwarded to the translation office which will translate the letter into English and return the original with the translation to the officer concerned. The reply should then be prepared in English and forwarded to the translation office where it will be translated into the appropriate language and returned for signature with the English draft. In this way the departmental file will be complete in both languages."

En mai 1964 le même sous-ministre déclarait dans une nouvelle directive:

"The practice of having incoming French correspondence routinely translated is to be discontinued. Only when the translation is especially requested will that particular piece of correspondence be sent for translation. The Divisions which have French-speaking officers should rarely find it necessary to have incoming mail translated. However, to facilitate correct coding and filing by registered services and for the information of others using the files who may not be bilingual, a brief summary in English should be added at the foot of the letter."

Assez curieusement, une évolution à peu près semblable s'est produite au ministère de la Défense nationale mais cette fois dans un laps de temps beaucoup plus court. On peut lire en effet dans le N.D.H.Q. Correspondence Manual l'amendement du 30 septembre 1963, qui se lit comme suit:

"Incoming letters received in languages other than English shall be translated by the Bureau of Translation attached to N.D.H.Q. and the originals and translations placed on the appropriate N.D.H.Q. files."

Moins de trois mois plus tard, soit le 15 décembre 1963, un nouvel amendement était apporté au Manuel de la correspondance; il se lisait comme suit:

"Incoming English or French correspondence will be sent to the Directorate concerned and answered in the language in which it is written.

When the staff of the Directorate is incapable of rewriting in the appropriate language, the correspondence will be translated by the Bureau for Translations attached to N.D.H.Q."

Il semble bien que ces deux directives aient eu pour effet de réduire sensiblement la traduction des lettres du français à l'anglais si l'on en juge par les chiffres qui nous ont été fournis. En effet, au ministère de la Santé le nombre de mots traduits du français à l'anglais sous la rubrique correspondance est passé de 289,000, en 1962 à 198,000, en 1963, à 63,000 mots, en 1964. Il faudrait naturellement comparer les chiffres de plusieurs années pour savoir si cette tendance se maintient.

Cette évolution n'est pas apparente partout. Ainsi, au ministère du Revenu national, section Douanes et Accise, les lettres reçues en français continuent à être envoyées directement à la division de traduction par le service du courrier. Il en est de même au bureau de la Statistique et au ministère des Transports où on nous a signalé que même les

lettres qui comportent des textes simples et très courts, comme des demandes de brochures, sont envoyées à la traduction.

Dans d'autres ministères comme le Nord canadien, les lettres sont envoyées d'abord à la division intéressée mais elles reviennent presque toutes à la division de traduction. Le chef de cette division a signalé que même les simples demandes de brochures sont envoyées à la traduction; d'autre part, même si la lettre est comprise, on la fait traduire pour que le texte anglais figure au dossier.

b) lettres envoyées:

Les réponses aux lettres des francophones sont généralement rédigées en anglais et traduites même si ce sont des fonctionnaires francophones qui sont chargés d'y répondre, car ceux-ci n'ayant pas l'habitude de rédiger en français préfèrent rédiger en anglais et faire traduire. (c.f. 2.3.2.)

Dans la plupart des divisions que nous avons visitées, nous avons constaté qu'une fois traduites, les lettres destinées à des correspondants francophones sont préparées prêtes à signer par la division de traduction. Le Bureau des traductions a demandé aux ministères, il y a un an environ, d'utiliser leurs

propres dactylos pour transcrire la traduction de leur correspondance. Mais cette demande se heurte à de grandes difficultés dans les nombreuses divisions de ministères qui n'ont pas de personnel de bureau bilingue, ou ce qui est encore plus grave, même pas de machines à écrire bilingues...

A ce propos le chef de la division des Transports nous a fait part d'une tentative qu'il avait faite il y a quelques années pour mettre fin à ce système. S'étant plaint au surintendant du Bureau des traductions d'un manque de dactylos, celui-ci avait recommandé que la division cesse de mettre au propre les traductions de lettres émanant du ministère. Il en avisa les autorités du ministère, mais cette décision souleva un tollé général. Il fut assailli de coups de téléphone de fonctionnaires embarrassés: dans la majorité des cas en effet, ceux-ci n'avaient pas de dactylos bilingues. Une dactylo anglophone pouvait bien recopier la lettre en français si elle avait une machine à écrire bilingue - ce qui n'était souvent pas le cas - mais, lorsque venait le moment de relire cette lettre en "langue étrangère", il lui fallait épeler chaque mot ce qui, on peut l'imaginer, occasionnait un surcroît de travail. Comme solution de rechange, la direction du ministère proposa au chef

de la division de traduction de mettre deux dactylos bilingues du ministère à sa disposition. Celui-ci a accepté cette proposition mais il ne la trouve pas satisfaisante, car elle impose encore à ses traducteurs un supplément de travail: il leur faut relire toutes les lettres mises au propre avant de les envoyer au service concerné.

Le chef de la division de traduction du ministère du Commerce a été plus heureux dans ses tentatives. Dès son entrée en fonction au début de 1964, il a mis fin à la pratique de préparer les lettres dans leur forme finale. Pour ce faire, il a simplement envoyé un mémo à tous les services concernés leur expliquant les raisons qui motivaient cette décision; il n'y a pas eu de réaction, comme ce fut le cas au ministère des Transports. La directrice du service de transcription a dû cependant engager un certain nombre de dactylos bilingues pour accomplir ce travail supplémentaire. Depuis lors, toutes les lettres sont envoyées sous forme de brouillon au service de transcription.

Au ministère de la Santé et au bureau de la Statistique, les traductions de lettres sont aussi retournées sous forme de brouillon à la division concernée qui doit en assurer la transcription.

A la Division des langues étrangères, le traducteur doit lui-même mettre au propre les lettres qu'il traduit, car, comme nous l'avons vu plus haut, la division ne compte qu'une sténo et deux dactylos pour 21 traducteurs.

4.5.4 Interprétation sommaire

Dans certains ministères les traducteurs ont recours à l'interprétation sommaire (scanning process). Il s'agit d'une sorte de traduction en diagonale d'un texte. Le traducteur fait un résumé verbal (ou parfois écrit) d'un texte de façon à ce que le fonctionnaire intéressé en saisisse l'essentiel. Le recours à ce procédé permet de sauver beaucoup de temps en traductions qui s'avéreraient inutiles pour l'intéressé.

4.5.5. Recours à la Traduction générale

Les divisions de traduction doivent envoyer normalement l'excédent de leur travail à la Traduction générale dont le rôle est justement, nous l'avons souligné plus tôt, d'absorber le trop-plein des divisions. En général on y recourt pour des travaux volumineux comme les Comptes publics, l'Histoire de la guerre, l'Annuaire statistique.

Dans certaines divisions, le volume de mots envoyés chaque année est très considérable: c'est le cas du ministère de la Santé qui en envoie plus de 400,000. Dans d'autres il est très faible: c'est le cas notamment des divisions des Affaires étrangères, du Commerce et de la Citoyenneté et de l'Immigration.

Plusieurs chefs de division recourent aussi peu que possible à la Traduction générale dont ils n'apprécient pas beaucoup les services. L'un d'eux nous a déclaré que l'aide qu'elle lui fournissait était, somme toute, très relative, car il devait lui-même faire une révision complète des textes qui lui étaient retournés: cette révision était beaucoup plus longue qu'une révision normale car les traducteurs à qui l'on confiait ces textes n'avaient généralement pas la spécialisation voulue.

Parfois c'est la Traduction générale qui envoie des textes à une division de traduction de ministère: cela se produit dans le cas de textes très techniques.

4.6. Délais

4.6.1. Correspondance

La traduction des lettres a généralement priorité

sur tout autre texte. Dans la plupart des divisions étudiées, les lettres sont traduites dans les vingt-quatre heures qui suivent leur réception.

Toutefois, les exceptions sont fréquentes. Au Nord canadien, un délai d'une semaine est considéré comme normal; aux ministères de la Défense, de la Santé, des Affaires extérieures et de la Citoyenneté et de l'Immigration, il peut y avoir occasionnellement un délai d'une semaine. Aux Transports, le délai atteindrait deux semaines dans certains cas.

4.6.2. Autres textes

La traduction des déclarations et communiqués de presse se fait généralement dans un délai très court, deux à trois heures à peine.

La traduction des ordres de l'armée avait, au moment de notre enquête, un mois de retard: on peut se demander ce qui se passerait si les militaires francophones attendaient que les ordres leur parviennent en français pour les exécuter... Il est évident que des ordres reçus en retard n'ont aucune valeur et que leur traduction constitue une perte de temps inutile.

Les circulaires administratives sont généralement traitées comme les lettres et traduites dans les vingt-quatre heures.

Les manuels sont traduits souvent avec passablement de retard. Mais ce qu'il y a de plus grave, c'est que les amendements à ces manuels sont traduits avec retard, si bien que l'édition française des manuels est rarement à jour: elle perd ainsi une grande partie de son utilité.

En ce qui concerne les diverses publications, nous avons constaté que le retard moyen était d'environ deux à trois mois. Dans plusieurs cas toutefois, ce délai est largement dépassé. Dans le rapport mensuel sur l'état des travaux de la division de la Défense nationale, nous avons pu constater que certains textes reçus il y a plus de deux ans avec la mention "Urgent" ou "Le plus tôt possible" n'étaient pas encore traduits (annexe 2). Au Nord canadien, la liste d'attente était de 6 mois environ. Il en était de même aux Transports où l'on nous a expliqué que, à cause de leur caractère très technique, ces textes ne pouvaient pas être confiés à n'importe quel traducteur et exigeaient une révision minutieuse. A la Santé, la traduction de certains textes attendait depuis plus d'une année. Par contre, au Revenu (douanes et accise) le retard était insignifiant: il ne représentait que quelques jours de travail.

4.7. Contrôle

4.7.1. Rendement

C'est par le rapport hebdomadaire qu'il reçoit de toutes les divisions de traduction que le surintendant du Bureau des traductions contrôle le rendement des traducteurs.

On requiert de chaque traducteur une moyenne de traduction de 2,000 mots par jour. L'application de cette norme ne semble toutefois pas trop rigide: on tient généralement compte de la difficulté des textes à traduire bien que, dans certains cas, on nous a déclaré qu'on répartissait les textes faciles entre plusieurs traducteurs pour augmenter leur volume de mots.

La moyenne quotidienne n'est cependant pas établie de façon uniforme dans toutes les divisions ce qui empêche toute comparaison valable entre elles. Certaines établissent leur moyenne en divisant le nombre de mots par le nombre de jours de travail sans soustraire les jours consacrés à la recherche, tandis que d'autres au contraire établissent leur moyenne sur les heures consacrées exclusivement à la traduction.

On prétend que la comptabilisation des mots traduits

permet de juger les traducteurs avec plus d'objectivité. Pour éviter les fausses déclarations, certains chefs de division maintiennent un fichier de tous les textes traduits comportant le nombre de mots pour chaque texte: ils peuvent ainsi constater l'exactitude des chiffres que leur fournissent les traducteurs.

4.7.2. Qualité

Il n'y avait pas dans le passé de contrôle systématique de la qualité de la traduction de la part du Bureau des traductions mais on a récemment confié cette tâche au surintendant adjoint. Dorénavant, un exemplaire de tous les textes traduits et publiés par les divisions devra lui être envoyé.

La plupart des chefs de division se déclarent très satisfaits de la qualité de la traduction de leurs traducteurs. L'un d'eux, toutefois, s'est plaint de ses traducteurs, disant qu'ils manquaient de connaissances générales et que leur syntaxe était très rudimentaire. Un autre a déploré le fait que sa division comptait un trop grand nombre de débutants.

Un autre encore a dit que le système actuel qui favorise la promotion en dehors d'une division fait perdre à maints traducteurs le fruit d'une longue expérience qu'ils ont acquise dans un domaine déterminé.

Ainsi un traducteur après avoir passé dix ans aux Finances ira à la Santé ou aux Transports.

On a beaucoup déploré les fortes pressions exercées sur les traducteurs, ce qui ne permettrait pas de mettre le temps nécessaire pour produire des textes de réelle qualité.

Des plaintes nombreuses ont été faites depuis des années à la Chambre à propos de la qualité de la traduction du Bureau. Par ailleurs, on sait que plusieurs commissions royales (Gordon, Glassco, Porter et Carter) ont engagé un personnel spécial pour reviser - parfois même refaire - les traductions de leurs rapports. Dans un rapport comme celui-ci, une étude sur la qualité de la traduction était essentielle: on ne peut vraiment juger un système que par la qualité de ce qu'il produit. Faute d'une étude sérieuse sur la qualité de la traduction, il ne nous est pas possible de porter un jugement objectif.

4.8. La correction des épreuves

En plus de traduire et de réviser les traductions, le traducteur remplit certaines tâches accessoires comme la correction d'épreuves. Dans plusieurs

divisions de traduction, les traducteurs sont astreints à la correction des épreuves des textes publiés ou polycopiés qu'ils traduisent. Pour ces divisions, il s'agit là d'un fardeau supplémentaire qui représente plusieurs centaines d'heures de travail par année pour les divisions de traduction. A la Défense, on a estimé à 1,200 le nombre d'heures consacrées à la correction des épreuves. Aux Transports, on a dit que cela représentait 15 à 20 pour cent du temps des traducteurs.

Un certain nombre de divisions de ministères sont toutefois parvenues à se libérer de ce travail. Aux Affaires extérieures, c'est, suivant les cas, la division de l'information, le service du contentieux ou la division des rapports historiques qui corrige les épreuves. Au Nord canadien, c'est le service d'information. Aux Forêts, ce sont les fonctionnaires francophones du ministère, sauf s'il s'agit de textes très techniques. A la Santé, les épreuves des textes polycopiés sont révisées par le service de transcription et la correction des épreuves des textes publiés est confiée à l'adjoint de langue française du service de l'information. Au ministère du Commerce, un employé a été engagé spécialement pour corriger les épreuves des textes publiés. Le chef de la division de traduction

du Commerce a déclaré que le temps d'un traducteur avait été gagné depuis que cette division ne s'occupait plus de correction d'épreuves.

4.9. Problèmes spéciaux

4.9.1. Traduction automatique

Il y a 10 ans, on traduisait à titre expérimental un petit texte à l'aide d'une machine. Depuis ce moment, des progrès ont été accomplis, mais on est loin encore d'avoir mis au point une machine capable de remplacer l'homme.

L'obstacle majeur au perfectionnement d'un système de traduction automatique se situe sur le plan de la linguistique et non sur le plan de la technique.

Il y a trois niveaux dans la traduction automatique:

- a) la traduction littérale, où la machine substitue un mot dans la langue seconde au mot dans la langue originale;
- b) la traduction syntaxique, où en plus de la traduction littérale, la machine analyse les rapports entre les mots, et les porte au nouveau texte;
- c) la traduction sémantique, où le sens du texte

original est analysé et transformé pour la synthèse dans le texte nouveau.

Nous en sommes présentement au deuxième stade, celui de la traduction syntaxique. Les recherches se sont concentrées jusqu'ici en Russie et aux Etats-Unis; elles ont porté sur la traduction de l'anglais au russe et du russe à l'anglais. Des traductions syntaxiques satisfaisantes ont été obtenues.

Mais les procédures d'analyse syntaxique et de synthèse sur lesquelles reposent ces traductions n'ont pas encore été utilisées avec succès pour toutes les langues. Les travaux portant sur la traduction de l'anglais au français sont notamment très peu avancés.

Le point mort où se trouvent les recherches présentement provient du manque de compréhension de la nature du langage; ce n'est que par une connaissance théorique complète du mécanisme d'une langue que nous arriverons à la manipuler automatiquement. Les grammaires ne suffisent pas encore à la tâche exigée au niveau de la traduction syntaxique.

Mais même lorsque les règles de la langue seront suffisamment connues et explicitées pour qu'il soit possible de la manipuler automatiquement, la traduction syntaxique ne sera pas tout à fait précise. Pour

atteindre la "perfection", il faudrait que le processus de transformation comprenne la composante sémantique du texte original; or, les problèmes posés par les significations multiples des mots et le manque de correspondance entre les structures de signification de deux langues ne peuvent être résolus au niveau de la syntactique. La recherche sur les structures de signification ne fait que commencer.

Des traductions syntaxiques complètes seront réalisées d'ici dix ans. Le progrès dépend du succès des recherches qui seront faites dans le domaine de l'analyse et de la synthèse syntaxiques, sur le plan de la linguistique. Sur le plan des techniques et des procédures servant à formuler et manipuler mécaniquement les règles du langage, des progrès sérieux ont été accomplis.

Pour ce qui est de la traduction sémantique, il est encore impossible de prévoir quand elle pourra se faire.

4.9.2. Machines à écrire

D'après les estimations du ministère de la Production de la Défense, le nombre des machines à écrire achetées par les différents ministères entre

1963 et 1965 s'élève à 3,815 environ. Environ 35% de ces machines avaient les deux ou trois touches nécessaires pour dactylographier les textes français. Au cours de cette période il y aurait eu en outre 500 demandes de conversion.

Les machines à écrire au clavier bilingue sont inégalement réparties entre les services; aussi arrive-t-il fréquemment, comme nous l'avons noté plus haut, que les divisions de traduction doivent mettre des textes français au propre uniquement parce que les divisions de ministère auxquelles ces textes sont destinés n'ont pas les machines à écrire voulues pour les transcrire.

Au début de 1965, un employé du ministère de la Défense a suggéré que toutes les machines à écrire achetées pour les régions d'Ottawa et de Québec soient, pour des raisons d'économie, munies de claviers bilingues. Cette suggestion apparemment très sensée a été rejetée sous prétexte que les claviers bilingues ne possédaient pas certains signes qu'on jugeait utiles (annexe 5).

4.10 Conclusion

Avant d'examiner ce qui se passe en dehors de la Fonction publique, on peut déjà tirer certaines conclusions de l'examen du Bureau des traductions auquel nous venons de procéder:

4.10.1. Il_y_a_abus_des_services_de_traduction.

L'impression générale qui se dégage des entrevues avec les chefs de division et de l'examen des textes traduits dans ces divisions, c'est qu'on abuse des services de la traduction.

a) Correspondance

Bien qu'il y ait certains progrès, le volume de la correspondance traduite est encore considérable puisqu'il accapare le temps de plus de 20% des traducteurs.

Il est anormal que plusieurs fonctionnaires de langue française rédigent en anglais les réponses aux lettres qu'ils reçoivent en français et les fassent ensuite traduire.

b) Autres textes

Dans un certain nombre de ministères, des textes rédigés en français doivent être traduits pour être compris et étudiés par des fonctionnaires anglophones

unilingues. Voici trois cas typiques:

i) Régimes de pension au ministère des Finances

Il existe dans le Québec une foule d'entreprises qui ont un régime de pension pour leurs employés. Ces entreprises doivent soumettre ces régimes de pension à la section de l'enregistrement des pensions du contentieux, au ministère du Revenu national, afin d'obtenir pour leurs employés les dégrèvements fiscaux auxquels ceux-ci ont droit. Or, comme aucun des cinq fonctionnaires dans cette section n'est bilingue, tous les textes passent à la traduction avant que la section des pensions n'en prenne connaissance. La traduction des régimes de pension accapare chaque année 2 à 3 mois du temps d'un traducteur. La situation est à peu près identique en ce qui concerne les chartes des associations charitables qui doivent être traduites, faute de fonctionnaires bilingues.

ii) Procès-verbaux d'interviews

Au ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, nous l'avons vu plus haut, on fait traduire de nombreux procès-verbaux d'interviews faits à Montréal par les agents de la Commission d'appel de l'Immigration.

iii) Projets de recherche

Au ministère de la Santé, on fait traduire les projets de recherche qui sont soumis par des universitaires francophones du Québec pour l'obtention d'une

subvention. Lorsqu'on sait combien d'imprécisions sinon d'erreurs peuvent se glisser dans la traduction d'un texte, on imagine facilement que le comité appelé à juger de la valeur des projets présentés et à accorder des subventions puisse être facilement mal impressionné par tel ou tel projet présenté par un francophone, simplement parce que la traduction n'aura pas été assez fidèle. Ainsi, les francophones à qui l'on ne soumet même pas la traduction de leur projet, se trouvent désavantagés au départ par rapport à leurs collègues anglophones.

4.10.2. La multiplication des divisions de ministères entraîne une grande dispersion des efforts.

Nous avons pu constater que le maintien d'une vingtaine de divisions de traduction dans les ministères nuisait dans une certaine mesure à l'efficacité du service de traduction. Ainsi, plusieurs divisions traitent des sujets connexes: c'est le cas notamment de la division de l'Agriculture et de celle des Forêts. D'autres divisions sont appelées à traduire des textes qui ne relèvent pas des spécialités de leur ministère: ainsi par exemple, la division du Commerce doit traduire des textes qui portent sur l'agriculture et l'électronique. Pour traduire des textes dans des disciplines aussi variées, il faut une

vaste documentation dictionnaires, revues spécialisées, etc.); dans la situation actuelle, il est nécessaire que cette documentation se retrouve dans plusieurs divisions à la fois, bien qu'elle ne soit utilisée que rarement, car il semble que les divisions soient séparées par des cloisons étanches, ce qui fait qu'une division ne songerait pas à envoyer un texte ne relevant pas de sa spécialité, à une autre division de qui relève cette spécialité.

En outre, les chefs de division semblent trop accaparés par des questions administratives. Un chef de division est choisi avant tout pour ses qualifications comme traducteur. Or le poste de chef de division comporte des tâches qui sont plutôt de nature administrative: surveillance et contrôle des traducteurs placés sous ses ordres, discussions de priorités avec les fonctionnaires de qui il reçoit des textes à traduire, rapports à remettre au surintendant, etc. Or ces tâches peuvent être très accaparantes: il suffit de passer une heure ou deux avec un chef de division pour se rendre compte du nombre incalculable d'appels téléphoniques ou de visites qu'il reçoit. Lorsque le chef de la division est un grand spécialiste en matière de traduction, comme c'est le cas par exemple aux Transports ou au Nord canadien, on déplore

encore davantage le temps précieux qui est ainsi enlevé à la traduction proprement dite ou à la recherche, pour des tâches qui requièrent une compétence purement administrative.

4.10.3. Il_y_a_une_pénurie_de_traducteurs

Dans presque toutes les divisions, on se plaint d'un manque de traducteurs. Ces derniers doivent toujours travailler sous pression pour rencontrer les délais fixés. Les divisions sont déjà surchargées avec leurs effectifs actuels et le volume de la traduction ne cesse d'augmenter d'année en année. En fait, certains ministères voudraient faire traduire un plus gros volume de textes encore, mais ne peuvent le faire faute d'un nombre suffisant de traducteurs. Or, il semble évident que l'on ne prend pas les moyens requis pour recruter un nombre suffisant de traducteurs et conserver ceux que l'on a déjà à son service.

4.10.4. Une_mauvaise_répartition_des_employés_de_bureau_nuit_à_l'efficacité_du_service_de_traduction.

Nous avons constaté plus haut que dans certaines divisions il y avait autant de sténos et de dactylos

que de traducteurs et dans d'autres, qu'il y avait à peine une dactylo pour six ou sept traducteurs, comme à la Division des langues étrangères. Il est évident que si le traducteur doit lui-même mettre au propre les textes qu'il traduit, c'est autant de temps de moins qu'il consacre à la traduction.

4.10.5. Les traducteurs sont employés à des tâches qui ne relèvent pas de la traduction.

Dans beaucoup de cas, nous l'avons vu plus haut, les traducteurs consacrent une partie de leur temps à corriger les épreuves des textes qu'ils traduisent en français, faute d'un personnel compétent dans les ministères pour accomplir ce travail.

4.10.6. Le niveau de formation des traducteurs est nettement insuffisant.

Nous avons constaté que seuls 32 des 249 traducteurs qui étaient en fonction au début de 1965 possédaient une maîtrise et que plus d'une centaine ne possédaient même pas un baccalauréat. Même si plusieurs traducteurs nous ont affirmé que la traduction ne s'enseignait pas et qu'il y avait d'excellents traducteurs sans diplôme universitaire, nous pensons que dans une organisation de l'ampleur de celle du Bureau, les traducteurs doivent avoir une formation

universitaire solide et qu'on ne peut se baser sur des cas qui demeurent tout de même exceptionnels, pour établir une politique d'ensemble.

4.10.7. L'école des stagiaires est nettement insuffisante pour répondre aux besoins du Bureau des traductions.

Ni par le contenu de son enseignement trop élémentaire, ni par la fin qu'elle s'est donnée - repêcher les candidats qui ont échoué à l'examen d'entrée - la Section des stagiaires du Bureau des traductions peut-elle remplacer un véritable institut de traduction dont l'existence nous apparaît indispensable pour assurer la qualité de la traduction.

Chapitre 5

LA TRADUCTION DANS LES ORGANISMES FEDERAUX QUI NE SONT PAS DESSERVIS PAR LE BUREAU DES TRADUCTIONS

5.1. Nature des rapports entre le Bureau et ces organismes

La Loi de 1934 stipulait que les fonctions du Bureau des traductions étaient:

"de collaborer avec tous les départements du service public et les deux Chambres du Parlement du Canada, ainsi que tous les bureaux, branches, commissions et agences créés ou nommés en vertu d'une loi du Parlement ou par arrêté du gouverneur en conseil, et à agir pour les susdits, en faisant et revisant toutes les traductions, d'une langue dans une autre, de tous les rapports administratifs et autres, de tous les documents, débats, bills, lois, procès-verbaux et correspondance."

La loi stipulait aussi que:

"Il incombe à tous les départements du service public et à toutes les branches, commissions et agences susdites de collaborer avec le Bureau à l'exécution des dispositions de la présente loi et des règlements."

Le sens un peu vague de ce texte n'a pas permis jusqu'ici au Bureau des traductions d'étendre sa juridiction à toutes les divisions de traduction. Récemment, le Secrétariat d'Etat a demandé au ministère de la Justice une interprétation de "to collaborate with". Le ministère de la Justice a déclaré qu'il n'y avait pas d'obligation pour les ministères et les organismes de recourir au Bureau des traductions (c.f. annexe 4).

Les quatre principaux organismes de la Fonction publique dont les services de traduction ne relèvent pas du Bureau sont le Conseil national de recherches, la Société centrale d'hypothèques et de logement, Radio-Canada et le Canadien national.

5.2. Section du Conseil national de recherches

5.2.1. Fonctions

La section de traduction du Conseil national de recherches est rattachée à la Bibliothèque du Conseil et relève du bibliothécaire en chef. On y traduit surtout des textes scientifiques mais aussi un bon nombre de lettres et de documents officiels du Conseil. Plus de 1,200 rapports scientifiques ont été publiés jusqu'à maintenant dans la collection des traductions techniques du Conseil. Ces traductions sont distribuées aux hommes de science du monde entier. La bibliothèque du Conseil possède un fichier contenant 100,000 titres d'ouvrages scientifiques traduits en anglais. Grâce à ce fichier on évite de refaire des traductions qui ont déjà été faites. La traduction de l'anglais au français représente environ les deux cinquièmes du volume de la traduction. La majorité des textes sont traduits du russe et de l'allemand à l'anglais.

5.2.2. Personnel

La section compte 6 traducteurs dont 4 sont des traducteurs de langues étrangères. L'échelle des salaires est calquée sur celle du Bureau des traductions, mais les traducteurs sont placés à des échelons bien supérieurs à ceux des postes équivalents du Bureau; ainsi, le chef de la division est de la classe 8, la classe la plus élevée dans la hiérarchie des traducteurs. Deux traducteurs de sa section sont de la classe 7 qui correspond à la classe de chef de grande division au Bureau des traductions. Il ne semble pas que les traducteurs du Conseil aient de plus grandes qualifications pour justifier cette différence de classification.

5.2.3. Méthode

Les textes sont acheminés de la même façon que dans les divisions de ministères, c'est-à-dire avec une formule d'accompagnement. Toutes les lettres traduites sont présentées dans leur forme finale, prêtes à être signées.

Souvent, les hommes de science viennent consulter un traducteur sur tel ou tel article en langue étrangère pour savoir si cet article offre un intérêt quelconque pour eux avant de le faire traduire.

Le traducteur servira aussi d'interprète à l'occasion de la visite au Conseil d'un homme de science étranger.

Il n'y a pas de règle quant au volume de mots que chaque traducteur est appelé à traduire; la qualité de la traduction est appréciée par l'homme de science pour qui la traduction a été faite. Une formule d'appréciation lui permet de faire ses commentaires.

Les traducteurs s'occupent eux-mêmes de la révision des épreuves des textes qui sont publiés. Pour le français, comme il n'y a pas de rédacteur, c'est le traducteur qui prépare la version finale des textes publiés.

Une bonne partie de la traduction se fait à l'extérieur. Il ne semble pas y avoir de délais exagérés dans la traduction.

5.2.4. Constatations

Faible rendement de la section

D'après le dernier rapport annuel, la section de traduction a traduit en anglais 1,062 pages de textes scientifiques et 535 de correspondance et de textes divers au cours de l'année 1964-65, soit un total de 1,597 pages réparties entre quatre traducteurs. Ceci représente 400 pages par traducteur, ou environ 600 mots par jour. C'est un rendement très faible si on le compare à celui des traducteurs de la Division des langues étrangères du Bureau qui ont à peu près la même proportion de textes scientifiques. Il faudrait que la qualité soit bien supérieure pour justifier une telle différence de rendement.

La section fait double emploi avec celle des langues étrangères du Bureau des traductions

Nous avons constaté qu'il n'y avait aucun motif valable pour justifier la séparation des deux divisions de langues étrangères. La séparation comporte de graves inconvénients. D'abord, il y a danger d'un certain manque d'uniformité dans les textes traduits. Ensuite, le fait que les traitements soient sensiblement plus élevés au Conseil est de nature à saper le moral des traducteurs de la division des langues étrangères du Bureau.

5.3. Section de la Société centrale d'hypothèques et de logement

5.3.1. Fonctions

La Société centrale d'hypothèques et de logement possède elle aussi une section de traduction indépendante du Bureau des traductions qui dessert, outre la Société, la division des recherches en bâtiments du Conseil national de recherches.

On y fait à la fois de la traduction essentiellement technique (plans de villes, etc.) et de la traduction générale qui comprend des textes juridiques, des bulletins de renseignements pour le public, des discours, etc. Comme on ne tient pas compte du nombre de mots traduits, il n'est pas possible de mesurer le volume de travail qu'on y accomplit.

La traduction du français à l'anglais représenterait 30% à 40% du total de la traduction: il s'agirait là de textes traduits pour des fonctionnaires anglophones unilingues qui doivent traiter avec le Québec. Ainsi, toute lettre en français est traduite, même si celui qui doit y répondre est francophone.

La division compte 8 traducteurs. Les salaires, qui sont fixés d'après l'échelle des salaires de la Société, sont légèrement inférieurs à ceux du Bureau des traductions. A cause de cela, la Société a passablement de mal à recruter de bons traducteurs. Assez souvent même, les candidats qu'elle recrute sont ceux qui n'ont pas réussi l'examen d'entrée au Bureau des traductions.

5.3.2. Politique de la Société en matière de traduction

Les dossiers doivent contenir une version anglaise de tous les textes français qui s'y trouvent. Cette politique a été établie par la direction il y a plusieurs années déjà. Autrefois, on ne traduisait pas les textes lorsqu'une affaire était traitée par un francophone. Or, il est arrivé un jour que le président de la Société, qui était alors un anglophone unilingue, a voulu étudier un dossier dont toutes les pièces étaient en français. Il a fallu quatre mois à la section de traduction pour le traduire. Depuis lors, tous les textes français doivent être traduits.

5.3.3. Méthodes de travail

La section de traduction s'occupe de la correction d'épreuve des textes traduits. Aussi, toutes les lettres traduites en français sont retournées prêtes à être signées.

A l'occasion, le traducteur peut servir d'interprète comme au Conseil. C'est arrivé, par exemple, lors de la visite d'un producteur de matériaux du Québec qui ne connaissait pas assez l'anglais pour traiter avec les fonctionnaires unilingues concernés.

5.3.4. Délais

Les lettres sont traduites dans les vingt-quatre heures qui suivent leur réception. En ce qui concerne les autres textes, il y a actuellement un retard de quatre à six mois.

5.4. Section de Radio-Canada

5.4.1. Fonctions

Depuis 1956, Radio-Canada possède une section autonome de traduction, laquelle compte 7 traducteurs. Auparavant, la traduction se faisait sur place dans les divisions concernées, ou était envoyé à la Traduction générale du Bureau des traductions.

En 1965, le volume de la traduction s'est élevé à 875,000 mots. La traduction de la correspondance représenterait environ 15% de ce volume. Beaucoup de lettres envoyées par le bureau régional de Montréal sont traduites uniquement pour l'information d'un chef de service anglophone unilingue à Ottawa. La traduction des manuels et celle des projets de conventions collectives représente un gros pourcentage du travail de la section. Deux syndicats - l'Association des réalisateurs et la Fédération des auteurs et des artistes - rédigent leurs projets de conventions en français: ces textes sont ensuite traduits. Les autres syndicats préparent leurs textes en anglais et les font traduire en français. Durant les négociations, on a recours à la traduction simultanée: un contrat a été passé avec l'Ecole Berlitz à cet effet.

La division traduit aussi les normes d'emploi ("job 'specification") des postes annoncés à Montréal en français pour les analystes du siège social qui sont tous anglophones unilingues.

Les rapports d'enquêtes concernant les griefs de francophones sont traduits en anglais pour le Bureau des recherches où ne travaillent que des anglophones unilingues.

5.4.2. Délais

Les lettres sont remises dans les vingt-quatre heures qui suivent leur réception. Il faut jusqu'à huit mois pour traduire certains textes mais en général, aucun texte ne reste à la traduction plus de deux ou trois mois.

5.4.3. Contrôle

Il n'y a pas de contrôle individuel du volume de mots traduits. Le chef de la section pense qu'on ne peut pas comptabiliser le travail intellectuel...

On ne revise pas les textes traduits du français à l'anglais qui ne servent que pour usage interne. Par contre, ce qui est traduit en français est toujours révisé par le chef de la division.

Une partie des épreuves des textes publiés est révisée par les traducteurs, une autre par les agents d'information.

5.4.4. Constatations

Une grande partie du travail de la section de traduction de Radio-Canada ne sert qu'à pallier l'absence de personnel bilingue au siège social.

Comme nous l'avons constaté plus haut, un grand nombre d'écrits qui ne concernent que la section française de Radio-Canada à Montréal sont traduits uniquement pour tenir les membres anglophones unilingues de la direction au courant de ce qui s'y passe. Cette situation est tout à fait anormale et entraîne un gaspillage considérable du temps des traducteurs.

5.5. La traduction au Canadien national

5.5.1. Fonctionnement

Le Canadien national possède une section de traduction qui compte 8 traducteurs. Elle relève de la section française des relations publiques. Il n'y a pas non plus de comptabilité de mots, si bien qu'il ne nous est pas possible de nous rendre compte du volume de la traduction. La correspondance représenterait plus de la moitié de toute la traduction. Mais cette "correspondance" comprend les mémoires envoyés par les municipalités à la Commission des transports. Une très grande partie des lettres qui sont reçues par le C.N. en français sont traduites, l'anglais étant pratiquement la seule langue de travail. On traduit aussi beaucoup de circulaires et de formules ainsi que des publications touchant le réseau.

Le travail de publicité est fait par les relations extérieures. A l'occasion, la section de traduction corrige des textes écrits en français par des employés canadiens-français. Une partie de la traduction est faite à l'extérieur: on paie de 5 à 6 cents du mot.

5.5.2. Méthodes

Les textes sont envoyés par les chefs de divisions. Les lettres traduites en français sont toujours retournées prêtes à être signées, la plupart des employés n'ayant pas de machines à écrire "bilingues". Quant aux délais, il faut deux à sept jours pour traduire les lettres.

5.5.3. Salaires

L'échelle des salaires est sensiblement inférieure à celle du Bureau des traductions. En plus du chef, il y a trois classes de traducteurs: junior, intermédiaire, senior. Les salaires varient entre \$5,200.00 pour un junior débutant et \$9,240.00 pour un senior qui a atteint le sommet de l'échelle.

5.6. Conclusion

5.6.1. L'indépendance de certaines sections de traduction vis-à-vis du Bureau des traductions va à l'encontre de l'efficacité générale du service de traduction.

Pour défendre l'autonomie de leur section, les chefs de traduction de Radio-Canada et de la Société centrale d'hypothèques et de logement ont fait valoir certains avantages qu'ils tiraient de cette autonomie, notamment un sentiment d'appartenance plus grande à leur société respective, des avantages marginaux dont on ne retrouve pas l'équivalent dans la Fonction publique et enfin une organisation plus flexible.

Mais ces arguments nous paraissent de peu de poids à côté des désavantages évidents qu'entraîne cette séparation:

a) absence d'unité dans les normes de travail

Dans deux des quatre sections examinées, on ne comptabilise pas les mots traduits, si bien qu'il n'est pas

possible de mesurer leur rendement par rapport à celui du Bureau des traductions. Par contre, nous avons noté au Conseil national de recherches un rendement qui nous semble beaucoup plus faible que celui de la Division des langues étrangères du Bureau des traductions.

b) inégalité dans les traitements

Nous avons pu constater que Radio-Canada recrutait ses traducteurs parmi les meilleurs du Bureau car, à égalité de compétence, elle accordait des traitements supérieurs à ceux du Bureau, tandis que la Société d'hypothèques et de logement était au contraire souvent contrainte de se contenter de traducteurs ayant échoué à l'examen d'entrée du Bureau. De même, les traducteurs de la section de traduction du Conseil national de recherches sont, à compétence égale, classés bien plus haut que les traducteurs de la Division des langues étrangères du Bureau des traductions. Il est évident que ces différences de salaires qui provoquent une concurrence entre des organismes d'un même gouvernement sont nuisibles à l'efficacité et en plus sont susceptibles d'affecter le moral des traducteurs des divisions défavorisées, soit sur le plan des salaires, soit sur le plan des avantages marginaux.

c) inégalité des chances d'avancement

Le traducteur qui fait partie d'une section de traduction peut jouir de certains avantages marginaux supplémentaires et dans certains cas, de meilleurs salaires.

Par contre, ses chances d'avancement sont limitées à la section dans laquelle il se trouve: il n'a pas directement accès aux postes supérieurs du Bureau des traductions, et partant, se trouvent désavantagés vis-à-vis des traducteurs du Bureau.

Chapitre 6

LA TRADUCTION DANS LES AUTRES PAYS

6.1. Introduction

Nous avons cru qu'il était non seulement utile mais nécessaire d'étudier la situation des services de traduction dans un certain nombre de pays, qui sur le plan de la multiplicité linguistique, nous ressemblent. C'est pourquoi, nous avons choisi d'analyser la nature et le fonctionnement des services de traduction en Suisse, en Afrique du Sud et en Belgique.

6.2. La traduction en Suisse

Le chapitre 6 du rapport de Jean Meynaud sur "Le problème des langues dans l'administration helvétique" traite des systèmes de traduction. Après en avoir donné un résumé succinct, nous tenterons de déterminer dans quelle mesure les solutions apportées par la Suisse à ce problème sont applicables au contexte canadien.

6.2.1. Organisation du service de traduction

La situation de la Suisse se rapproche de la situation du Canada avant l'adoption de notre loi sur la traduction: la plus grande partie de la traduction se fait dans les ministères qu'on appelle là-bas départements.

Toutefois il existe un organisme central qui exerce son autorité sur l'ensemble des services de traduction, c'est la Chancellerie. Elle a pour fonctions:

a) d'organiser la traduction simultanée et les diverses formes de traduction orale dans les Conseils législatifs;

b) de collaborer avec la Commission de rédaction des lois et arrêtés de portée générale, Commission qui veille à ce que les textes dans les différentes langues concordent;

c) de superviser les travaux de traduction en langue française;

d) de traduire la plupart des textes officiels en italien.

a) La traduction française

Les départements, nous l'avons vu, ont leurs propres traducteurs disséminés à l'intérieur des départements ou rassemblés dans un secrétariat comme c'est le cas pour les Chemins de fer et les P.T.T. (Postes-Télégraphe-Téléphone).

La Chancellerie a surtout un rôle de coordination: c'est à elle que revient le soin d'engager des surnuméraires lorsque les traducteurs des départements ont un trop fort volume de textes à traduire.

En outre, elle s'occupe de parfaire la formation des traducteurs en organisant à leur intention des cours et des conférences sur les techniques de traduction.

Le Chancelier, s'il est de langue française, ou le vice-chancelier, porte le titre de réviseur général de la traduction française. Il a deux collaborateurs qui "reçoivent généralement des départements des textes correctement traduits mais qu'il faut souvent alléger et débarrasser de divers germanismes".

Il y a quelques années, la Chancellerie a entrepris une enquête auprès des départements pour savoir s'ils souhaitaient la création d'un service central de traduction. Les départements ont répondu qu'ils préféreraient conserver une certaine autonomie en matière de traduction française. Appelée par le Conseil des Etats à donner son avis, la Chancellerie s'est ralliée à la tendance générale en soulignant les inconvénients de la centralisation:

i) la suppression des postes de traducteurs de langue française dans les départements risque de nuire au recrutement des Suisses français (étant donné que les jeunes fonctionnaires romands commencent souvent par être utilisés comme traducteurs avant de pouvoir devenir juristes ou économistes);

ii) la traduction simple (correspondance quotidienne, par exemple) ne pouvant être centralisée, elle resterait à la charge du personnel subalterne des départements, ce qui nuirait considérablement à sa qualité;

iii) un service de traduction centralisé ne peut être formé que de traducteurs à plein temps; or la perspective de ne rien faire d'autre que de la traduction n'est pas pour faciliter le recrutement des Suisses français.

b) Organisation de la traduction italienne

Vu le nombre restreint des traducteurs de langue italienne dans les départements, la traduction italienne est confiée aux soins d'un secrétariat de la Chancellerie pour la langue italienne composé de 6 fonctionnaires de la Suisse italienne dont 5 sont des universitaires (4 juristes et un économiste). Ils se consacrent exclusivement à des tâches de traduction.

c) Classification des traducteurs

Les traducteurs officiels sont répartis en trois classes. Leur salaire s'échelonne entre \$5,500.00 et \$6,500.00. Ces salaires qui sont peu élevés à notre échelle correspondent au salaire des professionnels (juristes et économistes) dans la Fonction publique suisse.

Outre les traducteurs de la Chancellerie et des Chemins de fer, on dénombre 27 traducteurs officiels dont 18 de langue française, 5 de langue italienne, et 4 de langue allemande. Ce total représenterait moins du dixième des traducteurs. Il y aurait en effet deux autres catégories importantes de traducteurs:

a) ceux qui ne sont pas classés comme traducteurs et qui font de la traduction à plein temps. Ce sont, au-dessus de la classe des traducteurs, des professionnels dont l'ascension n'aurait pas été possible s'ils étaient restés classés traducteurs et, en-dessous de cette classe, des agents qui n'ont pas de titres universitaires (ou post-universitaires dans le sens anglais) et qui ont été engagés en raison de la pénurie des traducteurs: leurs salaires sont évidemment inférieurs.

b) les traducteurs à temps partiel qui se recrutent surtout parmi les fonctionnaires suisses français ou suisses italiens. Une enquête récente auprès de 131 fonctionnaires francophones a révélé que ceux-ci consacraient en moyenne 20% de leur temps à la traduction.

d) Problèmes de langue

En Suisse comme au Canada, le français est fortement contaminé par la langue dominante. Il s'est créé peu à peu un français fédéral "plein de germanismes". Au dire de certains traducteurs d'aujourd'hui, "le souci



du mot à mot a pris une telle importance il y a quelques années qu'on en est venu à considérer comme défec-
tueuse une traduction française n'ayant pas la même
longueur que le texte original allemand... On a admis
pendant longtemps que le texte français devait nécessai-
rement occuper plus d'espace que l'original; or, de nos
jours, à la suite d'une évolution récente, il semble
qu'on adopte de plus en plus un point de vue opposé, ce
qui est un signe d'amélioration de la qualité du français
administratif."¹

6.2.2. Conclusion

Si l'on compare la situation de la traduction en
Suisse avec la nôtre, on constate:

a) que le fonctionnaire suisse semble accepter
assez facilement de consacrer une partie importante de
son temps à la traduction. Ce n'est pas le cas au
Canada: d'après certains témoignages, le fonctionnaire
francophone à qui l'on confie des travaux de traduction
se sent frustré. Il considère que sa fonction est
d'administrer et non de traduire la pensée des fonction-
naires anglophones. En outre, contrairement à son homo-
logue suisse, il n'a généralement pas les qualifications
pour le faire. Un très grand nombre de fonctionnaires
francophones viennent en effet de l'Ontario et n'ont

1. Meynaud, op. cit. p. 68

accompli qu'une partie de leurs études en français; en outre, comme ces fonctionnaires travaillent exclusivement en anglais, ils deviennent vite inaptes à rédiger des textes dans un français convenable. Ce n'est pas le cas pour les fonctionnaires francophones suisses qui ont en général une culture française plus solide et accomplissent une partie souvent importante de leur travail dans leur langue maternelle.

b) L'idée d'un réviseur général pour tous les textes publiés, lequel serait assisté de traducteurs rédacteurs, est à retenir. La révision de la traduction telle qu'elle est pratiquée actuellement ne suffit généralement pas pour donner une allure française aux textes traduits. A défaut d'agents d'informations qualifiés dans chaque ministère pour "alléger les textes et les débarrasser de leur tournure anglaise", on pourrait envisager l'existence d'un réviseur général.

6.3. La traduction en Afrique du Sud

6.3.1. Introduction

Nous avons une documentation relativement abondante sur la traduction en Afrique du Sud, qui présente d'assez fortes analogies avec la nôtre. Dans cette documentation

vous trouverez un interview du professeur McRae;
Afrikaans in the Public Service par J.S.B. Marais,
 article publié dans une revue sud-africaine en 1959;
 le rapport de J.J.N. Cloete, dont quelques pages por-
 tent sur les activités de traduction et, enfin, les
 sections des rapports annuels du ministère de l'Education,
 des Arts et des Sciences qui concernent la traduction.

6.3.2. Historique

Avant que l'afrikaans ne soit reconnu comme langue officielle, les fonctionnaires traduisaient les publications de l'anglais au hollandais. Dans la plupart des ministères, il y avait un ou plusieurs traducteurs qui n'étaient en fait que de simples commis.

La première tentative de structuration remonte à 1913, alors que des traducteurs présentèrent une motion au Premier ministre Smutts pour qu'on améliore leur traitement. Il est intéressant de retrouver dans leur pétition certains griefs que nos traducteurs formulent encore à Ottawa:

"It may be pointed out that we are directly and fully responsible for the correctness of the communications and documents which we translate, that the majority of heads of departments from lack of expert knowledge of the Dutch language are unfortunately not in the position to realize fully the responsibility necessitated and the extent of the knowledge required."²

Le général Smutts reçut favorablement la pétition:

"The Prime minister has often felt that, in many cases, the translators are fulfilling duties of a fairly responsible nature, requiring not only a true acquaintance with both official languages but also general and sometimes technical knowledge, at scales of remuneration which can hardly be considered commensurate."³

Il suggéra la création d'une division de traduction pour toute la Fonction publique. Cette suggestion fut endossée en 1920 par le comité des comptes publics qui voyait dans la création d'un service de traduction placé sous l'égide du ministère de la Justice, un moyen de faire des économies tout en assurant une certaine uniformité à la traduction.

Ces propositions qui n'eurent pas de suites immédiates suscitèrent des discussions animées. Certains traducteurs favorisaient la centralisation, tandis que d'autres s'y montraient peu favorables. L'un d'eux, dans un mémoire qu'il présenta à une réunion de traducteurs, fit une remarque qui n'est pas sans présenter certaines analogies avec la situation de la Fonction publique fédérale canadienne:

"...If the situation with regard to bilingualism in the public service today were what we could expect after 16 years, viz. that the administrations of the various departments could conduct their correspondence in both national languages, then

3. Marais, *ibid.*

institution of a Central Bureau would perhaps not have presented too much difficulty... As the State Commission perhaps knows there are today only a few officials in the administration who are able to deal with Afrikaans correspondence in that language. The simplest little Afrikaans letter must first be translated into English before it can be dealt with, and then the reply is first drafted in English, then to be translated into Afrikaans again."⁴

Pendant ce temps, les plaintes sur la mauvaise qualité de l'afrikaans des publications gouvernementales fusaient de toutes parts. Dans un article, un journaliste déclarait:

"We do not understand that foreign language, the 'Afrikaans' of our government offices, very well; we are only bilingual, not trilingual."⁵

Un autre écrivait:

"The Afrikaans-speaking persons already have the disadvantage that practically never do they get to read a government report in the language in which it has been written. They just have to be satisfied with a translation... The least they can claim under the circumstances, is that the translation be placed before them in good Afrikaans..."⁶

Devant cet état de choses, les pressions pour la création d'un office central de traduction se sont accentuées. En 1930, à la suite d'une nouvelle enquête

4. Ibid., p. 7.
 5. Ibid., p. 9.
 6. Ibid., p. 10.

de la commission de la Fonction publique, le Central Translation Bureau fut créé et placé sous la juridiction du ministère de l'Intérieur; son chef recevait le titre de Traducteur du gouvernement.

A l'origine le Bureau s'occupa presque uniquement de réviser et de refaire les textes qui devaient être publiés, la traduction initiale étant laissée aux fonctionnaires des ministères.

Peu à peu, les traducteurs des divisions de traduction des ministères furent intégrés au Bureau central, tout en restant localisés dans leurs ministères.

La centralisation sous un même toit devait se faire beaucoup plus tard et soulever maintes objections dont la principale était que cette centralisation allait rendre plus difficiles les contacts directs entre traducteurs et ministères. Mais l'inspecteur de la Fonction publique recommanda quand même la centralisation, en 1949, parce que cette mesure selon lui:

"would affect closer cooperation and consultation between translators and consequently a greater degree of uniformity."

Le principe du regroupement des traducteurs dans un même local fut accepté par la grande majorité des délégués d'une conférence groupant les représentants des ministères.

Entre temps, en 1945, le transfert du Bureau de traduction du ministère de l'Intérieur à celui de l'Education, des Arts et des Sciences fut sanctionné.

En 1956, à la suite de recommandations de l'inspecteur de la Fonction publique, le Translation Bureau changea de nom pour devenir le Language Service Bureau et fut divisé en deux sections, l'une de traduction proprement dite et l'autre de terminologie technique.

6.3.3. Organisation

a) Section de la traduction

La section de la traduction s'occupe exclusivement de traduire et de publier les textes déjà traduits. Environ 50% de la traduction est faite dans les ministères par les fonctionnaires qui rédigent les documents. Les gouvernements provinciaux ont aussi leurs propres traducteurs mais font réviser leurs traductions par le Bureau central. La traduction des projets de loi et comptes-rendus des débats est faite par les traducteurs du Parlement.

b) Section de terminologie

La section de terminologie s'occupe de trouver des équivalents afrikaans pour les mots techniques anglais; elle travaille en étroite collaboration avec le Language Commission of the South African Academy of Science and Art.

c) Langues étrangères

Une section des langues étrangères rattachée au Language Service Bureau traduit les textes de langues étrangères en l'une ou l'autre des deux langues officielles.

6.3.4. Nature de la traduction

Le Language Service Bureau s'occupe uniquement de la traduction des documents destinés au public et non des documents qui servent à l'usage interne des ministères.

Il y a 10 ans encore, la traduction se faisait presque exclusivement de l'anglais à l'afrikaans. La situation a sensiblement changé depuis, comme on peut le constater dans le tableau suivant:

Proportion des textes traduits vers l'anglais

1930.....	1%
1948.....	5%
1961.....	63%
1963.....	68% (environ)

6.3.5. Personnel

La section de la traduction comprend 18 postes, celle de la terminologie, 9, et celle des langues étrangères 2. Au moment de l'enquête 7 de ces 29 postes étaient libres.

Il y a un très fort roulement dans le personnel. Les traducteurs seraient attirés par l'enseignement et par d'autres postes dans la Fonction publique.

Les salaires s'échelonnent entre \$3,300 (minimum pour un Assistant Language Officer) et \$8,500 (maximum pour le directeur du Bureau); ils semblent peu élevés par rapport à nos barèmes.

6.3.6. Méthode de travail

Les traducteurs se servent de machines à dicter et traduisent 20 à 30 pages par jour, soit 6,000 à 9,000 mots, ce qui nous paraît considérable.

Afin de permettre aux traducteurs de se spécialiser, on a créé des sous-sections du Bureau qui s'occupent chacune d'un groupe déterminé de ministères.

En ce qui concerne le contrôle de la qualité, ce sont les traducteurs de classes élevées qui supervisent le travail des traducteurs des classes inférieures.

6.3.7. La traduction dans les autres organismes étatiques.

Les Chemins de fer ont un bureau de traduction qui comprend six divisions.

On trouve aussi des services de traduction dans trois provinces, et dans deux villes - Pretoria, avec 7 traducteurs et Cape Town avec 3 traducteurs.

Enfin, 7 organismes d'état recourent à des traducteurs, dont le Conseil de la recherche scientifique et industrielle qui emploie pour sa part 9 traducteurs.

6.3.8. Conclusion

Le système de traduction dans la Fonction publique en Afrique du Sud est celui qui se rapproche le plus du nôtre. Il a subi la même évolution, mais le processus de centralisation y est plus avancé, puisque depuis quelques années déjà les traducteurs sont groupés dans un même local.

Nous avons pu noter en outre qu'entre l'Afrique du Sud et le Canada, deux différences majeures existaient:

1. Une grande partie des textes qui sont traduits dans les ministères, le sont par des fonctionnaires qui n'ont pas de diplôme de traducteur;

2. Le "Language Service Bureau" ne s'occupe que de traduire les documents destinés au public.

Ces deux différences majeures expliquent sans doute le petit nombre de traducteurs officiels en Afrique du Sud.

Dans l'organisation de la traduction en Afrique du Sud, nous retiendrons principalement l'idée du regroupement des traducteurs dans le but "d'assurer une plus grande uniformité de la traduction et de faciliter les contacts entre traducteurs".

6.4. La traduction en Belgique

Ni le rapport Herremans sur la fonction publique belge auquel nous nous sommes référés, ni le professeur Brazeau avec lequel nous avons communiqué n'ont été en mesure de nous fournir des renseignements précis sur l'organisation de la traduction en Belgique.

D'après le professeur Brazeau, comme la plupart des services sont décentralisés par région linguistique, une grande partie de la documentation destinée au public belge serait rédigée directement dans la langue de la région. Un certain nombre de traducteurs au sein de chaque ministère assurerait la traduction des publications et autres documents de portée nationale. En outre la Chambre des députés aurait ses propres traducteurs.

De renseignements aussi vagues, il ne nous est pas possible de tirer de conclusions valables.

Chapitre 7LA TRADUCTION DANS LES ORGANISMES
D'ETAT AUTRES QUE FEDERAUX AU CANADA7.1. Introduction

Le Québec étant la seule province où le bilinguisme a un caractère officiel, c'est dans celle-ci qu'ont porté nos recherches sur la traduction dans les organismes d'état autres que fédéraux. Nous allons examiner successivement les services de traduction de la province de Québec, et de l'Hydro-Québec.

7.2. Province de Québec

L'organisation de la traduction dans la Fonction publique québécoise semble encore à l'état anarchique. Il existe bien un embryon de service de traduction, mais à côté, certains ministères ont leurs propres traducteurs et plusieurs fonctionnaires font de la traduction.

Ainsi, à l'Assurance-hospitalisation, où le volume de traduction est assez important, certains fonctionnaires qui connaissent bien l'anglais font de la traduction en plus de leurs autres tâches administratives. Aux Finances, on utilise parfois des traducteurs de l'extérieur. Au ministère de l'Industrie et du Commerce, il y a trois traducteurs; à l'Education, il y en a un.

Le service de traduction, qui est de création toute récente, relève du Secrétariat de la province. Il y a six mois encore, il ne comprenait que deux traducteurs dont le chef, qui était auparavant traductrice à la division du ministère de la Défense du Bureau des traductions à Ottawa. Elle a été nommée à Québec par voie de concours. Celle-ci cherche à recruter plusieurs traducteurs mais elle semble éprouver de la difficulté à en trouver qui rencontrent les normes voulues.

Les salaires sont sensiblement les mêmes qu'à Ottawa, bien que l'on exige davantage pour entrer dans la classe 1 - baccalauréat plus deux ans d'expérience - alors que pour Ottawa, aucune expérience n'est requise. Il n'y a pas de loi ou de règlement, comme à Ottawa déterminant les rapports qui doivent exister entre les ministères et le Service de traduction. C'est le ministère intéressé qui décide à qui il va confier la traduction de tel ou tel texte. On prévoit toutefois que le volume des textes confiés au nouveau service ira en augmentant, à la condition il va sans dire, que les délais soient raisonnables et la qualité de la traduction, satisfaisante. La moyenne des mots traduits au cours des derniers mois est relativement élevée: 2,100 mots environ par jour et par traducteur, en plus de la révision.

Contrairement à Ottawa, la traduction se fait principalement du français à l'anglais. Ce sont donc des traducteurs anglophones qu'on cherche surtout à recruter.



7.3. La traduction à l'Hydro

L'Hydro-Québec a une section de traduction qui relève du Service des relations publiques de la Société et qui comprend dix traducteurs dont le salaire varie entre \$6,000 et \$9,000.

Là aussi, la majeure partie de la traduction se fait du français à l'anglais. Il n'y a pas de règle quant au volume de mots traduits mais un calcul rapide a permis d'établir à 1,000 - 1,200 mots la moyenne quotidienne de traduction.

Une autre section, celle des manuels, fait aussi de la traduction. Il s'agit d'une traduction très spécialisée et les traducteurs, qui ont tous au moins une licence, s'occupent surtout de rédiger en français des manuels.



Chapitre 8FONCTION DE LA TRADUCTION DANS LES
ETATS BILINGUES8.1. Introduction

Le rôle des services de traduction varie considérablement d'un état bilingue à l'autre, suivant la conception du bilinguisme de cet état et la compétence linguistique des fonctionnaires responsables des rouages administratifs. Pour se faire une plus juste idée de la place que la traduction doit occuper dans un état bilingue, nous avons pensé qu'il convenait de mettre en parallèle la place de la traduction dans les organismes étatiques que nous avons passé en revue avec celle qu'elle occupe dans la Fonction publique fédérale canadienne.

8.2. Fonction de la traduction en Suisse

Dans l'administration fédérale helvétique, la situation linguistique est la suivante:

a) tous les fonctionnaires connaissent suffisamment au moins l'allemand et le français pour comprendre les rapports internes et la correspondance sans recours à la traduction;

b) on trouve dans chaque service un nombre suffisant de fonctionnaires alémaniques et romands pour traiter la correspondance en allemand et en français sans recours à des traducteurs. Toutefois la connaissance de l'Italien

est moins répandue; aussi la correspondance dans cette langue doit parfois être traduite.

c) les publications des départements paraissent en allemand et en français, et celles qui s'adressent à un large public, en italien;

La traduction est utilisée presque uniquement pour:

1. les documents (formules, publications, etc.) destinés au public;

2. les formules, manuels, directives et certains rapports administratifs destinés aux fonctionnaires.

8.3. Fonction de la traduction en Afrique du Sud

En Afrique du Sud, le bilinguisme est poussé plus que dans tout autre pays puisque depuis 1954 on exige de tout fonctionnaire le passage d'un test de compétence linguistique pour obtenir une promotion; aussi:

a) tous les fonctionnaires connaissent normalement les deux langues officielles - au moins ceux qui ont été promus depuis 1954 - et, comme en Suisse, on traite la correspondance sans recours à la traduction;

b) les communications internes se font, au choix des fonctionnaires, dans l'une ou l'autre langue officielle ou, dans certains ministères, alternativement un mois en anglais et un mois en afrikaans (Postes, Justice, Défense et Commission de la fonction publique);

c) les publications, manuels, circulaires sont généralement publiés dans une seule langue, anglais ou afrikaans, sauf dans un certain nombre de ministères (Agriculture, Planning, Douanes et Accise) où un grand nombre de publications sont disponibles dans les deux langues officielles;

d) les formules et directives officielles sont toujours publiées dans les deux langues.

La traduction se limite donc:-

a) aux publications et autres textes destinés au public;

b) à certains manuels, formules ou directives destinés aux fonctionnaires.

8.4. Fonction de la traduction en Belgique

En Belgique, une grande partie des directives et circulaires émanent de l'autorité régionale et sont de ce fait rédigées dans la langue de la région.

Les avis et communications qui émanent des services centraux et qui sont destinés au public sont bilingues, de même que les instructions au personnel, les formules et imprimés destinés aux services intérieurs.

Les rapports des services centraux avec les particuliers ont lieu dans la langue utilisée par ces particuliers quel que soit le lieu de leur résidence ou la location de l'affaire traitée.

8.5. Rôle de la traduction dans la Fonction publique du Québec

Il est difficile d'établir un parallèle entre Ottawa et Québec lorsqu'on parle de traduction, d'abord parce qu'on fait un usage beaucoup plus limitée de la traduction. En effet:

a) La correspondance n'est jamais (ou presque jamais) traduite; les lettres reçues en anglais dans un ministère sont acheminées au service concerné et la réponse est préparée directement en anglais. Et, bien entendu, elles sont portées aux dossiers sans traduction;

b) les documents rédigés en anglais et qui servent à l'information de tel ou tel fonctionnaire ne sont jamais traduits non plus, comme le sont la plupart des documents en français utilisés par les fonctionnaires anglophones à Ottawa (rapports, articles de revues, etc.);

c) les formules, manuels et autres documents de régie interne sont publiés uniquement en français à quelques exceptions près;

d) certains documents comme les plans et devis préparés par le ministère de la Voirie ou celui des Travaux

publics ne sont jamais traduits. Au Fédéral, ils le sont au moins lorsqu'il s'agit de travaux effectués dans la province de Québec.

8.6. Rôle de la traduction dans la Fonction publique fédérale au Canada

Dans notre Fonction publique fédérale, la traduction a un rôle plus grand que dans toute autre organisation étatique que nous avons étudiée puisqu'elle supplée à l'unilinguisme de la majorité des fonctionnaires. En effet, si l'on excepte les fonctionnaires des bureaux régionaux à Québec qui communiquent directement avec les francophones, les communications entre fonctionnaires fédéraux anglophones et le public francophone se font par l'intermédiaire des traducteurs qui traduisent ensuite les réponses rédigées en anglais. Les principales caractéristiques de la traduction dans la Fonction publique fédérale sont les suivantes:

a) on traduit toujours en anglais ce qui émane du public et en français ce qui émane de l'Administration;

b) on recourt presque toujours à la traduction pour communiquer par écrit avec les francophones;

c) une partie seulement des publications sont traduites, les autres ne paraissent qu'en anglais;

d) les manuels, formules, directives destinés aux fonctionnaires ne sont généralement pas traduits.

Chapitre 9RECOMMANDATIONS9.1. Introduction

Le tableau que nous venons de brosser de la Fonction publique fédérale démontre que nous sommes loin de l'égalité des deux groupes linguistiques inscrite dans le mandat de la Commission. Pour atteindre cette égalité, des réformes profondes doivent être apportées. Nous allons en ébaucher quelques-unes dans les pages qui vont suivre. Nos recommandations porteront sur l'amélioration des communications "linguistiques", d'abord entre l'Administration et les administrés, puis au sein même de l'Administration. Nous mentionnerons ensuite les mesures qui, à notre avis, pourraient améliorer le rendement du Bureau des traductions dont la présence dans un état bilingue demeure indispensable.

9.2. Mesures propres à améliorer les communications entre l'Administration et les administrés.9.2.1. Politique générale de l'Administration en matière de traductiona) Généralités

Dans une administration bilingue, la traduction a un rôle propre à jouer, mais elle ne doit pas déborder ce rôle. Il est parfaitement normal, en effet, de faire traduire des rapports, des publications, des formules, des manuels et des avis qui ne sauraient être rédigés dans les deux langues à la fois. Il est normal, encore, que certaines lettres qui doivent être signées par des hauts fonctionnaires qui ne maîtrisent pas suffisamment la seconde langue officielle pour en saisir toutes les nuances, soient envoyées à la traduction. Mais il est difficilement admissible qu'on traduise pour le seul besoin de tel ou tel fonctionnaire des lettres et des rapports qui proviennent du public et qui sont rédigés dans l'une ou l'autre des langues officielles. Or, comme nous l'avons constaté plus haut, c'est ce qui se produit dans la plupart des ministères et organismes.

b) Correspondance

i) Français - Anglais

Les lettres reçues en français par les ministères sont presque toujours traduites. La réponse sera presque toujours rédigée en anglais même si celui qui est chargé de la rédiger est francophone.

Cette pratique qui ne se retrouve ni en Suisse ni en Belgique ni en Afrique du Sud entraîne des délais pour le correspondant et, pour les traducteurs, un

gaspillage de temps qu'il pourrait consacrer à du travail plus important. De plus, elle enlève toute motivation au fonctionnaire anglophone pour apprendre le français puisqu'on lui présente des textes déjà tout traduits. Nous croyons qu'on doit mettre fin à cette pratique dans le plus bref délai possible. C'est pourquoi nous recommandons:

"Que cesse immédiatement la traduction des lettres reçues en français par les ministères et que la traduction des lettres envoyées aux correspondants francophones par les ministères cesse dans un délai d'une année au maximum, après quoi les lettres seront traitées dans la langue officielle du correspondant".

ii) Autres langues

Dans son mandat la Commission avait pour tâche: "de recommander les mesures à prendre pour que la Confédération se développe d'après les principes de l'égalité entre les deux peuples qui l'ont fondé compte tenu de l'apport des autres groupes ethniques à l'enrichissement culturel du Canada, ainsi que les mesures à prendre pour sauvegarder cet apport."

Les Canadiens qui sont de langue maternelle autre que l'anglais et le français représentent plus de 10% de la population. Un grand nombre sont des émigrés de fraîche date. Or une grande partie de ces émigrés ne connaissent à leur entrée au pays ni le français ni

l'anglais. Plusieurs apprendront à parler mais ne parviendront jamais à lire ou à écrire dans une des deux langues officielles. Pour faciliter leur adaptation à leur nouveau pays d'adoption, le gouvernement a tout intérêt à leur témoigner certains égards notamment en ce qui concerne la correspondance. Grâce au Bureau des traductions possédant une vaste division de langues étrangères, il lui est facile de répondre aux lettres adressées par les correspondants qui ne sont ni anglais ni français, dans leur langue respective. Nous avons vu que le ministère de la Défense avait prescrit dans son manuel sur la correspondance de répondre dans la langue du correspondant, si celui-ci résidait à l'étranger, et en français ou en anglais, si celui-ci résidait au Canada. Pour notre part, nous pensons qu'on doit avoir au moins autant d'égard pour les Néo-Canadiens qui n'appartiennent pas au groupe linguistique anglais ou français que pour les étrangers. C'est pourquoi nous formulons la recommandation suivante:

"Qu'on réponde à toutes les lettres dans la langue du correspondant quelque soit la langue de celui-ci et son lieu de résidence".

9.2.2. Formules et publications

Nous avons constaté au chapitre 2 que les groupes linguistiques sont inégalement servis par l'Administra-

tion. Toutes les formules et publications sont disponibles en anglais tandis qu'une partie seulement, plus ou moins grande suivant les ministères, est disponible en français. Nous avons constaté aussi que les publications françaises sont toutes, sauf de rares exceptions, des traductions et qu'elles paraissent très souvent avec retard par rapport à la version originale. Or si l'on admet que les deux groupes linguistiques principaux sont égaux, l'inégalité des services est inadmissible. Trop souvent jusqu'à maintenant on s'est basé sur la faible demande du public francophone pour justifier l'absence d'une version française pour telle ou telle publication. On ne peut en aucun cas justifier un choix, nécessairement arbitraire, de la part du ministère, entre les publications qui doivent paraître en anglais seulement et celles qui doivent paraître dans les deux langues officielles.

Nous recommandons donc:

"Que toutes les formules soient mises à la disposition du public dans les deux langues officielles par les ministères et organismes, sauf s'il s'agit de formules utilisées exclusivement dans une région où une seule des deux langues est parlée".

"Que toutes les publications paraissent simultanément dans les deux langues sauf s'il s'agit de publica-

tions d'intérêt local destinées à un groupe linguistique homogène".

"Qu'on réfère toute exception à une commission de contrôle linguistique dont la décision sera finale".

9.2.3. Écrîteaux

Les écrîteaux sont dans la Fonction publique un autre exemple de l'absence d'une politique bien définie en matière de bilinguisme. Les écrîteaux de certains ministères sont bilingues partout au Québec et à Ottawa tandis que les écrîteaux d'autres ministères, notamment celui de l'Agriculture ne sont que partiellement bilingues même au Québec.

Seules, les Postes ont adopté une politique claire à cet égard, politique basée sur l'importance numérique de la minorité parlant la seconde langue officielle.

Toutefois, nous pensons que les directives émises ne vont pas assez loin puisqu'elles ne tiennent pas compte des déplacements des francophones ou des anglophones à travers le pays. Il convient que ces anglophones et francophones puissent se sentir chez eux au moins dans les bureaux centraux des Postes de toutes les villes importantes du pays.

Nous formulons donc les recommandations suivantes:

1. "Que dans tous les centres urbains où 10% de la population est de langue maternelle autre que celle de la majorité les écriteaux des bureaux des ministères soient dans les deux langues".

2. "Que dans les bureaux des ministères situés dans les centres urbains où la minorité parlant la seconde langue officielle représente moins de 10% de la population totale, les écriteaux ne soient rédigés que dans la langue de la majorité sauf:

a) s'il s'agit de centres urbains anglophones situés dans le Québec, où les écriteaux devront toujours comporter une inscription française.

b) s'il s'agit de centres urbains francophones situés dans d'autres provinces que le Québec, où les écriteaux devront toujours comporter une inscription anglaise".

En outre:

3. "Que les écriteaux des bureaux de Postes, des Chemins de fer et de télégraphe du CN, et d'Air Canada situés dans les centres des villes de plus de 100,000 habitants comportent des inscriptions bilingues".

Nous avons noté que dans les centres francophones du Québec bien souvent l'inscription anglaise précède

l'inscription française sur les écriteaux des bureaux des ministères.

De même sur les imprimés de certains ministères (Douane notamment) le texte français est rédigé en caractère beaucoup plus petit que le texte anglais. Ceci donne l'impression que le français est une langue de second rang.

Nous recommandons donc:

"Que la place relative à donner aux deux langues dans les écriteaux bilingues soit déterminée d'après la majorité linguistique du centre urbain où est placée l'inscription".

"Que tous les textes, formules, avis, écriteaux bilingues comportent une inscription de même format dans les deux langues".

9.2.4. Communications verbales

Un grand nombre de fonctionnaires sont à des degrés divers en contact direct avec le public.

Dans la réponse au questionnaire, des ministères ont révélé qu'un grand nombre de leurs employés en contact avec le public étaient des anglophones unilingues même dans des centres en majorité francophones comme Montréal. D'autre part, en dehors de quelques centres au Québec il n'y avait aucun francophone unilingue à l'emploi de la Fonction publique.

Il semble que la seule politique que les ministères ont en cette matière est d'avoir un certain nombre d'employés bilingues là où les contacts avec la population francophone sont significatifs. Plusieurs ministères nous l'avons noté ne se préoccupent même pas d'avoir des fonctionnaires bilingues dans des villes comme Moncton ou Sudbury bien que ces villes comportent un fort pourcentage de francophones.

Outre les fonctionnaires, nous avons examiné le cas des groupes d'employés engagés par contrat par le gouvernement: ce sont les gardes, les liftiers et les téléphonistes. Dans le cas de ces employés, il n'y a pas non plus, sauf de rares exceptions, de préoccupations linguistiques de la part des ministères: pourtant ces employés sont en contact avec le public plus directement encore que les fonctionnaires.

Quelque soit la politique adoptée en ce qui concerne les unités unilingues, il importe que le gouvernement précise sa politique au sujet de ces employés, politique qui devrait être basée sur la composition linguistique de la localité à laquelle ces employés sont affectés. Nous recommandons à ce sujet:

"Que dans les bureaux des ministères fédéraux situés dans les centres urbains où 20% de la population

est de langue maternelle différente de celle de la majorité, tous les employés en contact avec le public soient bilingues".

"Que dans les villes où au moins 10% de la population est de langue maternelle autre que celle de la majorité en s'assure la présence d'un certain nombre d'employés parlant la langue de cette minorité dans les bureaux ouverts au public".

Il convient toutefois:

"Que tous les employés fédéraux en contact avec le public dans le Québec connaissent le français".

"Que tous les employés fédéraux en contact avec le public en dehors du Québec connaissent l'anglais".

"Que la connaissance du français et de l'anglais soit exigée de tous les employés fédéraux en poste à l'étranger en contact avec le public".

Comme dans le cas des écriteaux nous pensons qu'il conviendrait de témoigner certains égards à la population de langue maternelle autre que le français et l'anglais. Aussi nous recommandons:

"Que dans les villes ou les quartiers où existent une forte minorité de langue maternelle autre que l'anglais ou le français on s'assure de la présence d'un employé pouvant parler cette langue".

Cas du personnel déjà en place.

Certains ministères, notamment celui de la Défense nationale, ont émis des règlements concernant leur personnel en contact direct avec le public dans le Québec et dans les régions de dominance francophone. Mais la mise en application de ces règles est retardée par l'interdiction qui est faite de déplacer un employé pour des raisons d'incompétence linguistique. Nous pensons quant à nous que l'intérêt public doit toujours primer sur l'intérêt particulier et c'est pourquoi nous formulons la recommandation suivante:

"Qu'on mute dans des régions exclusivement anglophones les fonctionnaires et les autres employés déjà en place qui sont en contact avec le public si après un délai d'une année au maximum ils sont inaptes à subir un examen de compétence linguistique en français adapté à leur fonction".

9.3. Mesures propres à améliorer les communications au sein de la Fonction publique.

Nous avons constaté que la langue de travail dans la Fonction publique était exclusivement l'anglais et que, de ce fait, le francophone était nettement désavantagé au départ non seulement sur le plan linguistique mais encore et surtout sur le plan culturel.

Or si l'on veut que la Fonction publique reflète les deux langues et les deux cultures en présence il faut que chaque langue et chaque culture puisse s'épanouir pleinement. Pour arriver à cette fin, nous pensons d'abord qu'il conviendrait de créer des unités unilingues distinctes. C'est l'idée que nous développerons ci-dessous. Ensuite, nous exposerons des réformes connexes portant sur les formules et publications.

9.3.1. Unités francophones

Une enquête que nous avons entreprise auprès des professeurs et agents de placement de l'université de Montréal et de l'Ecole des hautes études commerciales nous a révélé que la Fonction publique n'attirait pas les finissants de ces institutions, et ce, principalement à cause de son caractère essentiellement anglophone.

Or, pour que le français soit plus utilisé, il faudrait nécessairement que le nombre de francophones soit beaucoup plus considérable. On entre donc dans un cercle vicieux. Comment peut-on rendre la Fonction publique suffisamment attrayante pour attirer et conserver les candidats francophones, Il y a trois possibilités:

a) Permettre aux Canadiens français de travailler dans leur langue;

b) Etablir un système d'alternance des deux langues, comme en Afrique du Sud;

c) Créer des unités françaises.

Examinons maintenant ces trois solutions:

a) Permettre à tous les Canadiens français de travailler dans leur langue.

Pour que cette solution soit viable, il faudrait que les fonctionnaires anglophones soient suffisamment bilingues pour comprendre les communications de leurs collègues francophones. Or, on sait qu'actuellement, plus de 85% des fonctionnaires sont anglophones unilingues. Pour arriver à une situation où la grande majorité des fonctionnaires à Ottawa et au Québec connaîtraient suffisamment les deux langues pour lire des rapports et suivre des discussions en français, il faudrait au moins 20 ans. En effet, les fonctionnaires qui ont dépassé 40 ans parviendront difficilement à assimiler une deuxième langue. Entre temps, la situation ne s'améliorerait que très lentement. Il faudrait faire un usage constant des traducteurs et des interprètes, ce qui ne suffirait certes pas à créer un milieu de travail où le Canadien français se sentirait à l'aise. Pour des raisons d'efficacité et d'économie, on reviendrait vite à l'emploi de l'anglais comme unique langue de travail là où les francophones seraient en faible minorité.

En Suisse où les francophones peuvent travailler généralement dans leur langue, parce que leurs collègues alémaniques connaissent bien le français, le recrutement est malgré tout difficile, car le francophone reste noyé dans un milieu étranger à sa mentalité.

b) Etablir un système d'alternance des deux langues comme en Afrique du Sud:

Comme on l'a vu plus haut, dans plusieurs ministères en Afrique du Sud, on utilise alternativement de mois en mois l'afrikaans et l'anglais. Dans l'armée, l'alternance est même quotidienne. Pour fonctionner, ce système présuppose toutefois une connaissance suffisante des deux langues officielles par tous les fonctionnaires. C'est pourquoi cette solution est tout à fait impraticable au Canada, où, comme nous l'avons souligné, les 4/5 des fonctionnaires sont incapables, non seulement de travailler en français, mais encore de lire les communications qu'on leur adresse dans cette langue.

c) Créer des unités françaises.

Il s'agirait de créer des unités à l'intérieur desquelles le français serait la seule langue de travail, l'usage de l'anglais étant réservé pour les communications avec les unités anglophones. Il y aurait des unités françaises régionales au Québec

et fonctionnelles à Ottawa. Ce système serait complété par la création d'un certain nombre de postes bilingues au sommet de la hiérarchie des ministères.

Cette solution nous semble la plus réaliste parce qu'elle tient compte du fait que la Fonction publique est unilingue à 80% et que "bilinguiser" la masse des fonctionnaires est illusoire si l'on tient compte du contexte canadien. Les divisions unilingues favoriseraient du reste le bilinguisme, car les anglophones seraient invités à venir faire des stages dans les unités françaises pour perfectionner leur connaissance de cette langue; ils auraient ainsi une motivation qui leur manque actuellement totalement.

Lorsqu'on parle d'unités unilingues, plusieurs objections surgissent, dont les principales sont: un coût plus élevé par suite du dédoublement des tâches, la création de ghettos canadien-français, les problèmes de communications entre les unités de langues différentes, etc.

Examinons ces objections:

Coût plus élevé de l'administration par suite du dédoublement des tâches.

Dans les unités fonctionnelles, il n'y aurait, par définition, pas de dédoublement: une unité serait francophone ou anglophone. Les services communs (personnel, administration) seraient bilingues à moins

que ces ministères soient d'une envergure telle qu'on puisse subdiviser ces services en sections unilingues. De prime abord, il n'y a pas de motifs justifiant un coût plus élevé.

En ce qui concerne les divisions régionales du Québec, la décision de les rendre unilingues n'occasionnerait aucun frais supplémentaires. Bien au contraire, on pourrait y gagner en efficacité d'où réduction des dépenses. Il se peut, il est vrai, qu'à un échelon élevé - en admettant que l'unité envisagée aille jusqu'au niveau du sous-ministre - il faille dédoubler certains postes. Les dépenses ainsi encourues seraient largement compensées par les économies qu'on pourrait réaliser sur le plan de la traduction (sans compter les économies sur le plan humain) - et par la possibilité de recruter davantage de candidats francophones compétents.

Création de ghetto canadien-français

Cette possibilité serait écartée si le francophone peut atteindre un échelon très élevé dans la hiérarchie administrative au sein même de sa propre unité.

Problème des communications entre unités de langues différentes.

Il est certain que si l'on compare dans l'absolu la situation actuelle où une seule langue est utilisée

à l'intérieur de la Fonction publique, à celle d'une division des ministères en unités francophones et en unités anglophones, on ne peut qu'opter que pour le maintien du statu quo: c'est beaucoup plus efficace. Mais si l'on décide que la Fonction publique doit être bilingue, alors là le système des unités françaises s'avère préférable à l'autre système envisagé, par lequel on inviterait les francophones à travailler uniquement dans leur langue, quel que soit le lieu de leur travail. En effet, avant que tous les fonctionnaires anglophones puissent lire et comprendre le français, il faudrait beaucoup de temps et, d'ici là, il faudrait traduire tous les rapports des francophones, ce qui gênerait considérablement le fonctionnement des divisions où travailleraient des francophones. Dans le système des unités unilingues, c'est seulement les rapports qui devraient circuler entre divisions de langues différentes qui seraient traduits, ce qui réduirait considérablement le volume de la traduction (par rapport à l'autre solution, bien entendu et non par rapport au statu quo).

Nous pensons donc que les avantages que comportent les unités unilingues l'emporte de beaucoup sur les inconvénients, et que cette solution que nous considérons comme novatrice par opposition aux solutions traditionnelles qui ne visent qu'à perpétuer en l'améliorant le système qui existe présentement, est

la seule qui puisse résoudre le problème du recrutement des Canadiens français dans la Fonction publique fédérale: c'est pourquoi nous recommandons:

1. Qu'on crée des unités unilingues régionales au Québec et fonctionnelles à Ottawa.

9.3.2. Formules, manuels

Selon que l'idée des unités unilingues sera retenue ou non la politique à suivre dans le cas des formules, manuels et directives sera différente. Nous envisageons donc deux possibilités

a) Cas où on accepterait de recommander la création d'unités unilingues.

Par définition l'unité unilingue ne comporte qu'une seule langue de travail: le français ou l'anglais. Tous les instruments de travail (formules, manuels, directives, fichiers des dossiers) utilisés par l'unité sont donc dans une seule langue. Par contre, il arrivera fréquemment que des unités de langues distinctes utiliseront les mêmes formules ou manuels ou recevront des directives communes. Dans ce cas le bilinguisme sera de rigueur. Dans l'hypothèse d'unités unilingues notre recommandation sera donc la suivante:

"Que tous les instruments de travail des fonctionnaires (formules, manuels, directives, fichiers des dossiers, etc.) soient dans la langue de leur

unité linguistique sauf s'ils sont destinés en même temps à deux unités linguistiques distinctes; dans ce cas, ils seront dans les deux langues".

b) Cas où la recommandation touchant les unités unilingues serait rejetée.

Si la recommandation touchant les unités unilingues est rejetée, cela signifie que l'on tentera de réaliser le bilinguisme dans toute la Fonction publique. Dans ce cas, il faudra que toutes les formules, manuels, directives soient dans les deux langues sauf s'ils sont destinés à des fonctionnaires unilingues comme cela pourrait être le cas dans certains bureaux régionaux. Notre recommandation serait alors la suivante:

"Que les formules, manuels, directives destinés aux fonctionnaires soient émis dans les deux langues, sauf s'ils s'adressent à un groupe de fonctionnaires linguistiquement homogène".

9.3.3. Interprétation simultanée

Dans le cas de l'utilisation de l'interprétation simultanée il faut envisager aussi les deux hypothèses énoncées plus haut:

1. Cas d'unités unilingues.

"Qu'on utilise l'interprétation simultanée dans le cas de toutes réunions groupant des fonctionnaires de deux unités linguistiques distinctes".

2. Cas de la "bilinguisation" de toute la Fonction publique

"Que l'on utilise l'interprétation simultanée dans toutes les réunions importantes groupant des fonctionnaires de langues différentes".

9.4. L'organisation de la traduction

9.4.1. Restructuration du Bureau

Nous avons souligné dans notre rapport que la multiplicité des divisions de traduction entraînait une grande dispersion des efforts et contribuait à multiplier les tâches administratives des chefs de division qui autrement pouvaient consacrer tout leur temps à la traduction.

Les avantages de la décentralisation tels qu'ils nous ont été présentés par des chefs de division sont les suivants:

a) Avantages de la décentralisation

i) Spécialisation des traducteurs

Travaillant continuellement pour le même ministère, le traducteur finit par se familiariser avec le vocabulaire du ministère et devient en quelque sorte un spécialiste des matières traitées dans le ministère.

Toutefois, nous avons noté aussi que très souvent les sujets traités par les ministères sont connexes - Agriculture et Forêts - ou alors dans certains ministères on traite de sujets variés ne relevant pas de la spécialisation du ministère (agriculture et électronique au Commerce, par exemple). Donc les spécialisations étant par sujet, non par ministère et le même sujet pouvant se retrouver dans plusieurs ministères à la fois, il y a souvent risque de chevauchement.

ii) Eloignement des ministères

C'est là sans doute une objection plus sérieuse. On prétend que la localisation dans un ministère permet au traducteur d'avoir un contact direct avec les auteurs des textes qu'ils traduisent et ainsi permet de donner un meilleur rendement. En théorie c'est peut-être exact mais en pratique les contacts se limitent généralement à un ou quelque coups de téléphone. Le traducteur n'a généralement pas le temps d'aller discuter avec l'auteur d'un texte.

D'autre part, il arrive souvent que les bureaux d'un même ministère ne soient pas situés dans le même immeuble. Les contacts entre les traducteurs et les auteurs des textes sont alors encore plus illusoire...

b) Avantages de la centralisation

Par contre la centralisation aurait des avantages indéniables tant pour la traduction que pour les traducteurs.

i) Elle permettrait une meilleure répartition des tâches entre les traducteurs: actuellement certaines divisions de traduction ont proportionnellement plus de travail que d'autres.

ii) La spécialisation pourrait être encore plus poussée qu'elle ne l'est actuellement si la centralisation dans un même local s'accompagnait d'une décentralisation par sujet.

iii) La documentation serait mieux utilisée: plusieurs divisions de traduction doivent avoir les mêmes dictionnaires, livres, et revues spécialisés pour accomplir leur travail.

iv) Elle créerait un sentiment de solidarité plus fort entre les traducteurs: actuellement les traducteurs des divisions de traduction des ministères restent sur la clôture: ils ne sont pas intégrés au ministère où ils sont assignés et ils sont trop éloignés du Bureau des traductions pour s'y sentir attachés. Les contacts constants avec d'autres traducteurs sont à notre avis de beaucoup plus profitables que les contacts avec des fonctionnaires d'un ministère déterminé. Rien

n'empêcherait du reste ces traducteurs d'aller au besoin rencontrer tel ou tel fonctionnaire lorsqu'ils le jugeraient à propos.

c) Recommandation

C'est pourquoi que nous formulons la recommandation que voici:

"Que les divisions de traduction soient regroupés dans un même local et qu'on procède ensuite à une décentralisation du Bureau par sujet".

Cette recommandation ne s'appliquerait pas bien entendu à la Division de Montréal qui a été créée dans un but bien spécial: permettre le recrutement de traducteurs qui ne désireraient pas s'établir à Ottawa.

On a suggéré de laisser dans les ministères deux ou trois traducteurs pour les travaux de routine urgents: correspondance, circulaires administratives, discours; nous ne croyons pas que ce soit nécessaire si les autres recommandations sont mises à exécution. Il n'y aura plus en effet de traduction de correspondance et quant aux directives et aux discours le service d'information ou certains fonctionnaires du ministère pourraient se charger de les préparer.

9.4.2. Cas des divisions indépendantes

Nous n'avons trouvé aucune raison valable pouvant justifier l'indépendance des divisions de traduction de certains organismes, notamment: le Conseil national de recherches, la Société centrale d'hypothèques et de logement, Radio-Canada et le Canadien national. Nous avons fait valoir déjà les inconvénients de l'autonomie de ces divisions: absence de contrôle de la qualité, concurrence entre le Bureau et ces divisions pour le personnel, impossibilité pour les traducteurs d'atteindre un poste élevé dans les services de traduction. Aussi nous croyons que ces divisions devraient être attachées au Bureau des traductions. Il ne faudrait pas toutefois muter les traducteurs des organismes de Montréal (CN et Radio-Canada en partie) à Ottawa car alors la distance causerait un problème de communication sérieux avec les organismes pour lesquels ils travaillent.

De même les traducteurs de langues étrangères de la section du Conseil national de recherches devraient demeurer localisés au Conseil à proximité de la bibliothèque qui est la plus riche source de documentation en langues étrangères à laquelle on puisse avoir accès au Canada.

D'autre part nous avons vu que la division des langues étrangères du Bureau des traductions et celle du Conseil national de recherches faisaient en quelque

sorte double emploi. C'est pourquoi nous pensons que leur fusion s'impose. Nous formulons donc les deux recommandations suivantes:

"Que la loi sur la traduction soit modifiée de façon à ce que tous les traducteurs de la Fonction publique soient placés sous la juridiction du Bureau des traductions".

"Que tous les traducteurs des divisions autonomes situées à Ottawa soient regroupés dans un même centre comme les autres divisions des ministères sauf la division du Conseil national des recherches qui restera localisée à proximité de la bibliothèque du Conseil".

"Que les traducteurs de langues étrangères de la division du Conseil de recherches soient intégrés à la division des langues étrangères du Bureau des traductions et que cette nouvelle division demeure localisée au Conseil national de recherches".

9.4.3. Recrutement des traducteurs

Le Bureau des traductions se plaint de la difficulté de recruter des bons traducteurs. Sans aucun doute les hausses récentes des traitements des traducteurs contribueront à rendre plus attrayante la carrière de traducteur, mais elles seules ne suffiront pas probablement à combler les besoins; c'est pourquoi nous pensons qu'une campagne active d'infor-

mation et de recrutement devrait être entreprise chaque année dans les universités canadiennes afin que les étudiants soient renseignés sur la carrière de traducteur.

On devrait aussi élargir le recrutement à l'Europe en tenant des concours de traducteur en France, en Belgique et en Suisse. Enfin on devrait chercher à recruter de bons traducteurs qui ont fait leur carrière dans les entreprises privées. Ce serait à l'avantage du service des traductions et une saine émulation en découlerait. Le système de traduction à l'intérieur du Bureau ne semble pas suffire à garder les classes supérieures des traducteurs. Nous formulons donc les recommandations suivantes:

"Qu'on stimule le recrutement des traducteurs par des campagnes d'information dans toutes les facultés universitaires".

"Qu'on envisage la possibilité de recruter des traducteurs en France, en Suisse et en Belgique".

"Qu'on tienne des concours publics pour les classes élevées de traducteurs".

9.4.4. Qualité

On s'est plaint, rappelons-le, dans beaucoup de milieux, de la mauvaise qualité de la traduction effectuée par le Bureau des traductions. C'est pourquoi des mesures concrètes devraient être prises pour assurer de plus hauts standards. D'abord, il conviendrait d'accroître les exigences lors du recrutement. Nous avons noté que seulement 24 des 250 traducteurs du Bureau avaient une maîtrise. Nous pensons qu'on devrait tendre à ce que tous les traducteurs aient une formation universitaire équivalant à la licence ou à la maîtrise. Ensuite, nous croyons que les traducteurs devraient poursuivre leur formation tout au long de leur carrière. Les cours donnés actuellement devraient être intensifiés et on devrait même accorder des congés d'étude avec plein ou demi traitement, pour permettre aux traducteurs d'aller étudier ou de faire des stages en Europe, comme on le fait pour d'autres catégories de fonctionnaires.

Enfin, un contrôle périodique de la qualité devrait être effectué par des linguistes choisis parmi les corps professoraux des universités Laval et de Montréal, qui feraient rapport au ministère responsable du Bureau des traductions.

Nous recommandons donc:

"Que tous les nouveaux traducteurs soient recrutés au niveau de la maîtrise ou de la licence".

"Que les cours de perfectionnement soient intensifiés et que l'on accorde des congés d'étude aux traducteurs".

"Qu'un contrôle périodique de la qualité de la traduction soit effectué par un ou plusieurs linguistes reconnus".

Nous avons constaté en outre, que les traducteurs consacraient une partie importante de leur temps à la révision d'épreuves, ou encore à la mise au propre des lettres qu'ils traduisaient. Un temps précieux est ainsi perdu, qui pourrait être consacré à la traduction. La révision des épreuves des publications devrait être confiée au service concerné par ces publications, ou à la division de l'information du ministère. La mise au propre des lettres devrait être confiée au service de transcription des ministères.

Nous recommandons donc:

"Qu'on libère immédiatement les traducteurs des tâches autres que la traduction".

Post-face

Ces recommandations reposent sur les données que vous avons au moment de la rédaction de ce rapport. Les données que nous obtiendrons ultérieurement, après une analyse systématique, nous permettront de développer certaines recommandations, ou de les préciser davantage.

Department of National Health and Welfare
Interdepartmental Correspondence

P TO: Directors and Chiefs of Divisions.

Your File:

Dated: 10-5-7

Y

Our File:

FROM: Deputy Ministers.

DATE: May 9, 1953.

SUBJECT: Duties of the Translation Office

Your attention is drawn to the Translation Bureau Act which specifically defines the responsibility of the Translation Bureau for "making and revising all translations from one language to another of all departmental and other reports, documents, debates, bills, acts, proceedings and correspondence". The Act further refers to the duty of each Government Department to collaborate with the Bureau to carry out the above responsibilities.

To achieve the highest degree of accuracy and uniformity in translated material emanating from this Department in languages other than English, it is essential that all such material, including letters, documents, publicity, articles, envelopes, etc., be referred to the Translation Office, Room 818, Jackson Building for preparation and/or checking before dispatch.

An incoming letter in a language other than English which cannot readily be understood should immediately be forwarded to the Translation Office which will translate the letter into English and return the original with the translation to the officer concerned. The reply should then be prepared in English and forwarded to the Translation Office where it will be translated into the appropriate language and returned for signature in the English draft. In this way the departmental file will be complete in both languages.

The co-operation of the members of your staff in following the above procedure at all times will ensure efficient and uniform translation service.

(signed by) G.D.W. Cameron

G.D.W. Cameron, M.D., D.P.M.,
Deputy Minister of Health,

(signed by) George F. Davidson

G. F. Davidson,
Deputy Minister of Welfare.

Distribution - D.L.

MEMORANDUM

CLASSIFICATION

ANNEXE 2 (cf. p. 45)

Directors and Chiefs of Divisions.

YOUR FILE No.
Votre dossier

OUR FILE No. 10-5-7
Notre dossier

FROM
De

Deputy Ministers.

DATE May 19/64.

FOLD

SUBJECT
Sujet

Translation Procedures.

Translation procedures in the Department have not been clearly defined. By statute, the purpose of the Bureau for Translation is, "to collaborate with and act for all departments of the Public Service --- in making and revising all translations from one language into another." It also states that "It is the duty of all departments of the Public Service --- to collaborate with the Bureau in carrying into effect the provisions of this Act and regulations."

We have consulted Translation Services and several areas of improvement are apparent. In addition to procedural mechanics which we are streamlining, one general area where a change is in order is that of effective deployment of departmental personnel with a knowledge of French. It should be stressed that we are not asking officers of the Department to translate; we are however encouraging composition in French.

Every effort is being made to see that each unit has a complement of both officers and stenographers who are able to conduct French correspondence. It has been proved however that a competent typist can do copy work in a foreign language with little difficulty; hence a lack of French speaking typists does not necessarily prevent a Division from doing its own copy work in French. In some Divisions of the department, typists are now doing copy work in several languages.

Accordingly, the following procedures are to be put into operation immediately:-

Outgoing Correspondence -

1. Directors are to instruct those employees judged to be competent in French to prepare and issue French correspondence without reference to Translation Services.
2. When necessary, Translation Services may be consulted in accordance with the following simple procedure. A letter will be drafted in French (single copy) and forwarded to Translation Services for proofreading. It will be corrected and returned promptly to the Division for typing in final form. It is suggested that a sample file of routine correspondence be retained as a guide to standard syntax and idiom.
3. If an official translation is required the item will be sent to Translation Services in draft (single copy) rather than final form. The translation will be returned in draft (single copy) to the originating Division.

... /2

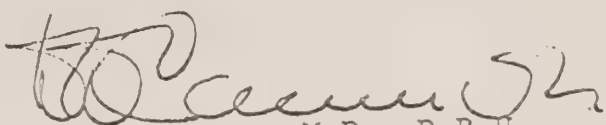
4. Except under special circumstances the Department (not Translation Services) will be responsible for the final form of correspondence. Translation Services has no obligation so far as our typing is concerned, past service having been extended as a courtesy.
5. Any material forwarded to Translation Services should be accompanied by the usual requisition form 3461 completed in full.
6. Of course no letters should be signed until they have been read by an officer who is competent in the language used in the letters.
7. To facilitate correct coding and filing in Registry Services and for the information of others using the file who may not be bilingual, a brief summary in English of the content of the letter should be added at the foot of the buff file copy.

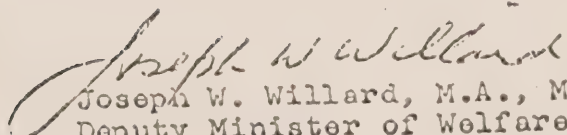
Incoming Correspondence -

The practice of having incoming French correspondence routinely translated is to be discontinued. Only when a translation is especially requested will that particular piece of correspondence be sent for translation. Divisions which have French-speaking officers should rarely find it necessary to have incoming mail translated. However to facilitate correct coding and filing by Registry Services and for the information of others using the file who may not be bilingual, a brief summary in English should be added at the foot of the letter.

Other Material -

Lengthy reports, booklets, periodicals, literature or similar material should, whenever possible, be sent to Translation Services by chapter or section. This will facilitate translation and prevent delay in publication.


G.D.W. Cameron, M.D., D.P.H.,
Deputy Minister of National Health.


Joseph W. Willard, M.A., M.P.A., Ph.D.,
Deputy Minister of Welfare.

Ottawa 4, February 28, 1964.

201845

Re: Section 3 of the Translation
Bureau Act

Dear Mr. Miquelon:

In your letter of January 21, 1964, you asked me to consider the language of section 3 of the Translation Bureau Act, particularly the expression "all bureaus, branches, commissions and agencies created or appointed by Act of Parliament" and advise upon the scope and meaning of section 3 as to:-

- (1) "its relationship with, or precedence over, the usual sections in legislation setting up government agencies which provide for the appointment of 'such officers and employees as are necessary to carry on the work' and the prescribing of duties therefor"; and
- (2) "whether or not government corporations (i.e., the Canadian Broadcasting Corporation, the Economic Council of Canada, etc.) are included in the term 'agencies' as used in section 3 of the Translation Bureau Act."

It is noted that subsection (2) of section 3 imposes a duty upon all such bodies "to collaborate" with the Bureau in carrying the provisions of the Act into effect and that subsection (1) of section 3 imposes a duty on the Bureau "to collaborate with and act for" such bodies in providing for a translation service.

The duty to "act for" is, in my opinion, to be read along with the preceding expression "to collaborate with" in endeavouring to determine, as your first question indicates, whether, as a matter of law, the agencies, etc. must exclusively use the translation services provided by the Bureau or could, under their powers to engage staff, otherwise provide for their translation service needs.

The expression "collaborate with" is not a very precise expression. It implies, in my view, however, co-operation between two different entities rather than the concept of coercion or of precedence

... 2

Jean Miquelon, Esq.,
Under-Secretary of State,
Department of the Secretary of State,
Ottawa, Ontario.

XERO
COPY

XERO
COPY

XERO
COPY

XERO
COPY

XERO
COPY

XERO
COPY

XERO
COPY

XERO
COPY

over one entity by the other. As a matter of law, therefore, I regard the application of section 3 of the Act as requiring both the Bureau and the agencies to consider and endeavour to reach a co-operative working arrangement whereby the Bureau will fill the translation service needs involved but not, as a matter of law, either forcing the Bureau to provide those services or the agencies to accept them if the necessary collaboration or co-operation cannot be achieved.

With respect to your second question, the fact that section 3 does not include the term "corporations" would not, in my opinion, exclude government corporations from the application of section 3. The word "agencies" is also a rather imprecise term but, in my opinion, is sufficiently broad in the context in which it is used to include at least those statutory corporations which are, by statute, declared to be agents of Her Majesty in right of Canada.

Yours truly,

(signed: E.A. Driedger)

Deputy Attorney General

XERO
COPY

XERO
COPY

XERO
COPY

XERO
COPY

XERO
COPY

XERO
COPY

XERO
COPY

XERO
COPY

DEPARTMENT
OF
DEFENCE PRODUCTION



MINISTÈRE
DE LA
PRODUCTION DE DÉFENSE

REFER TO FILE NO. 2-620-1
MENTIONNER LE DOSSIER

10 March, 1965,
Ottawa 4, Ontario.

Mr. C. H. Yetts,
Executive Secretary,
Incentive Award Board of
the Public Service of Canada,
Ottawa 4, Ontario.

Dear Harold:

Re: French Keyboard Typewriters

The above suggestion as advised by you has been received by the Department of National Defence and it was the decision of the Department that it can not be adopted. The reason for the non-adoption is as detailed below:

"I refer to your memorandum of March 1st relating to the above noted subject and more specifically to a suggestion made by an employee of the Department of National Defence to the effect that certain economies could be effected should all typewriters purchased for the Ottawa and Province of Quebec areas have a French keyboard.

In reviewing the historical data relating to typewriter procurement, the following figures are pertinent.

Total Typewriter Procurement 1963 - 1965 -- 3,815 machines

Ratio of French/English Keyboards --	English	65%
	French	35%

At this point it is important to realize that of all the typewriters bought for Government use across Canada, 35% during that period did have French keyboards. If this 35% figure were related to typewriter purchases for the Ottawa and Province of Quebec area, then the figure would be much higher in relation thereto and probably would approximate in excess of 50% of those purchases.

- 2 -

During the period in question 1963-65 only 500 requests for conversion have been received and these, in the main, relate to typewriters purchased prior to 1963.

It is reasonable to believe that requests for conversion will diminish in that a high volume of machines are now being requisitioned with French keyboard and we believe that this prerogative should remain with individual Departments to meet their particular needs.

When a typewriter is supplied with a French keyboard certain other symbols must be omitted and we do not believe that this would be acceptable to user Departments and could well result in an increasing need to convert from French keyboard to an English keyboard.

Our recommendation therefore is that the suggestion is not feasible and would not result in any significant saving whatsoever.

Yours sincerely,

G. R. Atchison

G. R. Atchison,
Co-ordinator,
Incentive Award Plan.

